

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 524

2 juin 2005

SOMMAIRE

A.B.M. Invest S.A., Mersch	25105	Harmony Fund, Sicav, Luxembourg	25106
Achats Actions Benelux Investments S.A., Luxembourg	25150	Harmony Fund, Sicav, Luxembourg	25118
Aston Office Parc S.A., Mersch	25152	Harmony Fund, Sicav, Luxembourg	25119
Aston Office Platform S.A., Mersch	25146	I.05 Reckange, S.à r.l., Wickrange	25141
ATC Management (Luxembourg), S.à r.l., Luxembourg	25143	I.08 Hamm, S.à r.l., Wickrange	25152
ATC-RCS Corporate Services (Luxembourg) S.A., Luxembourg	25147	I.09 Bonnevoie, S.à r.l., Wickrange	25146
Central-Fuel S.A., Schwebach	25144	I.10 Weiler-Schlammestee, S.à r.l., Wickrange ..	25152
Deka International S.A., Luxembourg	25143	International Fund Management S.A., Luxembourg	25143
Energiepark-Réiden S.A., Beckerich	25145	JC Racing and Autoparts, S.à r.l., Harlange	25144
Eurazeo Real Estate Lux, S.à r.l., Luxembourg	25148	Lux Tiles, S.à r.l., Luxembourg	25150
Eurazeo Services Lux S.A., Luxembourg	25148	Nord-Pneus Autoradio Services, S.à r.l., Huldange/Forge	25144
Euro-VL Luxembourg S.A., Luxembourg	25142	Nordpneus S.A., Huldange/Forge	25145
Euro-VL Luxembourg S.A., Luxembourg	25143	Nordpneus S.A., Huldange/Schmëtt	25145
Eyes Screen S.A., Luxembourg	25119	Persia, S.à r.l., Livange	25149
Fiduciaire Interrégionale S.A., Rippweiler	25145	RCS Management (Luxembourg), S.à r.l., Luxembourg	25147
Fiduciaire Interrégionale S.A., Rippweiler	25145	Studio 11, S.à r.l., Differdange	25148
Garage Kauten S.A., Beckerich	25144	Syringa S.A., Luxembourg	25149
Gecam Adviser Fund	25120	T-Line Investment S.A., Luxembourg	25149
Giglio Investments Genoa, S.à r.l., Luxembourg ..	25146	Today's Ink, S.à r.l., Beckerich	25144
Giglio Investments, S.à r.l., Luxembourg	25146	Valcor Corporate International S.A., Luxembourg	25147
Halux, S.à r.l., HELLANGE	25150	Vulcan Holdings Luxembourg, S.à r.l.	25106

A.B.M. INVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: Mersch.

R. C. Luxembourg B 37.156.

Les documents de clôture de l'année 2003, enregistrés à Luxembourg, le 3 février 2005, réf. LSO-BB00753, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le mois de septembre 2004.

Pour A.B.M. INVEST S.A.

FIDUCIAIRE N. AREND & CIE, S.à r.l.

Signature

(012856.3/000/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2005.

25106

VULCAN HOLDINGS LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.
R. C. Luxembourg B 103.022.

—
EXTRAIT

Le contrat de domiciliation conclu le 13 septembre 2004 entre VULCAN HOLDINGS LUXEMBOURG, S.à r.l., (la Société) et CITCO (LUXEMBOURG) S.A. a été résilié le 11 janvier 2005.

Fait à Luxembourg, le 11 janvier 2005.

CITCO (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} février 2005, réf. LSO-BB00242. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(011842.2//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2005.

HARMONY FUND, Société d'Investissement à Capital Variable,
(anc. SG PRIVINVEST HARMONY FUND, Société d'Investissement à Capital Variable).

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 61.871.

L'an deux mille cinq, le cinq avril.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de son collègue dûment empêché Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch (Luxembourg), ce dernier restant dépositaire de la présente minute.

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société SG PRIVINVEST HARMONY FUND, une société d'investissement à capital variable, ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 11a, boulevard du Prince Henri (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 61.871), constituée suivant acte notarié du 5 décembre 1997, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations numéro 10 du 6 janvier 1998. Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg en date du 8 octobre 1999, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations numéro 853 du 15 novembre 1999.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Grégoire Gilfriche, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg, qui assume la présidence pro tempore en l'absence du Président du Conseil d'Administration, qui désigne comme secrétaire Madame Marie Magonet, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Madame Catherine Meister, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. - Que la présente assemblée générale extraordinaire a été convoquée par des avis de convocation publiés au Mémorial et dans le Luxemburger Wort en date des 4 et 21 mars 2005.

II. - Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

III. - Qu'il appert de cette liste de présence que sur les 1.122.527,475 actions en circulation, 40.233 actions sont présentes ou représentées à l'assemblée générale extraordinaire.

Une première assemblée générale extraordinaire convoquée suivant les modalités indiquées dans le procès-verbal de cette assemblée, et ayant le même ordre du jour que la présente assemblée, s'est tenue en date du 28 février 2005 et n'a pu délibérer sur l'ordre du jour pour défaut du quorum légal requis.

En vertu de l'article 67-1 de la loi concernant les sociétés commerciales, la présente assemblée est autorisée à prendre des résolutions indépendamment de la proportion du capital représenté.

IV. - Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Ratification de la cooptation de M. Stéphane Wathier à la fonction d'Administrateur en remplacement de M. Cyrille Albert-Roulhac.

2. Changement d'adresse du siège social de la Société

Changement dans l'introduction des statuts de l'adresse du siège social de la Société du 11-13, avenue Emile Reuter L-2420 Luxembourg au 16, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg

3. Changement de dénomination de la Société

Remplacement de l'actuel nom de la Sicav SG PRIVINVEST HARMONY FUND par HARMONY FUND et modification en conséquence de l'article 1^{er} des statuts

4. Mise en conformité de la Société avec la loi du 20 décembre 2002 et modifications des articles suivants des statuts:

* Remplacement de la référence à la loi du 30 mars 1988 par la référence à la loi du 20 décembre 2002

En conséquence:

Modifications des articles 3, 26, 33 et 36 des statuts.

* Modification de l'objet social défini dans l'article 3 dont le 1^{er} paragraphe prend la teneur suivante:

«L'objet exclusif de la Société est de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières de toutes espèces, en instruments du marché monétaire, en dépôts à terme et en actions ou parts d'Organismes de Placement Collectif de type ouvert ou fermé, dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de son portefeuille.»

* Mise à jour du montant de capital minimum de 50.000.000 LUF (équivalent à 1.240.000 euros) prévu par la loi du 30 mars 1988 par le montant de capital minimum de 1.250.000 euros) prévu par la loi du 20 décembre 2002 et modifications en conséquences des articles 5 et 31.

* Modification de l'article 21 concernant la détermination par le Conseil d'Administration des directives d'investissement conformément à la loi du 20 décembre 2002 assimilant les investissements en instrument du marché monétaire ou en dépôt à terme à l'investissement en valeur mobilière.

5. Remplacement dans l'ensemble des statuts de la référence «catégorie d'actions» par la référence «Compartiment» tel que défini par l'article 129 de la loi du 20 décembre 2002

6. Mise en place de la possibilité pour le Conseil d'Administration d'émettre des classes d'actions.

Insertion de la notion de «classe d'actions» dans l'ensemble des statuts.

Ajout du paragraphe suivant dans l'article 7 des statuts:

«Le Conseil d'Administration pourra, à tout moment, au niveau de chaque compartiment, émettre des classes d'actions différentes qui peuvent se différencier, entre autres, par leur structure spécifique de frais, les minima d'investissement, les frais de gestion ou le type d'investisseurs visés.»

Ajout d'un article 13 relatif aux Assemblées Générales des Actionnaires des classes d'actions ayant la teneur suivante:

«Les actionnaires de n'importe quelle classe d'actions émises au sein d'un Compartiment donné pourront tenir, à tout moment, une Assemblée Générale afin de se prononcer sur les matières se rapportant ou intéressant exclusivement à cette classe d'actions au sein de ce Compartiment. Les dispositions générales contenues dans les présents statuts, de même que la loi sur les Sociétés Commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée depuis, s'applique à de telles Assemblées.»

Ajout d'un paragraphe de l'article 14 précisant que les actionnaires de chaque classe d'actions délibéreront séparément au cours de l'Assemblée Générale des actionnaires sur les points concernant l'affectation des profits nets de leur Compartiment et classe et sur les décisions affectant spécifiquement leurs droits. vis-à-vis des autres classes et Compartiments.

7. Possibilité offerte à l'investisseur de souscrire et racheter des actions dans un ensemble de devises déterminé par le Conseil d'Administration et modification en conséquence de l'article 8 et l'article 10.

8. Refonte et remplacement de l'actuel article 18 relatif aux limites de propriétés des actions par l'article 10.

9. Modifications de quelques points concernant le fonctionnement des Assemblées Générales des actionnaires.

* Remplacement de la notion de «jour ouvrable bancaire» par celle de «jour bancaire entièrement ouvré» dans l'article 12 relatif à la tenue de l'Assemblée Générale Annuelle.

* Modification de la dernière phrase de l'article 12 comme suivant:

«D'autres Assemblées Générales d'actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.»

* Ajout dans l'article 14 que les fractions d'actions ne donnent pas droit à une voix.

10. Refonte et remplacement de l'actuel article 27 relatif aux relations contractuelles de la Société avec ses conseillers, gérants de fonds, Banque Dépositaire et autres parties par l'article 25.

11. Réécriture et remplacement de l'actuel article 23 relatif au calcul de la Valeur Nette d'Inventaire par l'article 27 et insertion dans cet article du principe de désolidarisation des compartiments.

12. Refonte et remplacement de l'actuel article 21 relatif à l'émission, le rachat et la conversion des actions par l'article 28.

13. Refonte et remplacement de l'actuel article 22 relatif à la suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire et de l'émission, du rachat et de la conversion des actions par l'article 29.

14. Insertion de la description de la procédure de dissolution de la Société dans un nouvel article 32.

15. Insertion de la description des possibilités et modalités de cessation, scission et fusion des Compartiments dans un nouvel article 33.

16. Réécriture et remplacement de l'actuel article 28 relatif à la liquidation de la Société par le nouvel article 34.

17. Modifications textuelles mineures.

18. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de ratifier la cooptation de Monsieur Stéphane Wathier à la fonction d'Administrateur en remplacement de Monsieur Cyrille Albert-Roulhac.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social à L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.

Troisième résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination de la société en HARMONY FUND et de modifier l'article premier des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

«**Art. 1^{er}. Dénomination.** Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront les actionnaires une société en la forme d'une société anonyme sous le régime d'une société d'investissement à capital variable sous la dénomination de HARMONY FUND (ci-après dénommée la «Société»).

Quatrième résolution

L'assemblée décide de mettre les statuts en conformité avec la loi du 20 décembre 2002, de modifier les statuts conformément à l'ordre du jour ci-dessus et de procéder à une refonte complète des statuts comme suit:

«1. Dénomination, Durée, Objet social et Siège social

Art. 1^{er}. Dénomination. Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront les actionnaires une société en la forme d'une société anonyme sous le régime d'une société d'investissement à capital variable sous la dénomination de HARMONY FUND (ci-après dénommée la «Société»).

Art. 2. Durée. La Société est établie pour une durée indéterminée. Elle peut être dissoute par décision de l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modification de statuts.

Art. 3. Objet social. L'objet exclusif de la Société est de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières de toutes espèces, en instruments du marché monétaire, en dépôts à terme et en actions ou parts d'Organismes de Placement Collectif de type ouvert ou fermé, dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de son portefeuille.

La Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son but au sens le plus large dans le cadre de la Partie II de la loi du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif, telle que pouvant être modifiée.

Art. 4. Siège social. Le siège social est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être créé, par simple décision du Conseil d'Administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le Conseil d'Administration estimerait que des événements extraordinaires, d'ordre politique ou militaire, de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège, ou de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société; laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège social, restera luxembourgeoise.

2. Capital social, Variations du capital social, Caractéristiques des actions

Art. 5. Capital social et variations du capital social. Le capital de la Société est représenté par des actions sans mention de valeur nominale et sera à tout moment égal à l'actif net de la Société tel que défini par l'Article 27 des présents statuts.

Le capital minimum de la Société est fixé à EUR 1.250.000.- (un million deux cent cinquante mille euros).

Le Conseil d'Administration est autorisé à tout moment à émettre des actions nouvelles entièrement libérées, conformément à l'Article 28 des présents statuts, à un prix égal à leurs valeurs nettes d'inventaire respectives, augmentées des commissions de vente applicables déterminées, conformément à l'Article 27 des présents statuts, sans réserver aux actionnaires anciens un droit préférentiel de souscription.

Le Conseil d'Administration déterminera toutes autres conditions en rapport avec l'émission d'actions nouvelles.

Le Conseil d'Administration peut déléguer à tout Administrateur ou directeur de la Société, ou à toute autre personne dûment autorisée, la charge d'accepter les souscriptions et de recevoir, en paiement, le prix des actions souscrites.

Art. 6. Compartiments. Ces actions peuvent, au choix du Conseil d'Administration, appartenir à plusieurs portefeuilles, chacun constituant un compartiment (ci-après défini comme «Compartiment»), selon la définition de l'Article 133 de la loi du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif, telle que pouvant être modifiée et les produits de l'émission des actions de chaque Compartiment peuvent être investis, conformément à l'Article 3 des présents statuts, dans des valeurs mobilières ou autres avoirs correspondant à des zones géographiques, des secteurs industriels, des zones monétaires, ou à un type spécifique d'actions ou d'obligations à déterminer périodiquement par le Conseil d'Administration pour chacun des Compartiments.

Pour déterminer le capital de la Société, les avoirs nets correspondant à chacun des Compartiments seront, s'ils ne sont pas exprimés en Euro, convertis en Euro, et le capital sera égal au total des avoirs nets de tous les Compartiments.

Art. 7. Classes d'actions. Le Conseil d'Administration pourra, à tout moment, au niveau de chaque Compartiment, émettre des classes d'actions différentes qui peuvent se différencier, entre autres, par leur structure spécifique de frais, les minima d'investissement, les frais de gestion ou le type d'investisseurs visés.

Art. 8. Forme des actions. Les Administrateurs peuvent décider d'émettre des actions de chaque Compartiment et de chaque classe d'actions à la fois sous forme nominative et au porteur.

En cas d'actions nominatives, à moins qu'un titulaire d'actions ne désire obtenir des certificats d'actions, il recevra une confirmation de sa qualité d'actionnaire. Si des actions au porteur sont émises, les certificats seront émis sous la surveillance du Dépositaire (tel que défini dans l'Article 25 ci-dessous) pour les dénominations que le Conseil d'Administration déterminera. Si un actionnaire au porteur demande la modification des droits attachés à ses certificats par échange en certificats d'autres dénominations, le coût de cet échange sera mis à charge de cet actionnaire. Si un titulaire d'actions nominatives désire que plus d'un certificat soit émis pour ses actions, le coût de ces certificats additionnels pourra être mis à charge de cet actionnaire. Les certificats d'actions seront signés par deux Administrateurs. Les deux signatures pourront être soit manuscrites, soit imprimées, soit apposées au moyen d'une griffe. Toutefois, l'une de ces

signatures pourra être apposée par une personne déléguée à cet effet par le Conseil d'Administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. La Société pourra émettre des certificats provisoires dans les formes qui seront déterminées périodiquement par le Conseil d'Administration.

Les actions ne seront émises que sur acceptation de sa souscription et réception du prix d'achat par le Dépositaire ou une personne agissant pour son compte dans les conditions prévues par le prospectus en vigueur. Conformément aux lois et réglementations applicables, le règlement de la souscription sera fait dans la devise dans laquelle les actions sont libellées et dans certaines autres devises telles que déterminées à tout moment par le Conseil d'Administration.

Le souscripteur recevra, sans délai, après acceptation de sa souscription et réception du prix d'achat, droit aux actions souscrites et après demande, il recevra les certificats d'actions définitifs sous forme nominative ou au porteur.

Le paiement des dividendes éventuels se fera aux actionnaires, pour les actions nominatives, à l'adresse portée au registre des actionnaires et, pour les actions au porteur, sur présentation du coupon de dividende concerné.

Toutes les actions émises par la Société, autres que les actions au porteur, seront inscrites au registre des actionnaires qui sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées à cet effet par la Société; l'inscription doit indiquer le nom de chaque propriétaire d'actions nominatives, sa résidence ou son domicile choisi, le nombre, la classe d'actions et le Compartiment qu'il détient.

Tout transfert d'une action nominative sera inscrit au registre des actionnaires.

Le transfert d'actions au porteur se fera par la remise du ou des certificats d'actions correspondants.

Le transfert d'actions nominatives se fera:

a) si des certificats ont été émis, par la remise à la Société du ou des certificats représentant ces actions, ensemble avec tous autres documents de transfert exigés par la Société;

b) s'il n'a pas été émis de certificats, par une déclaration de transfert écrite, portée au registre des actionnaires, datée et signée par le cédant et le cessionnaire, ou par leurs mandataires justifiant des pouvoirs requis.

Tout actionnaire nominatif devra fournir à la Société une adresse à laquelle toutes les communications et toutes les informations pourront être envoyées. Cette adresse sera inscrite également au registre des actionnaires.

Au cas où un tel actionnaire ne fournit pas d'adresse à la Société, mention pourra en être faite au registre des actionnaires, et l'adresse de l'actionnaire sera censée être au siège social de la Société ou à telle autre adresse qui sera fixée périodiquement par la Société; ceci jusqu'à ce qu'une autre adresse soit fournie à la Société par l'actionnaire. L'actionnaire pourra à tout moment faire changer son adresse portée au registre des actionnaires par une déclaration écrite envoyée à la Société à son siège social, ou à telle autre adresse qui pourra être fixée par la Société.

Si, et dans la mesure où la Société en décide ainsi, le paiement fait par un souscripteur peut entraîner le droit à une fraction d'action, ce droit à une fraction n'aura pas le droit de vote mais aura le droit de participer proportionnellement aux profits de la Société. En ce qui concerne les actions au porteur, il ne sera émis que des certificats représentant un nombre entier d'actions.

Art. 9. Perte ou destruction des certificats d'actions. Lorsqu'un actionnaire peut justifier à la Société que son certificat d'actions a été égaré, endommagé ou détruit, un duplicata peut être émis à sa demande, aux conditions et garanties que la Société déterminera, notamment sous forme d'une assurance, sans préjudice de toute autre forme de garantie que la Société pourra choisir. Dès l'émission du nouveau certificat, sur lequel il sera mentionné qu'il s'agit d'un duplicata, le certificat original, au lieu et place duquel le nouveau a été émis n'aura plus aucune valeur.

Les certificats d'actions endommagés ou détériorés peuvent être échangés sur ordre de la Société. Ces certificats endommagés seront remis à la Société et immédiatement annulés.

La Société peut à son gré mettre en compte à l'actionnaire le coût du duplicata ou du nouveau certificat et de toutes les dépenses justifiées encourues par la Société en relation avec l'émission et l'inscription au registre ou avec la destruction du certificat original.

Art. 10. Limites à la propriété des actions. La Société peut restreindre ou faire obstacle à la propriété directe ou indirecte des actions de la Société par toute personne physique, par toute firme, par tout partenariat ou corporation, si dans l'opinion de la Société, la propriété de ces actions peut porter préjudice aux intérêts des actionnaires existants ou à la Société, si il peut en résulter, par exemple, une infraction à toute loi ou réglementation, qu'elle soit luxembourgeoise ou étrangère ou s'il en résultait que la Société serait soumise à des désavantages fiscaux, amendes ou pénalités qui n'auraient pas eu lieu d'être en d'autres circonstances (de tels personnes, firmes, partenariats ou corporations étant déterminés par le Conseil d'Administration).

Dans un tel but, la Société peut, de sa propre initiative et sans supporter aucune responsabilité:

a) refuser l'émission d'actions et l'inscription du transfert d'actions, lorsqu'il apparaît que cette inscription ou ce transfert aurait ou pourrait avoir pour conséquence d'attribuer la propriété d'actions à une personne non habilitée à détenir les actions de la Société;

b) lorsqu'il apparaît à la Société que des actions sont détenues par une personne qui n'y ait pas autorisée, seule ou avec d'autres personnes, la Société peut recourir au rachat forcé de toutes les actions détenues par cette personne; ou

c) lorsqu'il apparaît à la Société qu'une ou plusieurs personnes sont les propriétaires d'une proportion d'actions de la Société qui pourrait rendre la Société redevable d'une taxe ou d'autres réglementations provenant de juridictions autres que celle du Luxembourg, la Société peut procéder au rachat forcé de toutes les actions détenues par ces actionnaires.

Dans les cas énumérés aux points (a) à (c) (compris) ci-dessus, la procédure suivante sera appliquée:

1) La Société enverra un avis (appelé ci-après «l'avis de rachat») à l'actionnaire apparaissant sur le registre des actionnaires comme étant le propriétaire des actions à racheter; l'avis de rachat spécifiera les titres à racheter, le prix de rachat à payer (comme défini ci-après) et l'endroit où ce prix sera payable. L'avis de rachat peut être envoyé à l'actionnaire par lettre recommandée adressée à sa dernière adresse connue ou à celle inscrite au registre des actionnaires. L'actionnaire en question sera alors obligé de remettre sans délai à la Société le ou les certificats représentant les actions spécifiées

dans l'avis de rachat. Dès la fermeture des bureaux au jour spécifié dans l'avis de rachat, l'actionnaire en question cessera d'être le propriétaire des actions spécifiées dans l'avis de rachat et les actions antérieurement détenues ou possédées par lui seront annulées;

2) Le prix auquel les actions spécifiées dans l'avis de rachat seront rachetées (ci-après dénommé «le prix de rachat»), sera égal à la valeur nette d'inventaire par action de chaque classe d'actions, déterminée conformément à l'Article 27 des présents statuts, à la date de l'avis de rachat;

3) Conformément à la réglementation et aux lois en vigueur, le paiement du prix de rachat sera effectué au propriétaire des actions, dans la devise de référence des actions visées, ainsi que dans certaines autres devises telles que déterminées de temps en temps par le Conseil d'Administration, et déposé par la Société auprès d'une banque, à Luxembourg ou ailleurs (tel que spécifié dans l'avis de rachat), qui le transmettra à l'actionnaire en question contre remise du ou des certificats indiqués dans l'avis de rachat. Dès après le dépôt du prix de rachat dans ces conditions, aucune personne intéressée dans les actions mentionnées dans l'avis de rachat ne pourra faire valoir de droit sur ces actions ni ne pourra exercer aucune action contre la Société et ses avoirs, sauf le droit de l'actionnaire, apparaissant comme étant le propriétaire des actions, de recevoir le prix déposé (sans intérêt) de la banque contre remise du ou des certificats, comme déterminé ci-avant;

4) L'exercice par la Société des pouvoirs conférés par l'Article 10 ne pourra être mis en question ou invalidé pour le motif qu'il n'y a pas de preuve suffisante de la propriété des actions dans le chef d'une personne à la date de l'avis de rachat, à la seule condition que la Société exerce ses pouvoirs de bonne foi.

La Société peut également, de son propre gré et sans supporter aucune responsabilité, refuser le vote à toute Assemblée Générale des actionnaires d'une personne non autorisée à détenir des actions de la Société.

Plus particulièrement, la Société peut restreindre ou empêcher la détention directe ou indirecte d'actions de la Société par tout «ressortissant américain», ce qui signifie tout citoyen ou résident des Etats-Unis d'Amérique ou d'un de leurs territoires ou possessions sous leur juridiction.

3. Assemblées générales des actionnaires

Art. 11. Disposition générale. L'Assemblée Générale des actionnaires de la Société, régulièrement constituée, représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 12. Assemblée Générale des Actionnaires. L'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg, qui sera fixé dans l'avis de convocation, le premier lundi du mois d'avril de chaque année à 10 heures. Si ce jour n'est pas un jour bancaire entièrement ouvert à Luxembourg, l'Assemblée Générale Annuelle se tiendra le premier jour bancaire entièrement ouvert suivant. L'Assemblée Générale Annuelle pourra se tenir à l'étranger si le Conseil d'Administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

D'autres Assemblées Générales d'actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Art. 13. Assemblées Générales des Actionnaires des Classes d'Actions. Les actionnaires de n'importe quelle classe d'actions émises au sein d'un Compartiment donné pourront tenir, à tout moment, une Assemblée Générale afin de se prononcer sur les matières se rapportant ou intéressant exclusivement à cette classe d'actions au sein de ce Compartiment. Les dispositions générales contenues dans les présents statuts, de même que la loi sur les Sociétés Commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée depuis, s'appliquent à de telles Assemblées.

Art. 14. Fonctionnement des Assemblées Générales. Les quorum et délais de convocation requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des Assemblées des actionnaires de la Société dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Tous les votes se feront par scrutin et toute action, quelle que soit la classe et le Compartiment auxquels elle appartient et quelle que soit sa valeur nette d'inventaire, donne droit à une voix, sauf les restrictions imposées par les présents statuts. Tout actionnaire pourra prendre part en personne aux Assemblées des actionnaires ou s'y faire représenter en désignant par écrit, par câble, par télégramme, par télex ou par télécopie une autre personne comme son mandataire. Les fractions d'actions ne donnent pas droit à une voix.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les présents statuts, les décisions de l'Assemblée Générale des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés et votants.

Le Conseil d'Administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à une Assemblée Générale.

De plus, les actionnaires de chaque classe et de chaque Compartiment délibéreront séparément et voteront (sous réserve du respect des conditions de quorum et de majorité tels que prévues par la loi) sur les points suivants:

* affectation des profits nets de leur Compartiment et classe; et

* décisions affectant les droits des actionnaires d'une classe ou d'un Compartiment vis-à-vis des autres classes et/ou des autres Compartiments.

Art. 15. Convocations aux Assemblées Générales des Actionnaires. Les actionnaires se réuniront sur convocation du Conseil d'Administration. Un avis énonçant l'ordre du jour sera envoyé par lettre recommandée au moins huit jours avant l'assemblée, à tout actionnaire à son adresse portée au registre des actionnaires. Si des actions au porteur sont émises, un avis sera également publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations de Luxembourg, dans un journal luxembourgeois et dans tous les autres journaux que le Conseil d'Administration pourra déterminer.

4. Gestion de la Société

Art. 16. Conseil d'Administration. La Société est gérée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins; les membres du Conseil d'Administration n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Art. 17. Durée des fonctions des Administrateurs, renouvellement du Conseil d'Administration. Les administrateurs sont élus par l'Assemblée Générale Annuelle pour une période se terminant à la prochaine Assemblée Annuelle et jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus; toutefois un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, les administrateurs restants pourront se réunir et élire, à la majorité des voix, un administrateur pour remplir provisoirement, jusqu'à la prochaine Assemblée des actionnaires, les fonctions attachées au poste devenu vacant.

Art. 18. Direction du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut choisir parmi ses membres un président et pourra élire en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Il pourra également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux, des réunions du Conseil d'Administration et des Assemblées d'actionnaires.

Art. 19. Réunions et délibérations du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration se réunira sur convocation du Président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Au cas où un Président est désigné, il présidera toutes les Assemblées Générales des actionnaires et les réunions du Conseil d'Administration, mais en son absence l'Assemblée Générale ou le Conseil d'Administration pourront désigner, à la majorité des voix des actionnaires ou administrateurs présents ou représentés un Président provisoire, pour assurer la présidence de ces assemblées et réunions.

Avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration sera donné à tous les administrateurs au moins 24 heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence; auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. On pourra passer outre à cette convocation à la suite de l'assentiment par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie de chaque administrateur. De même, une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil d'Administration se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Tout administrateur pourra prendre part à toute réunion du Conseil d'Administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Les administrateurs ne pourront agir que dans le cadre de réunions du Conseil d'Administration régulièrement convoquées. Les administrateurs ne pourront engager la Société par leur signature individuelle, à moins d'y être autorisés expressément par une résolution du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et agir valablement que si au moins deux administrateurs sont présents ou représentés par un autre administrateur porteur d'une procuration à la réunion du Conseil d'Administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. Au cas où, lors d'une réunion du Conseil, il y a égalité des voix pour et contre une décision, le président de la réunion aura une voix prépondérante. Les décisions du Conseil d'Administration peuvent également être prises sous forme de résolutions circulaires signées par tous les administrateurs.

Le Conseil d'Administration, s'il y a lieu, nommera périodiquement des directeurs, fondés de pouvoir et autres mandataires dont les fonctions seront jugées nécessaires pour mener à bien les affaires de la Société. Pareilles nominations peuvent être révoquées à tout moment par le Conseil d'Administration. Les directeurs et fondés de pouvoir n'ont pas besoin d'être administrateurs ou actionnaires de la Société. Pour autant que les statuts n'en décident pas autrement, les directeurs et fondés de pouvoir désignés, auront les pouvoirs et les charges qui leur sont attribués par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration peut déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière et à l'exécution d'opérations de la Société et ses pouvoirs relatifs à l'accomplissement de l'objet social et de la poursuite de l'orientation générale de la gestion de la Société, à des directeurs ou fondés de pouvoir de la Société, ou à tout mandataire de son choix.

Art. 20. Procès-verbaux. Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration seront signés par le Président ou en son absence par l'administrateur qui aura assumé la présidence.

Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le Président ou par le secrétaire ou par deux administrateurs.

Art. 21. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration, appliquant le principe de la répartition des risques, a le pouvoir de déterminer l'orientation générale de la politique d'investissement ainsi que les lignes de conduite à suivre dans la gestion et les affaires de la Société.

Le Conseil d'Administration fixera également toutes les restrictions qui seront périodiquement applicables aux investissements de la société, comprenant sans limitation les restrictions relatives:

a) aux emprunts de la Société;

b) au pourcentage maximum des avoirs que la Société peut investir en n'importe quelle forme ou sorte de valeurs mobilières ou d'instruments du marché monétaire ou en dépôts à terme et au pourcentage maximum de n'importe quelle forme ou sorte de valeurs mobilières ou d'instruments du marché monétaire ou dépôts à terme que la Société peut acquérir;

c) aux investissements dans d'autres organismes de placement collectif, y compris les organismes de placement collectif gérés par des sociétés auxquelles la Société est liée par une communauté ou contrôle de gestion ou par une participation directe ou indirecte.

Le Conseil d'Administration peut décider que des investissements seront faits par la Société (i) dans des valeurs mobilières ou instruments du marché monétaire admis à la cote officielle d'une bourse de valeurs dans n'importe quel Etat membre de l'Union Européenne, (ii) dans des valeurs mobilières ou instruments du marché monétaire admis à la cote officielle d'une bourse de valeurs reconnue, de tout autre pays d'Europe ou d'Asie, d'Océanie, des continents américains et d'Afrique, (iii) dans des valeurs mobilières ou instruments du marché monétaire négociés sur un autre marché réglementé dans un des pays visés ci-dessus, étant entendu qu'un tel marché doit avoir un fonctionnement régulier et doit être reconnu et ouvert au public, (iv) dans des valeurs mobilières ou instruments du marché monétaire nouvellement émis sous réserve que les conditions d'émission comportent l'engagement de faire une demande d'admission à la cote officielle d'une bourse de valeurs ou sur tout autre marché réglementé visé ci-dessus, ainsi que (v) dans toutes autres valeurs mobilières, titres de créance, actions ou parts d'Organismes de Placement Collectif ou autres avoirs dans le cadre des restrictions qui seront déterminées par le Conseil d'Administration en conformité avec les lois, les règlements applicables et le prospectus de la Société.

Art. 22. Intérêt. Aucun contrat et aucune transaction que la Société pourra conclure avec d'autres sociétés ou firmes ne pourront être affectés ou viciés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs, directeurs ou fondé de pouvoir de la société auraient un intérêt quelconque dans telle autre société ou firme, ou par le fait qu'il en serait administrateur, associé, directeur, fondé de pouvoir ou employé. L'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou firme avec laquelle la Société passe des contrats, ou avec laquelle elle est autrement en relation d'affaires, ne sera pas par là même privé du droit de délibérer de voter et d'agir en ce qui concerne des matières en relation avec pareil contrat ou pareilles affaires.

Au cas où un administrateur, directeur ou fondé de pouvoir aurait un intérêt personnel dans quelque affaire de la Société, cet administrateur, directeur ou fondé de pouvoir de la Société devra informer le Conseil d'Administration de cet intérêt personnel et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de pareil administrateur, directeur ou fondé de pouvoir à la prochaine Assemblée des actionnaires.

Le terme «intérêt personnel» tel qu'il est utilisé dans la phrase précédente, ne s'appliquera pas aux relations ou aux intérêts, positions ou transactions qui pourront exister de quelque manière en rapport avec SOCIETE GENERALE et ses filiales ou sociétés affiliées, ou en rapport avec toute autre société ou entité juridique que le Conseil d'Administration pourra déterminer périodiquement.

Art. 23. Indemnisation des administrateurs. La Société pourra indemniser tout administrateur, directeur ou fondé de pouvoir, ses héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs, des dépenses raisonnablement occasionnées par toutes actions ou procès auxquels il aura été partie en sa qualité d'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir de la Société ou pour avoir été, à la demande de la Société, administrateur, directeur ou fondé de pouvoir de toute autre société dont la Société est actionnaire ou créditrice par laquelle il ne serait pas indemnisé, sauf le cas où dans pareils actions ou procès il sera finalement condamné pour négligence grave ou mauvaise administration; en cas d'arrangement extrajudiciaire, une telle indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son avocat-conseil que l'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir en question n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs. Le droit à l'indemnisation n'exclura pas d'autres droits dans le chef de l'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir.

Art. 24. Engagement de la Société vis-à-vis des tiers. La société sera engagée par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la signature individuelle de toute personne à laquelle de tels pouvoirs de signature auront été spécialement délégués par le Conseil d'Administration.

Art. 25. Conseillers, gérants de fonds, Banque Dépositaire et parties contractantes. La Société pourra conclure un/des contrats de conseil en investissement en vue de bénéficier de conseils et d'une assistance dans la gestion de son portefeuille; de même, la Société pourra conclure des contrats de gestion avec un ou plusieurs gérants de fonds.

De plus, la Société pourra conclure des contrats de services avec d'autres parties contractantes/prestataires, tels que des agents administratifs, agents domiciliataires afin de remplir le rôle «d'Administration Centrale» tel que défini dans la Circulaire 91/75 du 21 janvier 1991 de l'Institut Monétaire Luxembourgeois ou dans toute autre circulaire ultérieure émise par l'Autorité de Surveillance.

La Société conclura un contrat de Banque Dépositaire avec un établissement bancaire ou d'épargne (ci-après dénommé le «Dépositaire») qui doit satisfaire aux exigences de la loi du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif, telle que pouvant être modifiée. Tous les autres avoirs de la Société (titres et espèces) seront détenus par le Dépositaire ou à l'ordre de celui-ci; ce dernier devra assumer, à l'égard de la Société et de ses actionnaires, les responsabilités prévues par la dite loi.

Au cas où le Dépositaire désire démissionner, le Conseil d'Administration nommera un autre établissement financier pour agir comme Dépositaire et le Conseil d'Administration désignera alors cet établissement pour remplir les fonctions de Dépositaire en lieu et place du Dépositaire démissionnant. Le Conseil d'Administration pourra mettre fin aux fonctions du Dépositaire mais il ne révoquera pas le Dépositaire à moins et jusqu'à ce qu'un Dépositaire successeur aura été désigné conformément à ces dispositions pour agir en ses lieu et place.

5. Auditeur

Art. 26. Auditeur. Les opérations de la Société et sa situation financière, comprenant notamment la tenue de sa comptabilité, seront surveillées par un ou plusieurs réviseurs qui devront satisfaire aux exigences de la loi luxembourgeoise concernant leur honorabilité et leur expérience professionnelle, et qui exerceront les fonctions prescrites par la loi du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif telle que pouvant être modifiée. Les réviseurs seront élus par l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires pour une période prenant fin le jour de la prochaine Assemblée Générale Annuelle des actionnaires, et demeureront en fonction jusqu'à l'élection de leur successeur.

6. Valeur nette d'inventaire, Emission et rachat des actions, Suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire

Art. 27. Valeur nette d'inventaire. La valeur nette d'inventaire par action de chacune des classes d'actions de chaque Compartiment de la Société sera déterminée périodiquement par la Société, mais en aucun cas moins d'une fois par mois, comme le Conseil d'Administration le déterminera (le jour de détermination de la valeur nette d'inventaire des actions est désigné dans les présents statuts comme «Jour d'Évaluation») sur la base des derniers cours de clôture disponibles. Si le Jour d'Évaluation est un jour considéré comme férié ou reconnu comme férié par les banques à Luxembourg, le Jour d'Évaluation sera le jour bancaire entièrement ouvert suivant à Luxembourg.

La valeur nette d'inventaire par action est exprimée dans la devise de référence de chacun des Compartiments, et pour chaque classe d'actions pour tous les Compartiments, est déterminée en divisant la valeur des actifs totaux de chaque Compartiment alloué à cette classe d'actions moins la valeur des engagements attribuables à ce Compartiment alloué à cette classe d'actions par le nombre total d'actions de cette classe d'actions en circulation à chaque Jour d'Évaluation.

Si depuis la détermination de la valeur nette d'inventaire, un changement substantiel des cours sur les marchés sur lesquels une partie substantielle des investissements de la Société sont négociés ou cotés est intervenu, la Société peut, dans l'intérêt des actionnaires, annuler la première évaluation et effectuer une deuxième évaluation.

A la création d'un nouveau Compartiment, les actifs nets totaux alloués à chaque classe d'actions de ce Compartiment seront déterminés en multipliant le nombre des actions d'une classe émise dans ce Compartiment par le prix d'achat par action applicable. Le montant de ces actifs nets totaux sera substantiellement ajusté quand les actions de cette classe seront émises ou rachetées en accord avec le montant reçu ou payé, le cas échéant.

L'évaluation de la valeur nette d'inventaire par action des différentes classes d'actions sera effectuée de la manière suivante:

a) Les avoirs de la Société sont censés comprendre:

- 1) toutes les espèces en caisse ou en dépôt y compris les intérêts courus;
- 2) tous les effets et billets payables à vue et les comptes exigibles (y compris les résultats de la vente de titres dont le prix n'a pas encore été touché);
- 3) toutes les obligations, notes, certificats de dépôts, actions, titres, actions ou parts d'organismes de placement collectif, droits de souscription, warrants, options et autres titres, instruments financiers et actifs similaires détenus ou conclus par la Société (sous réserve que la Société fasse des ajustements d'une façon compatible avec le paragraphe (i) ci-dessous au regard des fluctuations de la valeur de marché des titres causées par des transactions de dividendes, droits ou autres pratiques similaires);
- 4) tous les dividendes et distributions à recevoir par la Société en espèces ou en titres dans la mesure où la Société pouvait raisonnablement en avoir connaissance;
- 5) tous les intérêts échus produits par les titres qui sont la propriété de la Société, sauf toutefois si ces intérêts sont compris dans le principal de ces valeurs;
- 6) les dépenses préliminaires de la Société, incluant les frais d'émission et de distribution des actions de la Société, dans la mesure où ils n'ont pas été amortis;
- 7) tous les autres avoirs, de quelque nature et sorte qu'ils soient, y compris les dépenses payées d'avance.

La valeur des actifs sera déterminée comme suit:

- i) la valeur des espèces en caisse ou en dépôt, effets et billets payables à vue et comptes à recevoir, des dépenses payées d'avance, des dividendes et intérêts annoncés ou venus à échéance non encore touchés, sera constituée par la valeur totale de ces avoirs, sauf toutefois s'il s'avère improbable que cette valeur puisse être payée ou touchée en entier; dans ce cas, la valeur sera déterminée en retranchant un certain montant qui semblera adéquat à la Société en vue de refléter la valeur réelle de ces avoirs;
- ii) les titres et instruments du marché monétaire cotés sur une bourse de valeurs reconnue ou négociés sur un autre marché réglementé (ci-après dénommé «marché réglementé») en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public, seront évalués à leurs derniers prix de clôture disponibles, ou, dans l'hypothèse où il existerait plusieurs marchés, sur la base des derniers prix de clôture disponibles sur le principal marché du titre concerné;
- iii) dans la mesure où le dernier prix de clôture disponible ne reflète pas correctement, dans l'opinion des Administrateurs, la valeur de marché réelle des titres ou des instruments du marché monétaire concernés, la valeur de ces titres ou instruments du marché monétaire sera évaluée par les Administrateurs sur base de la valeur raisonnable de réalisation, laquelle doit être estimée avec prudence et bonne foi;
- iv) les titres et instruments du marché monétaire non cotés sur une bourse de valeurs officielle ou non négociés sur un autre marché réglementé seront évalués sur base de la valeur probable de réalisation, laquelle doit être estimée avec prudence et bonne foi;
- v) la valeur liquidative des futures, contrats de change à terme et contrats d'options qui ne sont pas négociés sur des bourses de valeurs ou autres marchés réglementés s'entendra comme étant leur valeur liquidative nette déterminée, suivant les lignes de conduite établies par les Administrateurs, sur une base s'appliquant de manière uniforme à chaque variété de contrats. La valeur liquidative des futures, contrats de change à terme et contrats d'options négociés sur des bourses officielles ou sur d'autres marchés réglementés se fera sur la base des derniers prix de règlement disponibles de ces contrats sur les bourses officielles ou les marchés réglementés sur lesquels les futures, contrats de change à terme ou contrats d'option sont négociés par la Société, pour autant que si les futures, contrats de change à terme et contrats d'options ne puissent être liquidés le jour pour lequel les actifs sont déterminés, la base de détermination de la valeur liquidative de tels contrats puisse être la valeur que les Administrateurs estiment être juste et raisonnable.

vi) Les instruments du marché monétaire sont évalués à leur valeur nominale augmentée des intérêts provisionnés. Pour les instruments du marché ayant une maturité inférieure à 90 jours, la valeur de l'instrument basée sur le coût net d'acquisition, est graduellement ajustée au prix de rachat de celui-ci. En cas de changement matériel des conditions de marché, la base d'évaluation de l'investissement est ajustée aux nouveaux rendements du marché.

vii) les swaps sur taux d'intérêt seront évalués à leur valeur de marché établie par référence à la courbe des taux d'intérêt applicables. Les swaps sur indices ou sur instruments financiers seront évalués à leur valeur de marché établie par référence à l'indice ou à l'instrument financier concerné. L'évaluation des contrats de swaps relatifs à ces indices ou instruments financiers sera basée sur la valeur de marché de ces opérations de swap selon des procédures établies par le Conseil d'Administration;

viii) Les swaps de dérivés de crédit seront évalués sur une base quotidienne fondée sur une valeur de marché obtenue par un fournisseur de prix extérieur. Le calcul de la valeur de marché est basé sur le risque de crédit de la partie de référence respectivement l'émetteur, la maturité du swap de dérivé de crédit et sa liquidité sur le second marché. La méthode d'évaluation est reconnue par le Conseil d'Administration et contrôlée par les auditeurs;

ix) les investissements dans d'autres fonds ouverts ou fermés seront évalués sur la base du dernier prix disponible des parts ou actions de tels fonds.

x) tous les autres titres et autres actifs seront évalués sur base de leur valeur probable de réalisation, laquelle doit être déterminée avec prudence et bonne foi suivant les procédures établies par le Conseil d'Administration.

Tous les actifs non exprimés dans la devise de référence de la Société devront être convertis dans cette devise à un taux d'échange prévalant sur un marché organisé au jour de négociation précédant le Jour d'Evaluation.

Le Conseil d'Administration, de son propre chef, peut permettre d'utiliser une autre méthode d'évaluation, basée sur le prix de vente probable tel que déterminé avec prudence et bonne foi par le Conseil d'Administration si il considère que cette évaluation reflète mieux la vraie valeur de l'actif de la Société.

Dans l'hypothèse où les cotations de certains actifs détenus par la Société ne sont pas disponibles pour le calcul de la valeur nette d'inventaire par action d'un Compartiment, chacune de ces cotations peut être remplacée par la dernière cotation connue (pour autant que la dernière cotation connue soit également représentative) précédant la dernière cotation du mois ou la dernière approbation de la dernière cotation de ce mois au Jour d'Evaluation concerné, tel que déterminé par le Conseil d'Administration même des estimations si nécessaire.

b) Les engagements de la Société sont censés comprendre:

i) tous les emprunts, traites et comptes exigibles;

ii) toutes les obligations connues, échues ou non, y compris toutes obligations contractuelles venues à échéance qui ont pour objet des paiements soit en espèces soit en nature;

iii) une réserve appropriée pour futurs impôts sur le capital et sur le revenu, courus jusqu'à la date de traitement précédant le Jour d'Evaluation et fixée périodiquement par la Société et d'autres réserves autorisées ou approuvées par le Conseil d'Administration, en particulier celles qui ont été mises en place pour faire face à une possible dépréciation des investissements de la Société; et

iv) tous les autres engagements de la Société de n'importe quelle nature et sorte que ce soit à l'exception des engagements représentés par les actions de la Société. Dans la détermination du montant de ces engagements, la Société peut prendre en considération toutes les dépenses payées par la Société qui peuvent comprendre les frais de constitution, les frais payables aux Administrateurs (incluant toutes les dépenses de poche raisonnables), payables aux conseillers et gestionnaires en investissement, comptables, banques dépositaires et agents payeurs, agents administratifs et de domiciliation, agents de transfert et de registre et les représentants permanents aux lieux d'enregistrement, «nominees» et tout autre agent employé par la Société, les frais de services juridiques et de révision, les coûts d'admission à une cote de même que les coûts de maintenance de cette admission, les coûts de promotion, les dépenses de promotion, d'impression et celles liées aux rapports (incluant les dépenses raisonnables de marketing et de publicité et les coûts de préparation, traduction et impression en différentes langues) des Prospectus, Mémoires explicatifs ou déclarations d'enregistrement, rapports annuels et semi-annuels, taxes ou impôts gouvernementaux ou imposés par les autorités de surveillance, coûts d'assurance et toutes autres dépenses opérationnelles, incluant les coûts d'achat et de vente des avoirs, intérêts, frais bancaires et de courtage, postaux, de téléphone et de télex.

La Société pourra calculer les dépenses administratives et autres, qui ont un caractère régulier ou périodique, par une estimation pour l'année ou toute autre période et en répartir le montant au prorata des fractions de cette période.

Entre les actionnaires entre eux, chaque Compartiment est considéré comme une entité légale séparée.

Vis à vis des tiers, la Société constituera une seule entité légale mais par dérogation par rapport à l'article 2093 du Code Civil luxembourgeois, les actifs d'un Compartiment particulier seront également applicables aux dettes, engagements et obligations de ce Compartiment. Les actifs, engagements, charges et dépenses qui ne peuvent pas être allouées à un Compartiment spécifique seront chargés aux différents Compartiments proportionnellement à leurs actifs nets respectifs, ou au prorata de leurs actifs nets respectifs, si cela est approprié au regard des montants considérés.

Toutes les actions dans le processus d'être rachetées par la Société seront censées être émises jusqu'à la clôture de la journée au Jour d'Evaluation applicable au rachat. Le prix de rachat est un engagement de la Société depuis la clôture de la journée de ce tel jour jusqu'au paiement.

Toutes les actions émises par la Société en accord avec les demandes de souscription reçues seront censées être émises depuis la clôture de la journée au Jour d'Evaluation applicable à la souscription. Le prix de souscription est un montant dû par la Société depuis la clôture de la journée de ce tel jour jusqu'au paiement.

Dans la mesure du possible, tous les investissements et les désinvestissements choisis et en relation avec une action prise par la Société jusqu'au Jour d'Evaluation seront prises en considération dans cette évaluation.

Art. 28. Emission, rachat et conversion des actions. Le Conseil d'Administration est autorisé à émettre de nouvelles actions entièrement libérées au niveau de chaque classe d'actions et au niveau de chaque Compartiment à

tout moment, à un prix basé sur la valeur nette d'inventaire par action de chaque classe d'actions et de chaque Compartiment déterminée en accord avec l'Article 27 ci-dessus, au Jour d'Evaluation qui sera déterminé par le Conseil d'Administration. Ce prix pourra être augmenté d'un pourcentage estimé de coûts et frais devant être supportés par la Société lorsqu'investissant les produits de l'émission et faisant application d'un éventuel droit d'entrée, tel que déterminé par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration pourra déléguer à tout administrateur autorisé ou fondé de pouvoir de la Société ou à toute autre personne dûment autorisée, le pouvoir d'accepter les souscriptions et de recevoir le paiement pour les actions nouvellement émises.

Toute nouvelle souscription d'actions devra, sous peine de nullité, être entièrement libérée, et les actions nouvellement émises bénéficieront des mêmes droits que les actions existantes à la date de la nouvelle émission.

Le prix de souscription par action devra être payé dans une période déterminée par le Conseil d'Administration, qui ne saurait en aucun cas excéder dix jours ouvrables à compter de la date d'évaluation concernée.

Si les Administrateurs déterminent qu'il serait préjudiciable pour les actionnaires existants de la Société, d'accepter une souscription pour des actions dans un Compartiment, souscription qui représente plus de 10% des actifs nets de ce Compartiment, alors ils peuvent postposer l'acceptation de cette souscription et, en accord avec l'actionnaire rentrant, peuvent lui demander de décaler sa souscription jusqu'à un moment convenu.

La Société pourra refuser toute souscription, en tout ou en partie, et les administrateurs pourront, à tout moment et de manière discrétionnaire, sans supporter aucune responsabilité et sans préavis, interrompre l'émission et la vente des actions de n'importe quelle classe de n'importe quel Compartiment.

Le Conseil d'Administration peut, à sa discrétion et selon les dispositions du Prospectus, décider de suspendre temporairement l'émission de nouvelles actions de n'importe quel Compartiment de la Société. La décision d'une telle suspension sera publiée dans un journal luxembourgeois et dans tous autres journaux que le Conseil d'Administration déterminera. Les actionnaires nominatifs seront également informés par un avis envoyé par courrier à leurs adresses enregistrées dans le registre des actionnaires. Si des actions au porteur ont été émises, l'avis sera, de plus, publié dans le Mémorial Recueil des Sociétés et Associations du Luxembourg. Les ordres de souscription reçus durant cette période de fermeture de souscription temporaire ne seront pas conservés pour un traitement ultérieur.

Durant la période de suspension, les actionnaires resteront libres de racheter leurs actions à n'importe quel Jour d'Evaluation.

Le Conseil d'Administration pourra, à sa discrétion et selon les dispositions du Prospectus, décider de reprendre l'émission de nouvelles actions. Les actionnaires et le public en seront alors informés selon les mêmes modalités que précédemment mentionnées.

Le Conseil d'Administration peut, à son entière discrétion, accepter des titres (valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, actions ou parts d'organismes de placement collectif, etc) en paiement d'une souscription, pour autant que les titres en question soient compatibles avec la politique et les restrictions d'investissement du Compartiment concerné. Les actions seront seulement émises à partir de la réception des titres servant à la souscription en nature de titres.

Une telle souscription en nature si elle est acceptée sera revue et la valeur des titres apportés vérifiés par le réviseur de la Société. Un rapport du réviseur énumérant les titres apportés, leur valeur de marché respective à la date de l'apport ainsi que le nombre d'actions émises en contrepartie de l'apport sera publié et tenu disponible au siège de la Société. Les coûts inhérents à l'apport de titres seront exclusivement supportés par le souscripteur concerné.

Tout actionnaire peut demander le rachat de tout ou partie de ses actions à la Société dans les limites et conditions déterminées par le Conseil d'Administration dans le prospectus et dans les limites prévues par le présent Article. Le prix de rachat par action devra être payé dans une période déterminée par le Conseil d'Administration, qui ne saurait en aucun cas excéder dix jours ouvrables à compter de la date d'évaluation concernée, telle que déterminée par le Conseil d'Administration et sous réserve que les certificats d'actions, s'ils existent, de même que les documents attestant du transfert aient été reçus par la Société. Le prix de rachat devra être égal à la valeur nette d'inventaire par action de la classe et du Compartiment correspondants, déterminée en accord avec les provisions de l'Article 27 ci-dessus, diminué des charges et commissions telles que déterminées dans le Prospectus. Toute demande de rachat devra être enregistrée par l'actionnaire concerné par écrit, au siège social de la Société à Luxembourg, ou auprès de toute autre entité désignée par la Société pour le rachat des actions. La demande devra être accompagnée par les certificats des actions correspondantes, s'ils existent. Le prix de rachat pourra être arrondi, vers le haut et vers le bas, avec un maximum de quatre décimales par rapport à la devise de référence, tel que le Conseil d'Administration le déterminera.

La Société devra s'assurer à tout moment que chaque Compartiment possède suffisamment de liquidités pour être à même de faire face aux demandes de rachat des actions.

Si comme résultat d'une demande de rachat, la valeur nette globale par action des actions détenues par un actionnaire dans n'importe quelle classe d'actions descend en dessous de cette valeur telle que déterminée par le Conseil d'Administration, alors la Société peut décider que cette demande sera traitée comme une demande de rachat portant sur l'entièreté des actions détenues par l'actionnaire dans cette classe.

De plus, si à une date donnée, les demandes de rachat et les demandes de conversion, excède un certain montant, devant être déterminé par le Conseil d'Administration en rapport avec le nombre d'actions émises dans une classe, le Conseil d'Administration pourra décider que tout ou partie de ces demandes de rachat et de conversion soient différées pour une période et de la façon dont le Conseil d'Administration considère être dans le meilleur intérêt de la Société. Au prochain Jour d'Evaluation suivant cette période, ces demandes de rachat et de conversion seront traitées en priorité par rapport aux dernières demandes.

La Société aura le droit, si le Conseil d'Administration le détermine et avec le consentement de l'actionnaire concerné, de satisfaire au paiement du prix de rachat à l'actionnaire en nature en allouant à cet actionnaire des investissements

du portefeuille en connexion avec les classes d'actions égales en valeur (calculées de la manière décrite dans l'Article 27 ci-dessus) au Jour d'Evaluation auquel le prix de rachat est calculé à la valeur des actions à racheter. La nature et le type d'actifs à transférer dans un tel cas seront déterminés sur une base juste et raisonnable et sans causé préjudice aux intérêts des autres actionnaires du Compartiment concerné, et l'évaluation utilisée sera confirmée par un rapport spécial de l'auditeur. Le coût d'un tel transfert sera supporté par la personne effectuant le transfert.

Les actions rachetées par la Société seront annulées dans les livres de la Société.

Tout actionnaire peut demander la conversion de tout ou d'une partie de ses actions, à condition que le Conseil d'Administration ait, dans le prospectus:

a) déterminé les modalités de même que le droit et la fréquence de la conversion des actions entre les Compartiments/classes d'actions; et

b) assujetti les conversions au paiement de frais et commissions tel qu'il le déterminera.

Si, par suite d'une demande de conversion, la valeur nette d'inventaire des actions détenues par un actionnaire dans une classe d'action donnée devenait inférieure à cette valeur telle que déterminée par le Conseil d'Administration, alors la Société pourrait décider que cette demande devrait être traitée comme une demande de conversion de toutes les actions détenues par l'actionnaire dans cette classe d'actions.

Une telle conversion pourra être effectuée sur base de la valeur nette d'inventaire des actions des différents Compartiments ou classes d'actions, déterminée en accord avec les provisions de l'Article 27 ci-dessus. Le nombre d'actions peut être arrondi vers le haut ou vers le bas, avec un maximum de trois décimales, tel que le Conseil d'Administration le déterminera.

Les actions qui ont été converties en actions d'un autre Compartiment ou d'une autre classe d'actions seront annulées.

Les demandes de souscription, rachat et conversion doivent être reçues au lieu désigné pour cet effet par le Conseil d'Administration.

Art. 29. Suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire et de l'émission, du rachat et de la conversion des actions. La Société peut suspendre la détermination de la valeur nette d'inventaire des actions d'un ou de plusieurs Compartiments l'émission le rachat et la conversion de n'importe quel Compartiment dans les circonstances suivantes:

a) durant toute période où l'une des quelconques principales bourses de valeurs ou autre marchés sur lesquels une partie substantielle des investissements de la Société attribuable à un tel Compartiment est cotée ou négociée est fermée pour d'autres raisons autres que les vacances habituelles, ou lorsque les transactions sont suspendues ou restreintes, dès lors que cette restriction ou cette suspension peuvent affecter la valeur des investissements cotés de la Société;

b) durant l'existence d'un quelconque état de fait qui, dans l'opinion des administrateurs, constitue une urgence résultant dans l'impossibilité de disposer ou d'évaluer les actifs appartenant à la Société et attribuable à un Compartiment;

c) durant une rupture des moyens de communication habituellement utilisés pour la détermination du prix ou de la valeur des investissements du Compartiment ou du prix actuel ou de la valeur sur n'importe quelle bourse de valeurs officielle ou autre marché dans le respect des actifs attribuable à ce Compartiment;

d) durant toute période où la Société est dans l'impossibilité de rapatrier les fonds nécessaires pour effectuer les paiements relatifs aux demandes de rachat d'actions d'un Compartiment concerné ou durant n'importe quel transfert de fonds impliqués dans la réalisation ou l'acquisition des investissements ou paiements dus sur le rachat des actions, ne peuvent, dans l'opinion des administrateurs, être effectués selon des taux normaux d'échange;

e) quand, pour une autre raison, les prix des investissements détenus par la Société et attribuable à un Compartiment ne peuvent pas être évalués rapidement et de manière certaine;

f) suite à la publication d'un avis de convocation à une Assemblée Générale des Actionnaires dans le but de liquider la Société.

La suspension d'un Compartiment n'aura pas d'effet sur le calcul de la valeur nette d'inventaire par action, l'émission, le rachat et la conversion des actions d'un autre Compartiment qui n'est pas suspendu.

Dans des circonstances exceptionnelles, le Conseil d'Administration se réserve le droit de procéder aux nécessaires ventes de valeurs mobilières avant de fixer le prix de rachat ou de conversion auxquels les actionnaires peuvent racheter ou convertir leurs actions. Dans cette hypothèse, les demandes de souscription, de rachat et de conversion en cours seront traitées sur la base de la valeur nette d'inventaire calculée après réalisation des ventes rendues nécessaires.

Les souscripteurs et les actionnaires souhaitant présenter leurs actions au rachat ou pour conversion devront être avertis de la suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire.

La suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire pourra être publiée par des moyens adéquats si la durée de la suspension devait excéder une certaine période.

Les demandes de souscription, de rachat et de conversion suspendues pourront être annulées par avis écrit envoyé à la Société et ce pour autant que la Société reçoive cet avis avant que la suspension ne prenne fin.

Les demandes de souscription, de rachat et de conversion suspendues devront être exécutées le premier Jour d'Evaluation suivant la reprise du calcul de la valeur nette d'inventaire par la Société.

7. Comptes annuels

Art. 30. Année fiscale. L'exercice social de la Société commence le premier jour du mois de janvier de chaque année et se termine le dernier jour du mois de décembre de la même année, à l'exception du premier exercice social, courant de la date de constitution de la Société au 31 décembre 1998.

Les comptes consolidés de la Société sont exprimés en Euro. Au cas où il existerait différents Compartiments, tels que prévues à l'Article 6 des présents statuts, et si les comptes de ces compartiments sont exprimés en devises différentes, ces comptes seront convertis en Euros et additionnés en vue de la détermination des comptes de la Société.

Art. 31. Attribution des résultats. L'Assemblée Générale des actionnaires de chaque Compartiment, sur proposition du Conseil d'Administration, décidera de l'usage à faire du solde du bénéfice annuel.

Si le paiement d'un dividende est proposé, les actionnaires voteront cette résolution de manière séparée.

Les dividendes annoncés pourront être payés en Euro ou en toute autre devise choisie par le Conseil d'Administration, et pourront être payés aux temps et lieux choisis par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration déterminera souverainement le taux de change applicable à l'échange des dividendes en la monnaie de paiement.

Aucune distribution de dividendes ne pourra être réalisée s'il devait en résulter que le capital de la Société devienne inférieur au minimum légal.

Dans les limites prévues par la loi, des dividendes intérimaires peuvent être payés pour les actions d'un Compartiment par décision du Conseil d'Administration.

8. Dissolution et Liquidation

Art. 32. Dissolution de la Société. La Société peut à tout moment être dissoute par une décision de l'Assemblée Générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par la loi.

Dans tous les cas où le capital social de la Société est inférieur aux deux tiers du capital minimum tel que prévu par la loi luxembourgeoise du 20 décembre 2002 sur les Organismes de Placement Collectif telle que modifiée depuis, le Conseil d'Administration doit soumettre la question de la dissolution de la Société à l'Assemblée Générale des actionnaires. L'Assemblée Générale pour laquelle aucune condition de quorum n'est requis décidera à la majorité simple des actions représentées à l'Assemblée.

La question de la dissolution de la Société sera également soumise à l'Assemblée Générale des actionnaires dans tous les cas où le capital social de la Société est inférieur au quart du capital minimum, tel que prévu par la loi luxembourgeoise du 20 décembre 2002 sur les Organismes de Placement Collectif, telle que modifiée depuis. Dans cette hypothèse, l'Assemblée Générale pourra se tenir sans condition de quorum et la dissolution pourra être décidée par les actionnaires possédant un quart des actions représentées à l'Assemblée.

Les convocations à ces Assemblées doivent se faire de façon à ce que les Assemblées Générales soient tenues dans le délai de quarante jours à partir de la constatation que l'actif net est inférieur respectivement aux deux tiers ou au quart du capital minimum.

L'émission de nouvelles actions par la Société cessera à compter de la date de publication de l'avis de convocation à l'Assemblée Générale des actionnaires durant laquelle la dissolution et la liquidation de la Société sera proposée.

Un ou plusieurs liquidateurs seront nommés par l'Assemblée Générale des actionnaires pour réaliser les actifs de la Société dans le meilleur intérêt des actionnaires, sous la supervision de l'autorité de contrôle.

Les produits de la liquidation de chaque compartiment, nets de toutes les dépenses liées à la liquidation, seront distribués par les liquidateurs parmi les actionnaires de chaque classe du compartiment proportionnellement à leurs droits respectifs.

Les montants non réclamés par les actionnaires à la fin de la procédure de liquidation seront déposés, conformément à la loi luxembourgeoise, auprès de la Caisse de Consignation à Luxembourg jusqu'à la fin de la période réglementaire.

Art. 33. Cessation, scission et fusion des Compartiments Les administrateurs peuvent décider à tout moment de la cessation, scission et/ou de la fusion de n'importe quel compartiment. Dans le cas de la cessation d'un compartiment, les administrateurs peuvent offrir aux actionnaires de ce compartiment la conversion de leurs actions en actions d'un autre compartiment, selon les modalités fixées par les administrateurs.

Dans l'hypothèse où pour une quelconque raison, la valeur de actifs nets de n'importe lequel compartiment aurait diminué au niveau d'un montant déterminé par le conseil d'administration comme devant être le montant minimum pour ce compartiment pour opérer d'une manière effective d'un point de vue économique, ou si un changement dans la situation économique ou politique du compartiment concerné pourrait avoir des conséquences matérielles néfastes sur les investissements du compartiment, les administrateurs peuvent décider de racheter toutes les actions de ce compartiment au prix de la Valeur Nette d'Inventaire par action, prenant en considération les prix de réalisation des investissements et les dépenses de réalisation et calculée au Jour d'Évaluation auquel une telle décision devra prendre effet.

La Société enverra un avis aux actionnaires concernés avant la date effective du rachat obligatoire, avis qui indiquera les raisons et la procédure des opérations de rachat.

Les actionnaires ayant des actions nominatives seront avertis par écrit. A moins qu'il en soit décidé autrement, dans l'intérêt des actionnaires et afin de maintenir entre eux le principe d'égalité de traitement, les actionnaires du compartiment concerné pourront demander le rachat ou la conversion de leur actions sans frais, sur base des prix de réalisation actuels des investissements et des dépenses encourues en tenant compte du provisionnement des frais de liquidation, avant la date effective du rachat obligatoire.

Nonobstant les pouvoirs conférés au Conseil d'Administration par le précédent paragraphe, l'Assemblée Générale des actionnaires d'un compartiment peut racheter toutes les actions du compartiment et demander le remboursement des actionnaires à la Valeur Nette d'Inventaire, en tenant compte des prix de réalisation actuels des investissements et des dépenses encourues et calculée au Jour d'Évaluation auquel une telle décision prend effet. Il n'y a pas de quorum requis pour une telle Assemblée Générale des actionnaires qui prendra sa décision à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés.

Les actifs qui n'auraient pas été distribués à leurs propriétaires après la mise en place de la procédure de rachat seront déposés auprès de la Banque Dépositaire de la Société pour une période de six mois. Passé ce délai, les actifs seront déposés auprès de la Caisse des Consignations pour le compte de leurs bénéficiaires.

Toutes les actions rachetées seront annulées dans les livres de la Société.

Le conseil d'administration peut décider d'allouer les actifs de n'importe quel compartiment à d'autres compartiments existants au sein de la Société ou à un autre Organisme de Placement Collectif organisé suivant les dispositions de la loi

luxembourgeoise du 20 décembre 2002 sur les Organismes de Placement Collectif ou à un autre compartiment au sein de cet Organisme de Placement Collectif (ci-après dénommé «le nouveau compartiment») et de redésigner les actions concernées en actions de ce nouveau compartiment (suivant une division ou une consolidation, si nécessaire, et le paiement du montant correspondant à n'importe quelle fraction revenant aux actionnaires). Une telle décision sera publiée de la même manière que celle décrite plus haut (et de plus, la publication contiendra l'information relative au nouveau compartiment), un mois avant la date à laquelle la fusion deviendra effective pour permettre aux actionnaires de demander le rachat ou la conversion de leurs actions sans frais durant cette période.

Le conseil d'administration pourra décider de réorganiser un compartiment par le truchement d'une scission entre deux ou plusieurs compartiments. Une telle décision sera publiée de la même manière que décrite plus haut (de plus, la publication comportera l'information à propos des deux ou plusieurs nouveaux compartiments) un mois avant la date à laquelle la scission doit devenir effective afin de permettre aux actionnaires de demander le rachat de leurs actions sans frais durant cette période.

Nonobstant les pouvoirs conférés au conseil d'administration par le précédent paragraphe, une fusion ou scission de compartiments de la Société peut être décidée par une Assemblée Générale des Actionnaires du compartiment concerné pour laquelle aucun quorum n'est requis et qui décidera de cette fusion ou scission par une décision prise à la simple majorité des personnes présentes ou représentées.

Une contribution des actifs et des passifs à apporter à autre Organisme de Placement Collectif dont question ci-avant ou à autre compartiment dans un tel Organisme de Placement Collectif nécessitera une décision des actionnaires du compartiment concerné de la Société nécessitant un quorum de 50% des actions émises et adoptée à la majorité des deux tiers des actions présentes ou représentées à une telle réunion.

Lorsqu'une fusion doit être mise en place avec un Organisme de Placement Collectif luxembourgeois de type contractuel («fonds commun de placement») ou un Organisme de Placement Collectif étranger, dans ces cas, la mesure sera uniquement applicable aux actionnaires du compartiment de la Société qui auront voté en faveur d'une telle fusion.

Art. 34. Liquidation. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation de la Société par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales représentées par des personnes physiques), nommés par l'Assemblée Générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Les produits nets de liquidation de chaque compartiment seront distribués par les liquidateurs aux actionnaires de chaque classe du compartiment proportionnellement au nombre d'actions qu'ils détiennent dans les compartiments respectifs. Les montants non réclamés par les actionnaires à la fin de la procédure de liquidation seront déposés à la Caisse de Consignation de Luxembourg. Si ces montants n'ont pas été réclamés avant la fin de la période de cinq années, ces montants deviendront prescrits et ne pourront plus être réclamés.

Art. 35. Modification des statuts. Les présents statuts pourront être modifiés, en temps et lieu qu'il appartiendra, par une assemblée générale des actionnaires soumise aux conditions de quorum et de vote requises par la loi luxembourgeoise. Toute modification affectant les droits des actionnaires d'une classe ou d'un compartiment par rapport à ceux des autres classes ou compartiments sera en outre soumise aux mêmes exigences de quorum et de majorité dans ces classes ou compartiments.

Art. 36. Dispositions générales Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et des lois modificatives, ainsi qu'à la partie II de la loi du vingt décembre deux mille deux relative aux organismes de placement collectif et ses modifications ultérieures.»

L'Assemblée décide que les résolutions prises ci-dessus prendront effet le 6 avril 2005.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: G. Gilfriche, M. Magonet, C. Meister, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 15 avril 2005, vol. 431, fol. 27, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 2 mai 2005.

H. Hellinckx.

(038857.3/242/807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2005.

**HARMONY FUND, Société d'Investissement à Capital Variable,
(anc. SG PRIVINVEST HARMONY FUND, Société d'Investissement à Capital Variable).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 61.871.

—
RECTIFICATIF

L'an deux mille cinq, le dix-neuf avril.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch (Luxembourg),

Ont comparu:

- 1) Monsieur Grégoire Gilfriche, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg,
- 2) Madame Marie Magonet, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.
- 3) Madame Catherine Meister, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

qui ont demandé au notaire de constater qu'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'«Assemblée») de HARMONY FUND, (ci-avant SG PRIVINVEST HARMONY FUND), ayant son siège social à 11a, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, s'est tenue en date du 5 avril 2005 dans le cadre de laquelle les parties comparantes sub. 1), 2) et 3) agissaient comme Président, Secrétaire et Scrutateur, respectivement et comme mandataires des actionnaires représentés.

Les parties comparantes ont déclaré et ont demandé au notaire d'acter:

Que des erreurs matérielles ont été faites dans l'article 27 des statuts adoptés au point a) «Les avoirs de la Société sont censés comprendre», numéro 5 et numéro 7 point i) sous l'intitulé «La valeur des avoirs de la société sera déterminée de la façon suivante» ainsi qu'au point b) «Les engagements de la Société sont censés comprendre», point ii) lesquels paragraphes devront se lire comme suit avec effet au 6 avril 2005, date d'effet des résolutions prises lors de l'Assemblée:

«Art. 27. Valeur nette d'inventaire.

a) Les avoirs de la Société sont censés comprendre:

«5) tous les intérêts échus produits par les actifs productifs d'intérêts qui sont la propriété de la Société, sauf toutefois si ces intérêts sont compris dans le principal de ces actifs;»

«7) tous les autres avoirs, de quelque nature et sorte qu'ils soient, y compris les dépenses payées d'avance.

La valeur des avoirs de la société sera déterminée de la façon suivante:

i) la valeur des espèces en caisse ou en dépôt, effets et billets payables à vue et comptes à recevoir, des dépenses payées d'avance, des dividendes et intérêts annoncés ou venus à échéance mais non encore perçus, sera constituée par la valeur totale de ces avoirs, sauf toutefois s'il s'avère improbable que cette valeur puisse être payée ou touchée en entier (dans ce dernier cas, la valeur sera déterminée en retranchant un certain montant qui semblera adéquat aux Administrateurs de la Société en vue de refléter la valeur réelle de ces avoirs);»

b) Les engagements de la Société sont censés comprendre:

ii) «tous les frais d'administration, échus ou provisionnés (y compris les frais de gestion, de distribution, de dépositaire, d'administrateur, de registre et d'agent de transfert, de «nominee» et autres frais tiers);»

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Après lecture faite et interprétation donné aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec le Notaire le présent acte.

Signé: G. Gilfriche, M. Magonet, C. Meister, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 22 avril 2005, vol. 431, fol. 36, case 3. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 2 mai 2005.

H. Hellinckx.

(038861.3/242/46) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2005.

**HARMONY FUND, Société d'Investissement à Capital Variable,
(anc. SG PRIVINVEST HARMONY FUND, Société d'Investissement à Capital Variable).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 61.871.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 2 mai 2005.

H. Hellinckx.

(038863.3/242/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2005.

EYES SCREEN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 84, route d'Arlon.

R. C. Luxembourg B 59.302.

Extrait des résolutions du Conseil d'Administration du 4 janvier 2005

Conseil d'Administration:

Le siège social de la société EYES SCREEN S.A. est transféré avec effet immédiat au 84, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} février 2005, réf. LSO-BB00221. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(012719.3/1218/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2005.

GECAM ADVISER FUND, Fonds Commun de Placement.

ALLGEMEINES VERWALTUNGSREGLEMENT

Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und des Anteilnehmers hinsichtlich des Sondervermögens bestimmen sich nach dem folgenden Allgemeinen Verwaltungsreglement sowie dem, im Anschluß an dieses Allgemeine Verwaltungsreglement abgedruckten, Sonderreglement des jeweiligen Teilfonds. Das Allgemeine Verwaltungsreglement ist als Verwaltungsreglement am 5. September 2002 in Kraft getreten und wurde am 28. September 2002 im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg (im folgenden «Mémorial» genannt) veröffentlicht. Eine Änderung hiervon wird am 2. Juni 2005 im Mémorial veröffentlicht.

Artikel 1. - Der Fonds

1. Der Fonds GECAM ADVISER FUND (nachfolgend «Fonds» genannt) ist ein rechtlich unselbständiges Sondervermögen (fonds commun de placement) nach Teil 1 des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen («Gesetz vom 20. Dezember 2002») aus Investmentanteilen, Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten («Fondsvermögen»), das für gemeinschaftliche Rechnung der Inhaber von Anteilen (im folgenden «Anteilhaber» genannt) unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung verwaltet wird. Der Fonds besteht aus einem oder mehreren Teilfonds im Sinne des Artikel 133 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002. Die Gesamtheit der Teilfonds ergibt den Fonds. Die Konsolidierungswährung ist der Euro. Die Anteilhaber sind am Fonds durch Beteiligung an einem Teilfonds in Höhe ihrer Anteile beteiligt.

2. Die gegenseitigen vertraglichen Rechte und Pflichten der Anteilhaber und der Verwaltungsgesellschaft sowie der Depotbank sind in diesem Allgemeinen Verwaltungsreglement in Verbindung mit dem Sonderreglement des jeweiligen Teilfonds geregelt, dessen gültige Fassung sowie Änderungen derselben im Mémorial veröffentlicht und beim Handelsregister des Bezirksgerichts Luxemburg hinterlegt sind. Durch den Kauf eines Anteils erkennt der Anteilhaber das Allgemeine Verwaltungsreglement und das jeweilige Sonderreglement sowie alle genehmigten und veröffentlichten Änderungen derselben an.

3. Die Verwaltungsgesellschaft erstellt außerdem einen Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts.

4. Das Netto-Fondsvermögen (Fondsvermögen abzüglich der dem Fonds zuzurechnenden Verbindlichkeiten) muß innerhalb von sechs Monaten nach Genehmigung des Fonds den Gegenwert von EUR 1.250.000 erreichen. Hierfür ist auf das Netto-Fondsvermögen des Fonds insgesamt abzustellen, das sich aus der Addition der Netto-Fondsvermögen der Teilfonds ergibt.

5. Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit neue Teilfonds auflegen. Teilfonds können auf bestimmte Zeit errichtet werden.

6. Die im Allgemeinen Verwaltungsreglement aufgeführten Anlagebeschränkungen sind auf jeden Teilfonds separat anwendbar. Anlagebeschränkungen welche zudem auch für den Fonds insgesamt anwendbar sind, sind ebenfalls im Allgemeinen Verwaltungsreglement aufgeführt.

7. Jeder Teilfonds gilt im Verhältnis der Anteilhaber untereinander als eigenständiges Sondervermögen. Die Rechte und Pflichten der Anteilhaber eines Teilfonds sind von denen der Anteilhaber der anderen Teilfonds getrennt. Gegenüber Dritten haften die Vermögenswerte der einzelnen Teilfonds lediglich für Verbindlichkeiten, welche von den betreffenden Teilfonds eingegangen werden.

8. Die Anteilwertberechnung erfolgt separat für jeden Teilfonds nach den in Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements festgesetzten Regeln.

Artikel 2. - Die Verwaltungsgesellschaft

1. Verwaltungsgesellschaft des Fonds ist die AXXION S.A., eine Aktiengesellschaft nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg mit eingetragenem Sitz in Luxemburg.

2. Die Verwaltungsgesellschaft verwaltet den Fonds im eigenen Namen, aber ausschließlich im Interesse und für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilhaber. Die Verwaltungsbefugnis erstreckt sich auf die Ausübung aller Rechte, die unmittelbar oder mittelbar mit den Vermögenswerten des Fonds bzw. seiner Teilfonds zusammenhängen.

3. Die Verwaltungsgesellschaft legt die Anlagepolitik des Fonds unter Berücksichtigung der gesetzlichen und vertraglichen Anlagebeschränkungen fest.

4. Die Verwaltungsgesellschaft kann unter eigener Verantwortung und auf eigene Kosten Anlageberater hinzuziehen.

Artikel 3. - Die Depotbank

1. Depotbank des Fonds ist die BANQUE DE LUXEMBOURG. Die Funktion der Depotbank richtet sich nach dem Gesetz vom 20. Dezember 2002, dem Depotbankvertrag, diesem Allgemeinen Verwaltungsreglement, den einzelnen Sonderreglements sowie dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen).

2. Die Depotbank ist mit der Verwahrung der Vermögenswerte der Teilfonds beauftragt.

a) Sämtliche Investmentanteile, Wertpapiere, Geldmarktinstrumente, flüssigen Mittel und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte der Teilfonds werden von der Depotbank in gesperrten Konten («Sperrkonten») und Depots («Sperrdepots») verwahrt, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements, der jeweiligen Sonderreglements, dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen), dem jeweils geltenden Depotbankvertrag sowie den gesetzlichen Bestimmungen verfügt werden darf.

b) Die Depotbank kann unter ihrer Verantwortung (nach Maßgabe des Gesetzes vom 20. Dezember 2002) und mit Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft andere Banken im Ausland und/oder Wertpapiersammelstellen mit der Verwahrung von Investmentanteilen und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten der Teilfonds beauftragen, sofern

diese an einer ausländischen Börse zugelassen oder in ausländische organisierte Märkte einbezogen sind oder es sich um sonstige ausländische Vermögensgegenstände handelt, die nur im Ausland lieferbar sind.

c) Die Anlage von Vermögenswerten der Teilfonds in Form von Einlagen bei anderen Kreditinstituten sowie Verfügungen über diese Einlagen bedürfen der Zustimmung der Depotbank. Die Depotbank darf einer solchen Anlage oder Verfügung nur zustimmen, wenn diese mit den gesetzlichen Vorschriften, dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen), dem Allgemeinen Verwaltungsreglement und dem jeweiligen Sonderreglement sowie dem Depotbankvertrag vereinbar ist. Die Depotbank ist verpflichtet, den Bestand der bei anderen Kreditinstituten verwahrten Einlagen zu überwachen.

3. Bei der Wahrnehmung ihrer Aufgaben handelt die Depotbank unabhängig von der Verwaltungsgesellschaft und ausschließlich im Interesse der Anteilhaber. Sie wird jedoch den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft Folge leisten, vorausgesetzt, diese stehen in Übereinstimmung mit dem Allgemeinen Verwaltungsreglement, dem jeweiligen Sonderreglement, dem jeweils geltenden Depotbankvertrag, dem jeweils gültigen Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) und dem Gesetz. Sie wird entsprechend den Weisungen insbesondere:

- a) Anteile eines Teilfonds gemäß Artikel 5 des Allgemeinen Verwaltungsreglements auf die Zeichner übertragen,
- b) aus den Sperrkonten des jeweiligen Teilfonds den Kaufpreis für Investmentanteile, Optionen und sonstige gesetzlich zulässige Vermögenswerte zahlen, die für den betreffenden Teilfonds erworben worden sind,
- c) aus den Sperrkonten die notwendigen Einschüsse beim Abschluß von Terminkontrakten zahlen,
- d) Investmentanteile, Wertpapiere, Geldmarktinstrumente sowie sonstige zulässige Vermögenswerte und Optionen, die für einen Teilfonds verkauft worden sind, gegen Zahlung des Verkaufspreises ausliefern bzw. übertragen,
- e) den Umtausch von Investmentanteilen, Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten gemäß den Bestimmungen des Gesetzes, des Allgemeinen Verwaltungsreglements und der jeweiligen Sonderreglements sowie des Verkaufsprospektes (nebst Anhängen) und des Depotbankvertrages vornehmen bzw. vornehmen lassen,
- f) Dividenden und andere Ausschüttungen (falls vorgesehen) an die Anteilhaber auszahlen,
- g) den Rücknahmepreis gemäß Artikel 9 des Allgemeinen Verwaltungsreglements gegen Rückgabe und Ausbuchung der entsprechenden Anteile auszahlen,
- h) das Inkasso eingehender Zahlungen des Ausgabepreises und des Kaufpreises aus dem Verkauf von Investmentanteilen, Wertpapieren, Geldmarktinstrumenten und sonstigen zulässigen Vermögenswerten sowie aller Erträge, Ausschüttungen, Zinsen, Entgelte für den Optionspreis den ein Dritter für das ihm für Rechnung des Teilfondsvermögens eingeräumte Optionsrecht zahlt, Steuergutschriften ((i) falls vorgesehen, (ii) falls vom jeweiligen Teilfonds im Rahmen von Doppelbesteuerungsabkommen zwischen Luxemburg und anderen Ländern rückforderbar und (iii) falls ausdrücklich hierzu von der Verwaltungsgesellschaft angewiesen) vornehmen und diese Zahlungen den Sperrkonten des jeweiligen Teilfonds unverzüglich gutschreiben,
- i) im Zusammenhang mit der Zahlung von Ausschüttungen auf Investmentanteile und andere gesetzlich zulässige Vermögenswerte Eigentums- und andere Bescheinigungen und Bestätigungen ausstellen, aus denen der Name des jeweiligen Teilfonds als Eigentümer hervorgeht und alle weiteren erforderlichen Handlungen für das Inkasso, den Empfang und die Verwahrung aller Erträge, Ausschüttungen, Zinsen oder anderer Zahlungen an den jeweiligen Teilfonds vornehmen sowie die Ausstellung von Inkassoindossamenten im Namen des jeweiligen Teilfonds für alle Schecks, Wechsel oder anderen verkehrsfähigen Investmentanteile und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte.

4. Ferner wird die Depotbank dafür sorgen, daß

- a) alle Vermögenswerte eines Teilfonds unverzüglich auf den Sperrkonten bzw. Sperrdepots des betreffenden Teilfonds eingehen, insbesondere der Rücknahmepreis aus dem Verkauf von Investmentanteilen,
- b) anfallende Erträge und von Dritten zu zahlende Optionsprämien sowie eingehende Zahlungen des Ausgabepreises abzüglich des Ausgabeaufschlages und etwaiger Steuern und Abgaben unverzüglich auf den Sperrkonten des jeweiligen Teilfonds verbucht werden,
- c) der Verkauf, die Ausgabe, der Umtausch, die Rücknahme, die Auszahlung und die Entwertung der Anteile, die für Rechnung des jeweiligen Teilfonds vorgenommen werden, dem Gesetz, dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen), dem Allgemeinen Verwaltungsreglement sowie den Sonderreglements gemäß erfolgen,
- d) die Berechnung des Netto-Inventarwertes und des Wertes der Anteile dem Gesetz und dem Allgemeinen Verwaltungsreglement gemäß erfolgt,
- e) bei allen Geschäften, die sich auf das Vermögen eines Teilfonds beziehen, die Bestimmungen des Allgemeinen Verwaltungsreglements, der Sonderreglements, des Verkaufsprospektes (nebst Anhängen) sowie die gesetzlichen Bestimmungen beachtet werden und der Gegenwert innerhalb der üblichen Fristen zugunsten des jeweiligen Teilfonds bei ihr eingeht,
- f) die Erträge des jeweiligen Teilfondsvermögens dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen), dem Allgemeinen Verwaltungsreglement, dem jeweiligen Sonderreglements sowie den gesetzlichen Bestimmungen gemäß verwendet werden,
- g) Investmentanteile höchstens zum Ausgabepreis gekauft und mindestens zum Rücknahmepreis verkauft werden,
- h) sonstige Vermögenswerte und Optionen höchstens zu einem Preis erworben werden, der unter Berücksichtigung der Bewertungsregeln nach Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements angemessen ist und die Gegenleistung im Falle der Veräußerung dieser Vermögenswerte den zuletzt ermittelten Wert nicht oder nur unwesentlich über- bzw. unterschreitet, und
- i) die gesetzlichen und vertraglichen Beschränkungen bezüglich des Kaufs und Verkaufs von Optionen und Devisenterminkontrakten sowie bezüglich anderer Devisenkurssicherungsgeschäften eingehalten werden.

5. Darüber hinaus wird die Depotbank

- a) nach Maßgabe des zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank vereinbarten Verfahrens, der Verwaltungsgesellschaft und/oder von der Verwaltungsgesellschaft bestimmten Repräsentanten schriftlich über jede Auszahlung, über den Eingang von Investmentanteilen, Wertpapieren, Geldmarktinstrumenten und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten, von unbaren Ausschüttungen und Barausschüttungen, Zinsen und anderen Erträgen sowie

über Erträge aus Schuldverschreibungen Bericht erstatten sowie periodisch über alle von der Depotbank gemäß den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft getroffenen Maßnahmen unterrichten,

b) nach Maßgabe des zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank vereinbarten Verfahrens unverzüglich alle sachdienlichen Informationen, die sie von Emittenten erhalten hat, deren Investmentanteile, Wertpapiere, Geldmarktinstrumente, flüssige Mittel und andere gesetzlich zulässigen Vermögenswerte sie von Zeit zu Zeit verwahrt, oder Informationen, die sie auf andere Weise über von ihr verwahrte Vermögenswerte erhält, unverzüglich an die Verwaltungsgesellschaft weiterleiten,

c) ausschließlich auf Weisung der Verwaltungsgesellschaft oder der von ihr ernannten Repräsentanten Stimmrechte aus den Investmentanteilen und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten, die sie verwahrt, ausüben, sowie

d) alle zusätzlichen Aufgaben erledigen, die von Zeit zu Zeit zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank schriftlich vereinbart werden.

6. a) Die Depotbank zahlt der Verwaltungsgesellschaft aus den Sperrkonten bzw. den Sperrdepots des betreffenden Teilfonds nur das in diesem Allgemeinen Verwaltungsreglement, dem jeweiligen Sonderreglements und dem jeweils gültigen Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) festgesetzte Entgelt sowie Ersatz von Aufwendungen.

b) Die Depotbank hat jeweils Anspruch auf das ihr nach diesem Allgemeinen Verwaltungsreglement, dem jeweiligen Sonderreglements, dem jeweils gültigen Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) sowie dem Depotbankvertrag zustehende Entgelt und entnimmt es den Sperrkonten des betreffenden Teilfonds nur nach Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft.

c) Darüber hinaus wird die Depotbank sicherstellen, daß den jeweiligen Teilfondsvermögen Kosten Dritter nur gemäß dem Allgemeinen Verwaltungsreglement, dem jeweiligen Sonderreglements und dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) sowie dem Depotbankvertrag belastet werden.

7. Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen

a) Ansprüche der Anteilinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder eine frühere Depotbank geltend zu machen

b) gegen Vollstreckungsmaßnahmen Dritter Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn wegen eines Anspruchs in das Vermögen eines Teilfonds vollstreckt wird, für den das jeweilige Teilfondsvermögen nicht haftet.

Die vorstehend unter a) getroffene Regelung schließt die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Verwaltungsgesellschaft direkt bzw. die frühere Depotbank durch die Anteilinhaber nicht aus.

8. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen Ansprüche der Anteilinhaber gegen die Depotbank geltend zu machen. Dies schließt die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Depotbank durch die Anteilinhaber nicht aus.

9. Die Depotbank sowie die Verwaltungsgesellschaft sind jeweils berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit schriftlich mit einer Frist von drei Monaten zu kündigen. Eine solche Kündigung durch die Verwaltungsgesellschaft wird wirksam, wenn die Verwaltungsgesellschaft mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank bestellt und diese die Pflichten und Funktionen als Depotbank übernimmt; falls eine Kündigung durch die Depotbank erfolgt, wird die Verwaltungsgesellschaft innerhalb der gesetzlichen Fristen eine neue Depotbank ernennen, welche die Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäß dem Allgemeinen Verwaltungsreglement sowie, gegebenenfalls, dem jeweiligen Sonderreglement übernimmt. Bis zur Bestellung dieser neuen Depotbank wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilinhaber ihren Pflichten und Funktionen als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

Artikel 4. - Allgemeine Richtlinien für die Anlagepolitik

Die Anlageziele und die spezifische Anlagepolitik eines Teilfonds werden auf der Grundlage der nachfolgenden allgemeinen Richtlinien im Sonderreglement des jeweiligen Teilfonds festgelegt. Die Anlagepolitik der einzelnen Teilfonds umfaßt dementsprechend die Anlage in Wertpapieren internationaler Emittenten und sonstigen zulässigen Vermögenswerten einschließlich flüssiger Mittel. Die Anlagebeschränkungen sind auf jeden Teilfonds separat anwendbar.

Für die Berechnung der Mindestgrenze für das Netto-Fondsvermögen gemäß Artikel 1 Nummer 4 des Verwaltungsreglements sowie für die in Artikel 4 Absatz 8 i) des Verwaltungsreglements aufgeführten Anlagegrenzen ist auf das Fondsvermögen des Fonds insgesamt abzustellen, das sich aus der Addition der Netto-Vermögen der Teilfonds ergibt.

1. Notierte Wertpapiere und Geldmarkt-instrumente

Ein Fondsvermögen wird grundsätzlich in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten angelegt, die an einer Wertpapierbörse oder an einem anderen anerkannten, für das Publikum offenen und ordnungsgemäß funktionierenden geregelten Markt («geregelter Markt») innerhalb der Kontinente von Europa, Nord- und Südamerika, Australien (mit Ozeanien), Afrika oder Asien amtlich notiert bzw. gehandelt werden.

2. Neuemissionen und Geldmarktinstrumente

Ein Fondsvermögen kann Neuemissionen enthalten, sofern diese

a. in den Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Börse oder zum Handel an einem anderen geregelten Markt zu beantragen, und

b. spätestens ein Jahr nach Emission an einer Börse amtlich notiert oder zum Handel an einem anderen geregelten Markt zugelassen werden.

Sofern die Zulassung an einem der unter Nummer 1 dieses Artikels genannten Märkte nicht binnen Jahresfrist erfolgt, sind Neuemissionen als nicht notierte Wertpapiere gemäß Nummer 3 dieses Artikels anzusehen und in die dort erwähnte Anlagegrenze einzubeziehen.

3. Nicht notierte Wertpapiere und Geldmarktinstrumente

Bis zu 10% eines Netto-Teilfondsvermögens können in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten angelegt werden, die weder an einer Börse amtlich notiert noch an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden.

4. Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren

Das Netto-Teilfondsvermögens kann in Anteilen von nach der Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 20. Dezember 1985 Nr. 85/611/EWG zugelassenen Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren des offenen Typs («OGAW») und/oder anderer Organismen für gemeinsame Anlagen («OGA») im Sinne von Artikel 1 Absatz 2 erster und zweiter Gedankenstrich der genannten Richtlinie mit Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder einem Drittstaat angelegt werden, sofern

- diese anderen OGA nach Rechtsvorschriften zugelassen wurden, die sie einer Aufsicht unterstellen, welche nach Auffassung der Luxemburger Aufsichtsbehörde derjenigen nach dem Gemeinschaftsrecht gleichwertig ist und ausreichende Gewähr für die Zusammenarbeit zwischen den Behörden besteht,
- das Schutzniveau der Anteilseigner der anderen OGA dem Schutzniveau der Anteilseigner eines OGAW gleichwertig ist und insbesondere die Vorschriften für die getrennte Verwahrung des Vermögens, die Kreditaufnahme, die Kreditgewährung und Leerverkäufe von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten den Anforderungen der Richtlinie 85/611/EWG gleichwertig sind,
- die Geschäftstätigkeit der anderen OGA Gegenstand von Halbjahres- und Jahresberichten ist, die es erlauben, sich ein Urteil über das Vermögen und die Verbindlichkeiten, die Erträge und die Transaktionen im Berichtszeitraum zu bilden,
- der OGAW oder der andere OGA, dessen Anteile erworben werden sollen, nach seinen Gründungsdokumenten insgesamt höchstens 10% seines Vermögens in Anteilen anderer OGAW oder OGA anlegen darf.

5. Sichteinlagen

Es können Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens 12 Monaten bei Kreditinstituten gehalten werden, sofern das betreffende Kreditinstitut seinen Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union hat oder - falls der satzungsmässige Sitz des Kreditinstituts sich in einem Drittstaat befindet - es Aufsichtsbestimmungen unterliegt, die nach Auffassung der Aufsichtsbehörde denjenigen des Gemeinschaftsrechts gleichwertig sind.

6. Abgeleitete Finanzinstrumente

Es können abgeleitete Finanzinstrumente, einschliesslich gleichwertiger bar abgerechneter Instrumente, die an einem in Nummer 1 bezeichneten geregelten Märkte gehandelt werden, und/oder abgeleitete Finanzierungsinstrumente, die nicht an einer Börse gehandelt werden («OTC-Derivate») erworben werden, sofern

- es sich bei den Basiswerten um Instrumente im Sinne der Nummern 1. bis 7. oder um Finanzindizes, Zinssätze, Wechselkurse oder Währungen handelt, in die der OGAW gemäß den in seinen Gründungsdokumenten genannten Anlagezielen investieren darf,
- die Gegenparteien bei Geschäften mit OTC-Derivaten einer Aufsicht unterliegende Institute der Kategorien sind, die von der Luxemburger Aufsichtsbehörde zugelassen wurden, und
- die OTC-Derivate einer zuverlässigen und überprüfbaren Bewertung auf Tagesbasis unterliegen und jederzeit auf Initiative des OGAW zum angemessenen Zeitwert veräussert, liquidiert oder durch ein Gegengeschäft glattgestellt werden können.

7. Geldmarktinstrumente

Es können Geldmarktinstrumente erworben werden, die nicht auf einem geregelten Markt gehandelt werden, aber liquide sind und deren Wert jederzeit bestimmt werden kann, sofern die Emission oder Emittent dieser Instrumente bereits Vorschriften über die Einlagen- und den Anlegerschutz unterliegt und vorausgesetzt, diese Instrumente werden:

- von einer zentralstaatlichen, regionalen oder lokalen Körperschaft oder der Zentralbank eines Mitgliedstaats der EU, der Europäischen Zentralbank, der Europäischen Union oder Europäischen Investitionsbank, von einem Drittstaat oder, sofern dieser ein Bundesstaat ist, einem Mitgliedstaat der Föderation oder von einer internationalen Einrichtung öffentlich-rechtlichen Charakters, denen wenigstens ein Mitgliedstaat der EU angehört, begeben oder garantiert, oder
- von einem Unternehmen begeben, dessen Wertpapiere auf den unter Nummer 1 dieses Artikels bezeichneten geregelten Märkten gehandelt werden, oder
- von einem Institut begeben oder garantiert, das gemäß den im Gemeinschaftsrecht festgelegten Kriterien einer Aufsicht unterstellt ist, oder einem Institut, das Aufsichtsbestimmungen unterliegt und diese einhält, die nach Auffassung der Luxemburger Aufsichtsbehörde mindestens so streng sind wie die des Gemeinschaftsrechts, oder
- von anderen Emittenten begeben, die einer Kategorie angehören, die von der Luxemburger Aufsichtsbehörde zugelassen wurde, sofern für Anlagen in diesen Instrumenten Vorschriften für den Anlegerschutz gelten, die denen des ersten, zweiten und dritten Gedankenstrichs gleichwertig sind und sofern es sich bei dem Emittenten entweder um ein Unternehmen mit einem Eigenkapital von mindestens zehn Millionen Euro, das seinen Jahresabschluss nach den Vorschriften der 4. Richtlinie 78/660/EWG aufstellt, oder um einen Rechtsträger, der innerhalb einer eine oder mehrere börsennotierte Gesellschaften umfassenden Unternehmensgruppe für die Finanzierung dieser Gruppe zuständig ist, oder um einen Rechtsträger handelt, der die wertpapiermäßige Unterlegung von Verbindlichkeiten durch die Nutzung einer von einer Bank eingeräumten Kreditlinie finanzieren soll.

8. Anlagegrenzen

a. i) Bis zu 10% des Netto-Teilfondsvermögens können in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten ein- und desselben Emittenten angelegt werden. Bis zu 20% des Netto-Teilfondsvermögens dürfen in Einlagen ein und desselben Emittenten angelegt werden. Das Ausfallrisiko bei Geschäften mit OTC-Derivaten darf 10% des Netto-Teilfondsvermögens nicht überschreiten, wenn die Gegenpartei ein Kreditinstitut im Sinne der Nummer 5 ist, oder höchstens 5% des Netto-Teilfondsvermögens in allen übrigen Fällen.

ii) Der Gesamtwert der Wertpapiere und Geldmarktinstrumente von Emittenten, bei denen mehr als 5% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens angelegt sind, ist auf höchstens 40% dieses Netto-Teilfondsvermögens begrenzt. Diese Begrenzung findet keine Anwendung auf Einlagen und Geschäfte mit OTC-Derivaten, die mit Finanzinstituten getätigt werden, welche einer Aufsicht unterliegen.

Ungeachtet der in i) aufgeführten Einzelobergrenzen darf das Netto-Teilfondsvermögen bei einem Emittenten höchstens zu 20% in einer Kombination aus

- von diesem Emittenten begebenen Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten und/oder
- Einlagen und/oder
- von diesem Emittenten erworbenen OTC-Derivaten investiert werden.

b. Der unter a. i) Satz 1 genannte Prozentsatz von 10% erhöht sich auf 35%, und der unter a. ii) Satz 1 genannte Prozentsatz von 40% entfällt für Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die von den folgenden Emittenten begeben oder garantiert werden:

- Mitgliedstaaten der Europäischen Union («EU») und deren Gebietskörperschaften;
- Mitgliedsstaaten der OECD;
- Staaten, die nicht Mitgliedstaaten der EU sind;
- internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen mindestens ein Mitgliedstaat der EU angehört.

c. Die unter a. i) und ii) Satz 1 genannten Prozentsätze erhöhen sich von 10% auf 25% bzw. von 40% auf 80% für Schuldverschreibungen, welche von Kreditinstituten, die in einem Mitgliedstaat der EU ansässig sind, begeben werden, sofern

- diese Kreditinstitute auf Grund eines Gesetzes einer besonderen öffentlichen Aufsicht zum Schutz der Inhaber solcher Schuldverschreibungen unterliegen,
- der Gegenwert solcher Schuldverschreibungen dem Gesetz entsprechend in Vermögenswerten angelegt wird, die während der gesamten Laufzeit dieser Schuldverschreibungen die sich daraus ergebenden Verbindlichkeiten ausreichend decken und
- die erwähnten Vermögenswerte beim Ausfall des Emittenten vorrangig zur Rückzahlung von Kapital und Zinsen bestimmt sind.

Die hier erwähnten Schuldverschreibungen werden bei der Anwendung der in a. ii) genannten Anlagegrenze von 40% nicht berücksichtigt.

d. Die Anlagegrenzen unter a. bis c. dürfen nicht kumuliert werden. Hieraus ergibt sich, dass Anlagen in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten ein- und desselben Emittenten oder Einlagen bei dieser Institution oder Derivate derselben in keinem Fall 35% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens überschreiten dürfen.

Gesellschaften, die im Hinblick auf die Erstellung des konsolidierten Abschlusses im Sinne der Richtlinie 83/349 EWG oder nach den anerkannten internationalen Rechnungslegungsvorschriften derselben Unternehmensgruppe angehören, sind bei der Berechnung der in diesem Paragraph vorgesehenen Anlagegrenzen als eine einzige Unternehmensgruppe anzusehen.

Kumulativ dürfen bis zu 20% des Netto-Teilfondsvermögens in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten ein und derselben Unternehmensgruppe angelegt werden.

e. Unbeschadet der unter i. festgelegten Anlagegrenzen werden die unter a. genannten Obergrenzen für Anlagen in Aktien und/oder Schuldtiteln ein und desselben Emittenten auf höchstens 20% angehoben, wenn es gemäß den Gründungsdokumenten des Teilfonds Ziel seiner Anlagepolitik ist, einen bestimmten, von der Luxemburger Aufsichtsbehörde anerkannten Aktien- oder Schuldtitelindex nachzubilden; Voraussetzung hierfür ist, dass

- die Zusammensetzung des Index hinreichend diversifiziert ist;
- der Index eine adäquate Bezugsgrundlage für den Markt darstellt, auf den er sich bezieht;
- der Index in angemessener Weise veröffentlicht wird.

Die im Satz 1 festgelegte Grenze wird auf höchstens 35% angehoben, sofern dies aufgrund aussergewöhnlicher Marktbedingungen gerechtfertigt ist, und zwar insbesondere bei geregelten Märkten, auf denen bestimmte Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente stark dominieren. Eine Anlage bis zu dieser Obergrenze ist nur bei einem einzigen Emittenten zulässig.

f. Die Verwaltungsgesellschaft kann für einen Teilfonds abweichend von a. bis d. ermächtigt werden, unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung bis zu 100% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten verschiedener Emissionen anzulegen, die von einem Mitgliedstaat der EU, dessen Gebietskörperschaften, von einem Staat, der Mitgliedstaat der OECD ist oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen wenigstens ein Mitgliedstaat der EU angehört, begeben oder garantiert werden, sofern diese Wertpapiere im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben worden sind, wobei Wertpapiere aus ein- und derselben Emission 30% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens nicht überschreiten dürfen.

g. I) Für den Teilfonds dürfen Anteile von anderen OGAW und/oder OGA im Sinne der Nummer 4 erworben werden, sofern er höchstens 20% seines Vermögens in Anteilen ein und desselben OGAW bzw. sonstigen OGA anlegt. Zum Zwecke der Anwendung dieser Anlagegrenze wird jeder Teilfonds eines OGA mit mehreren Teilfonds im Sinne von Artikel 133 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 als eigenständiger Emittent unter der Voraussetzung betrachtet, dass die Trennung der Haftung der Teilfonds in Bezug auf Dritte sichergestellt ist.

i) Anlagen in Anteilen von anderen OGA als OGAW dürfen insgesamt 30% des Netto-Teilfondsvermögens nicht übersteigen. In den Fällen, in denen der Teilfonds Anteile eines anderen OGAW und/oder sonstigen OGA erworben hat, müssen die Anlagewerte des betreffenden OGAW oder anderen OGA hinsichtlich der Obergrenzen der Nummer 8 a. bis d. nicht berücksichtigt werden.

ii) Erwirbt der Teilfonds Anteile anderer OGAW und/oder sonstiger anderer OGA, die unmittelbar oder aufgrund einer Übertragung von der derselben Verwaltungsgesellschaft oder von einer Gesellschaft verwaltet werden, die mit der Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, verwaltet werden, so darf die Verwaltungsgesellschaft oder die andere Gesellschaft für die Zeichnung oder die Rücknahme von Anteilen dieser anderen OGAW und/oder OGA durch den Teilfonds keine Gebühren berechnen.

h. Die Verwaltungsgesellschaft wird für die Gesamtheit der von ihr verwalteten Fonds, die unter den Anwendungsbereich des Teils I des Gesetzes vom 30. März 1988 für Organismen für gemeinsame Anlagen sowie des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 fallen, stimmberechtigte Aktien insoweit nicht erwerben, als ein solcher Erwerb ihr einen wesentlichen Einfluß auf die Geschäftspolitik des Emittenten gestattet.

- i. Die Verwaltungsgesellschaft darf für jeden Fonds höchstens
- 10% der von einem einzigen Emittenten ausgegebenen stimmrechtslosen Aktien,
 - 10% der von einem einzigen Emittenten ausgegebenen Schuldverschreibungen,
 - 25% der Anteile ein und desselben OGAW und/oder anderen OGA,
 - 10% der von einem einzigen Emittenten ausgegebenen Geldmarktinstrumente,
- erwerben.

Die Anlagegrenzen des zweiten, dritten und vierten Gedankenstriches bleiben insoweit außer Betracht, als das Gesamtemissionsvolumen der erwähnten Schuldverschreibungen oder Geldmarktinstrumente bzw. die Zahl der im Umlauf befindlichen Anteile oder Aktien eines OGA zum Zeitpunkt des Erwerbs nicht ermittelt werden können.

Die hier unter h. und i. aufgeführten Anlagegrenzen sind auf solche Wertpapiere und Geldmarktinstrumente nicht anzuwenden, die von Mitgliedstaaten der EU und deren Gebietskörperschaften oder von Staaten, die nicht Mitgliedstaat der EU sind, begeben oder garantiert oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters begeben werden, denen mindestens ein Mitgliedstaat der EU angehört.

Die hier unter h. und i. aufgeführten Anlagegrenzen sind ferner nicht anwendbar auf den Erwerb von Aktien an Gesellschaften mit Sitz in einem Staat, der nicht Mitgliedstaat der EU ist, sofern:

- solche Gesellschaften hauptsächlich Wertpapiere von Emittenten mit Sitz in diesem Staat erwerben,
- der Erwerb von Aktien einer solchen Gesellschaft aufgrund gesetzlicher Bestimmungen dieses Staates den einzigen Weg darstellt, um in Wertpapieren von Emittenten mit Sitz in diesem Staat zu investieren,
- die erwähnten Gesellschaften im Rahmen ihrer Anlagepolitik Anlagegrenzen respektieren, die denjenigen der Nummer 8 a. bis e. und g. sowie h. und i. 1. bis 4. Gedankenstrich des Verwaltungsreglements entsprechen. Bei Überschreitung der Anlagegrenzen der Nummer 8 a. bis e. und g. sind die Bestimmungen der Nummer 18 sinngemäß anzuwenden.

j. Für einen Teilfonds dürfen abgeleitete Finanzinstrumente eingesetzt werden, sofern das hiermit verbundene Gesamtrisiko das Netto-Teilfondsvermögen nicht überschreitet. Bei der Berechnung der Risiken werden der Marktwert der Basiswerte, das Ausfallrisiko, künftige vorhersehbare Marktentwicklungen und die Liquidationsfrist der Positionen berücksichtigt. Ein Teilfonds darf als Teil seiner Anlagestrategie innerhalb der in Artikel 43 (5) des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 festgelegten Grenzen Anlagen in abgeleiteten Finanzinstrumenten tätigen, sofern das Gesamtrisiko der Basiswerte die Anlagegrenzen des Artikels 43 nicht überschreitet. Anlagen in indexbasierten Derivaten müssen bei den Anlagegrenzen des genannten Artikels nicht berücksichtigt werden.

Wenn ein Derivat in ein Wertpapier oder ein Geldmarktinstrument eingebettet ist, muss es hinsichtlich der Einhaltung der Vorschriften dieses Absatzes mit berücksichtigt werden.

9. Optionen

a. Eine Option ist das Recht, einen bestimmten Vermögenswert während eines bestimmten Zeitraums zu einem im voraus bestimmten Preis («Ausübungspreis») zu kaufen (Kauf- oder «Call»-Option) oder zu verkaufen (Verkaufs- oder «Put»-Option). Der Preis einer Call- oder Put-Option ist die Options-«Prämie».

Kauf und Verkauf von Optionen sind mit besonderen Risiken verbunden:

Die entrichtete Prämie einer erworbenen Call- oder Put-Option kann verlorengehen, sofern der Kurs des der Option zugrundeliegenden Wertpapiers sich nicht erwartungsgemäß entwickelt und es deshalb nicht im Interesse des Teilfonds liegt, die Option auszuüben.

Wenn eine Call-Option verkauft wird, besteht das Risiko, daß der Teilfonds nicht mehr an einer möglicherweise erheblichen Wertsteigerung des Wertpapiers teilnimmt beziehungsweise sich bei Ausübung der Option durch den Vertragspartner zu ungünstigen Marktpreisen eindecken muß.

Beim Verkauf von Put-Optionen besteht das Risiko, daß der Teilfonds zur Abnahme von Wertpapieren zum Ausübungspreis verpflichtet ist, obwohl der Marktwert dieser Wertpapiere bei Ausübung der Option deutlich niedriger ist.

Durch die Hebelwirkung von Optionen kann der Wert des Teilfondsvermögens stärker beeinflusst werden, als dies beim unmittelbaren Erwerb von Wertpapieren der Fall ist.

b. Die Verwaltungsgesellschaft kann unter Beachtung der in diesem Absatz erwähnten Anlagebeschränkungen für einen Teilfonds Call-Optionen und Put-Optionen auf Wertpapiere, Börsenindizes, Finanzterminkontrakte und sonstige Finanzinstrumente kaufen und verkaufen, sofern diese Optionen an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden.

Darüber hinaus können für einen Teilfonds Optionen der beschriebenen Art ge- und verkauft werden, die nicht an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden («over-the-counter» oder «OTC»-Optionen), sofern die Vertragspartner des Teilfonds erstklassige, auf solche Geschäfte spezialisierte Finanzinstitute und Teilnehmer an den OTC-Märkten sind und einer bonitätsmäßig einwandfreien Einstufung durch eine international anerkannte Ratingagentur unterliegen.

c. Die Summe der Prämien für den Erwerb der unter b. genannten Optionen darf 15% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens nicht übersteigen.

d. Für einen Teilfonds können Call-Optionen auf Wertpapiere verkauft werden, sofern die Summe der Ausübungspreise solcher Optionen zum Zeitpunkt des Verkaufs 25% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens nicht übersteigt. Diese Anlagegrenze gilt nicht, soweit verkaufte Call-Optionen durch Wertpapiere unterlegt und durch andere Instrumente abgesichert sind. Im übrigen muß der Teilfonds jederzeit in der Lage sein, die Deckung von Positionen aus dem Verkauf ungedeckter Call-Optionen sicherzustellen.

Verkauft die Verwaltungsgesellschaft für einen Teilfonds Put-Optionen, so muß der entsprechende Teilfonds während der gesamten Laufzeit der Optionen über ausreichende flüssige Mittel verfügen, um den Verpflichtungen aus den Optionsgeschäften nachkommen zu können.

10. Finanzterminkontrakte

a. Finanzterminkontrakte sind gegenseitige Verträge, welche die Vertragsparteien verpflichten, einen bestimmten Vermögenswert an einem im voraus bestimmten Zeitpunkt zu einem im voraus bestimmten Preis abzunehmen beziehungsweise zu liefern. Dies ist mit erheblichen Chancen, aber auch Risiken verbunden, weil jeweils nur ein Bruchteil der jeweiligen Kontraktgröße («Einschuß») sofort geleistet werden muß. Kursausschläge in die eine oder andere Richtung können, bezogen auf den Einschuß, zu erheblichen Gewinnen oder Verlusten führen.

b. Die Verwaltungsgesellschaft kann für einen Teilfonds Finanzterminkontrakte als Zinsterminkontrakte sowie als Kontrakte auf Börsenindizes kaufen und verkaufen, soweit diese Finanzterminkontrakte an hierfür vorgesehenen Börsen oder anderen geregelten Märkten gehandelt werden.

c. Durch den Handel mit Finanzterminkontrakten kann die Verwaltungsgesellschaft bestehende Aktien- und Rentenpositionen gegen Kursverluste oder Zinsänderungsrisiken absichern. Mit dem gleichen Ziel kann die Verwaltungsgesellschaft Call-Optionen auf Finanzinstrumente verkaufen oder Put-Optionen auf Finanzinstrumente kaufen.

d. Ein Teilfonds kann Finanzterminkontrakte zu anderen als zu Absicherungszwecken kaufen und verkaufen.

Die Gesamtheit der Verpflichtungen aus Finanzterminkontrakten und Optionsgeschäften, die nicht der Absicherung von Vermögenswerten dienen, darf das jeweilige Netto-Teilfondsvermögen zu keiner Zeit übersteigen. Hierbei bleiben Verpflichtungen aus Verkäufen von Call-Optionen außer Betracht, die durch angemessene Werte im jeweiligen Teilfondsvermögen unterlegt sind.

11. Wertpapierpensionsgeschäfte

Ein Teilfonds kann von Zeit zu Zeit Wertpapiere in Form von Pensionsgeschäften (repurchase agreements) kaufen, sofern der jeweilige Vertragspartner sich zur Rücknahme der Wertpapiere verpflichtet sowie Wertpapiere in Form von Pensionsgeschäften verkaufen. Dabei muß der Vertragspartner solcher Geschäfte ein erstklassiges Finanzinstitut und auf solche Geschäfte spezialisiert sein. Im Rahmen eines Wertpapierpensionsgeschäftes erworbene Wertpapiere kann der Teilfonds während der Laufzeit des entsprechenden Wertpapierpensionsgeschäftes nicht veräußern. Im Rahmen des Verkaufs von Wertpapieren in Form von Wertpapierpensionsgeschäften ist der Umfang der Wertpapierpensionsgeschäfte stets auf einem Niveau zu halten, das es dem Teilfonds ermöglicht, jederzeit seiner Verpflichtung zur Rücknahme von Anteilen nachzukommen.

12. Wertpapierleihe

Im Rahmen eines standardisierten Wertpapierleihsystems können Wertpapiere insgesamt bis zu 50% des Wertes des jeweiligen Wertpapierbestandes auf höchstens 30 Tage ge- oder verliehen werden. Voraussetzung ist, daß dieses Wertpapierleihsystem durch einen anerkannten Abrechnungsorganismus oder durch ein auf solche Geschäfte spezialisiertes Finanzinstitut hervorragender Bonität organisiert ist.

Im Rahmen der Wertpapierleihe von Wertpapieren an dem Teilfondsvermögen kann die Wertpapierleihe mehr als 50% des Wertes des Wertpapierbestandes in einem Teilfondsvermögen erfassen, sofern dem jeweiligen Teilfonds das Recht eingeräumt ist, den Wertpapierleihvertrag jederzeit zu kündigen und die verliehenen Wertpapiere zurückzuerlangen.

Der Teilfonds als Leihgeber muß im Rahmen der Wertpapierleihe grundsätzlich eine Garantie erhalten, deren Gegenwart zur Zeit des Vertragsabschlusses mindestens dem Gesamtwert der verliehenen Wertpapiere entspricht. Diese Garantie kann in flüssigen Mitteln bestehen oder in Wertpapieren, die durch Mitgliedstaaten der OECD, deren Gebietskörperschaften oder Organismen gemeinschaftsrechtlichen, regionalen oder weltweiten Charakters begeben oder garantiert und zugunsten des jeweiligen Teilfonds während der Laufzeit des Wertpapierleihvertrages gesperrt werden.

Einer Garantie bedarf es nicht, sofern die Wertpapierleihe im Rahmen von CLEARSTREAM INTERNATIONAL, EUROCLEAR oder einem sonstigen anerkannten Abrechnungsorganismus stattfindet, der selbst zu Gunsten des Verleihers der verliehenen Wertpapiere mittels einer Garantie oder auf andere Weise Sicherheit leistet.

Der Teilfonds kann im Rahmen der Wertpapierleihe als Leihnehmer im Zusammenhang mit der Erfüllung eines Wertpapierverkaufs in folgenden Fällen auftreten:

- während einer Zeit, in welcher die Wertpapiere zu Registrierungszwecken versandt wurden;
- wenn Wertpapiere verliehen und nicht rechtzeitig zurückerstattet wurden;
- zur Vermeidung der Nichterfüllung eines Wertpapierverkaufs, wenn die Depotbank ihrer Lieferverpflichtung nicht nachkommt

Sofern Wertpapiere in das Teilfondsvermögen geliehen werden, darf während der Laufzeit der entsprechenden Wertpapierleihe über die geliehenen Wertpapiere nicht verfügt werden, es sei denn, es besteht im Teilfondsvermögen eine ausreichende Absicherung, die es dem Teilfonds ermöglicht, nach Ende der Laufzeit eines Wertpapiervertrages seiner Verpflichtung zur Rückgabe der geliehenen Wertpapiere nachzukommen.

13. Sonstige Techniken und Instrumente

a. Die Verwaltungsgesellschaft kann sich für einen Teilfonds sonstiger Techniken und Instrumente bedienen, die Wertpapiere oder Indizes zum Gegenstand haben, sofern die Verwendung solcher Techniken und Instrumente im Hinblick auf die ordentliche Verwaltung des jeweiligen Teilfondsvermögens erfolgt.

b. Dies gilt insbesondere für Tauschgeschäfte mit Zinssätzen, welche im Rahmen der gesetzlichen Vorschriften zu Sicherungszwecken vorgenommen werden können. Diese Geschäfte sind ausschließlich mit auf solche Geschäfte spezialisierten Finanzinstituten bester Bonität zulässig und dürfen zusammen mit den in Absatz 8 dieses Artikels beschriebenen Verpflichtungen grundsätzlich den Gesamtwert der von dem jeweiligen Teilfonds in den entsprechenden Währungen gehaltenen Vermögenswerte nicht übersteigen.

c. Dies gilt ferner für Index-Zertifikate, sofern diese als Wertpapiere gemäß Art. 41, Abs. 1 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 gelten. Index-Zertifikate sind am Kapitalmarkt begebene Inhaberschuldverschreibungen, die eine Rückzahlung unter Berücksichtigung der relativen Indexveränderung, gegebenenfalls bis zu einem vereinbarten Höchstkurs, am jeweiligen Berechnungstag verbrieften. Der Kurs dieser Index-Zertifikate richtet sich insbesondere nach dem jeweiligen aktuellen Index-Stand, ihre Rückzahlung nach den jeweiligen Emissionsbedingungen. Dabei unterscheiden sich Index-Zertifikate von verbrieften Index-Optionen und Optionsscheinen dadurch, daß es sich nicht um Termingeschäfte handelt und die für Optionen signifikante Hebelwirkung, die Optionsprämie und der Ausübungspreis fehlen.

14. Flüssige Mittel

Bis zu 100% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens dürfen in flüssigen Mitteln bei der Depotbank oder bei sonstigen Banken gehalten werden.

15. Devisensicherung

a. Zur Absicherung von Devisenrisiken kann ein Teilfonds Devisenterminkontrakte verkaufen sowie Call-Optionen auf Devisen verkaufen und Put-Optionen auf Devisen kaufen, sofern solche Devisenkontrakte oder Optionen an einer Börse oder an einem geregelten Markt oder sofern die erwähnten Optionen als OTC-Optionen im Sinne von Absatz 9 b. gehandelt werden, unter der Voraussetzung, daß es sich bei den Vertragspartnern um erstklassige Finanzinstitutionen handelt, die auf derartige Geschäfte spezialisiert sind und die einer bonitätsmäßig einwandfreien Einstufung durch eine international anerkannte Ratingagentur unterliegen.

b. Ein Teilfonds kann zu Absicherungszwecken außerdem auch Devisen auf Termin verkaufen beziehungsweise umtauschen im Rahmen freihändiger Geschäfte, die mit erstklassigen, auf solche Geschäfte spezialisierten Finanzinstituten abgeschlossen werden.

c. Devisensicherungsgeschäfte setzen in der Regel eine unmittelbare Verbindung zu den abgesicherten Werten voraus. Sie dürfen daher grundsätzlich die in der gesicherten Währung vom Teilfonds gehaltenen Werte weder im Hinblick auf das Volumen noch bezüglich der Restlaufzeit überschreiten.

16. Weitere Anlagerichtlinien

a. Leerverkäufe von Wertpapieren, Geldmarktinstrumenten oder anderen in den Nummern 4., 6. und 7 genannten Finanzinstrumenten sind nicht zulässig.

b. Ein Teilfondsvermögen darf nicht zur festen Übernahme von Wertpapieren benutzt werden.

c. Ein Teilfondsvermögen darf nicht in Immobilien, Edelmetallen, Edelmetallkontrakten, Waren oder Warenkontrakten angelegt werden.

17. Kredite und Belastungsverbote

a. Ein Teilfondsvermögen darf nur insoweit zur Sicherung verpfändet, übereignet bzw. abgetreten oder sonst belastet werden, als dies an einer Börse oder einem anderen Markt aufgrund verbindlicher Auflagen gefordert wird.

b. Kredite dürfen bis zu einer Obergrenze von 10% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens aufgenommen werden, sofern diese Kreditaufnahme nur für kurze Zeit erfolgt. Daneben kann ein Teilfonds Fremdwährungen im Rahmen eines «back-to-back»-Darlehens erwerben.

c. Im Zusammenhang mit dem Erwerb oder der Zeichnung nicht voll einbezahlter Wertpapiere, Geldmarktinstrumente oder anderer in den Nummern 4., 6. und 7 genannten Finanzinstrumente können Verbindlichkeiten zu Lasten eines Teilfondsvermögens übernommen werden, die jedoch zusammen mit den Kreditverbindlichkeiten gemäß Buchstabe b. 10% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens nicht überschreiten dürfen.

d. Zu Lasten eines Teilfondsvermögens dürfen weder Kredite gewährt noch für Dritte Bürgschaftsverpflichtungen eingegangen werden.

18. Überschreitung von Anlagegrenzen

a. Anlagebeschränkungen dieses Artikels müssen nicht eingehalten werden, sofern sie im Rahmen der Ausübung von Bezugsrechten, die den im jeweiligen Teilfondsvermögen befindlichen Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten beigefügt sind, überschritten werden.

b. Neu aufgelegte Teilfonds können für eine Frist von sechs Monaten ab Genehmigung des Teilfonds von den Anlagegrenzen nach Nummer 8 a. bis g. dieses Artikels abweichen.

c. Werden die in diesem Artikel genannten Anlagebeschränkungen unbeabsichtigt oder durch Ausübung von Bezugsrechten überschritten, so wird die Verwaltungsgesellschaft vorrangig anstreben, die Normalisierung der Lage unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilhaber zu erreichen.

Ist der Emittent eine juristische Person mit mehreren Teilfonds, bei dem das Vermögen eines Teilfonds ausschliesslich für die Ansprüche der Anleger dieses Teilfonds sowie für diejenigen der Gläubiger, deren Forderung aufgrund der Gründung, der Funktionsweise oder der Liquidation dieses Teilfonds entstanden sind, haften, wird zum Zwecke der Anwendung der Risikostreuungsregelungen nach Nummer 8 Buchstaben a. bis e. sowie g. dieses Artikels jeder Teilfonds als gesonderter Emittent angesehen.

Artikel 5. - Fondsanteile - Ausgabe von Anteilen

1. Fondsanteile sind Anteile an dem jeweiligen Teilfonds. Die Anteile können in der Form von Inhaber- oder Namensanteilen ausgegeben werden. Die Anteile können als Teilstücke bis zu einem Tausendstel eines Anteils, in ganzen Stücken oder in der Form von Sammelzertifikaten ausgegeben werden, in Stückelungen von 10 oder 100 Anteilen. Teilstücke welche in der Form von Inhaberanteilen ausgegeben werden können nicht materiell geliefert werden und werden bei der Depotbank auf einem Wertpapierkonto verwahrt, das zu diesem Zweck zu eröffnen ist. Namensanteile können durch schriftliche Anweisung an den Transferagent auf Dritte übertragen werden.

2. Alle Fondsanteile an einem Teilfonds haben grundsätzlich die gleichen Rechte.

3. Die Verwaltungsgesellschaft kann für einen Teilfonds zwei Anteilklassen A und B vorsehen. Anteile der Klasse A berechtigen zu Ausschüttungen, während auf Anteile der Klasse B keine Ausschüttung erfolgt. Alle Anteile sind vom Tage ihrer Ausgabe an in gleicher Weise an Erträgen, Kursgewinnen und am Liquidationserlös ihrer jeweiligen Anteil-

klasse beteiligt. Sofern Anteilklassen gebildet werden, findet dies Erwähnung in dem jeweiligen Anhang zum Verkaufsprospekt.

4. Im Falle von Sparplänen wird höchstens ein Drittel von jeder der für das erste Jahr vereinbarten Zahlungen für die Deckung von Kosten verwendet und die restlichen Kosten auf alle späteren Zahlungen gleichmäßig verteilt.

5. Anteile werden an jedem Tag, der Bankarbeitstag in Luxemburg ist (Bewertungstag), ausgegeben. Ausgabepreis ist der Anteilwert gemäß Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements zuzüglich eines Ausgabeaufschlages zugunsten der Vertriebsstellen, dessen maximale Höhe für den jeweiligen Teilfonds im betreffenden Anhang zu dem Verkaufsprospekt aufgeführt wird. Der Ausgabepreis ist innerhalb von drei Bankarbeitstagen in Luxemburg nach dem betreffenden Bewertungstag (unter Ausschluß des Bewertungstags) bei einer der nachgenannten Stellen unter Ausschluß der deutschen Vertriebsstelle zahlbar. Die Verwaltungsgesellschaft ist jedoch ermächtigt, Anteile erst auszugeben, wenn der Ausgabepreis bereits bei einer dieser Stellen eingegangen ist. Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen.

6. Für alle Zeichnungsanträge, die bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, den Zahlstellen oder Vertriebsstellen zwischen 9 und 16:30 Uhr an einem Bewertungstag eintreffen, gilt der am darauffolgenden Bewertungstag ermittelte Ausgabepreis. Für Zeichnungsanträge, die bei der Verwaltungsgesellschaft, den Zahlstellen, den Vertriebsstellen oder der Depotbank nach 16:30 Uhr an einem Bewertungstag eintreffen, kommt der am übernächsten Bewertungstag ermittelte Ausgabepreis zur Anwendung.

7. Fondsanteile können bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, den Vertriebsstellen oder jeder Zahlstelle gezeichnet werden. Die Anteile werden unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft von der Depotbank zugeteilt und in entsprechender Höhe auf einem vom Zeichner anzugebenden Depot gutgeschrieben.

Artikel 6. - Beschränkungen der Ausgabe von Anteilen

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit aus eigenem Ermessen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Anteilen zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen oder Anteile gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, wenn dies im Interesse der Anteilinhaber, im öffentlichen Interesse, zum Schutz des Fonds bzw. des jeweiligen Teilfonds oder der Anteilinhaber erforderlich erscheint.

2. In diesem Fall wird die Depotbank auf nicht bereits ausgeführte Zeichnungsaufträge eingehende Zahlungen unverzüglich zurückerstatten.

Artikel 7. - Anteilwertberechnung

Der Wert eines Anteils (der «Anteilwert») lautet auf die im Sonderreglement des entsprechenden Teilfonds festgelegte Währung (die «Teilfondswährung»). Unbeschadet einer anderweitigen Regelung im Sonderreglement eines entsprechenden Teilfonds wird der Anteilwert von der Verwaltungsgesellschaft oder einem von ihr Beauftragten unter Aufsicht der Depotbank an jedem Bewertungstag, berechnet. Die Berechnung für jede Anteilsklasse erfolgt durch Teilung des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens des jeweiligen Teilfonds durch die Zahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Anteile jeder Klasse an diesem Teilfonds. Soweit in Jahres- und Halbjahresberichten sowie sonstigen Finanzstatistiken aufgrund gesetzlicher Vorschriften oder gemäß den Regelungen des Allgemeinen Verwaltungsreglements Auskunft über die Situation des Fondsvermögens des Fonds insgesamt gegeben werden muß, werden die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds in die Referenzwährung umgerechnet. Das Vermögen jedes Teilfonds wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

1. Investmentanteile werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet.

2. Die flüssigen Mittel werden zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

3. Geldmarktpapiere bzw. Wertpapiere, die an einer Börse amtlich notiert sind, werden zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet.

4. Geldmarktpapiere bzw. Wertpapiere, die nicht an einer Börse notiert sind, die aber auf einem anderen geregelten, anerkannten, für das Publikum offenen und ordnungsgemäß funktionierenden Markt gehandelt werden, werden zu dem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Verwaltungsgesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Geldmarktpapiere bzw. Wertpapiere verkauft werden können.

5. Geldmarktpapiere bzw. Wertpapiere, die weder an einer Börse amtlich notiert, noch auf einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zu ihrem jeweiligen Verkehrswert, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewerteten Regeln festlegt, bewertet.

6. Festgelder können zum Renditekurs bewertet werden, sofern ein entsprechender Vertrag zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank geschlossen wurde, gemäß dem die Festgelder jederzeit kündbar sind und der Renditekurs dem Realisierungswert entspricht.

7. Optionen werden grundsätzlich zu den letzten verfügbaren Börsenkursen bzw. Maklerpreisen bewertet. Sofern ein Bewertungstag gleichzeitig Abrechnungstag einer Option ist, erfolgt die Bewertung der entsprechenden Option zu ihrem jeweiligen Schlußabrechnungspreis («settlement price»).

8. Die auf Geldmarktpapiere bzw. Wertpapiere entfallenden anteiligen Zinsen werden mit einbezogen, soweit sie nicht bereits im Kurswert enthalten sind.

9. Alle anderen Vermögenswerte werden zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewerteten Regeln festgelegt hat.

10. Alle nicht auf die jeweilige Teilfondswährung lautenden Vermögenswerte werden zum letzten Devisenmittelkurs in die Teilfondswährung umgerechnet.

Artikel 8. - Einstellung der Berechnung des Anteilwertes

1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Anteilwertes zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilinhaber gerechtfertigt ist, insbesondere:

a) während der Zeit, in der die Anteilwertberechnung von Zielfonds, in welchen ein wesentlicher Teil des Fondsvermögens des betreffenden Teilfonds angelegt ist, ausgesetzt ist, oder wenn eine Börse oder ein anderer geregelter Markt, an/auf welcher(m) ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte notiert oder gehandelt werden, aus anderen Gründen als gesetzlichen oder Bankfeiertagen, geschlossen ist

b) in Notlagen, wenn die Verwaltungsgesellschaft über Fondsanlagen nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Anteilwertes ordnungsgemäß durchzuführen.

2. Die Verwaltungsgesellschaft wird die Aussetzung bzw. Wiederaufnahme der Anteilwertberechnung unverzüglich in mindestens einer Tageszeitung in den Ländern veröffentlichen, in denen die Anteile vertrieben werden. Zusätzlich werden Anleger, welche einen Rücknahme- oder Umtauschvertrag gestellt haben, von einer Einstellung der Anteilwertberechnung unverzüglich benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Anteilwertberechnung unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt.

3. Jeder Antrag für die Zeichnung, die Rücknahme oder den Umtausch kann im Fall einer Aussetzung der Berechnung des Anteilwertes vom Anteilinhaber bis zum Zeitpunkt der Veröffentlichung der Wiederaufnahme der Anteilwertberechnung widerrufen werden.

Artikel 9. - Rücknahme und Umtausch von Anteilen

1. Die Anteilinhaber sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Anteile zum Anteilwert zu verlangen. Diese Rücknahme erfolgt zum Anteilwert gemäß Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements (Rücknahmepreis) und nur an einem Bewertungstag im Sinne von Artikel 5 Nr. 5 des Allgemeinen Verwaltungsreglements. Die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgt unverzüglich nach dem entsprechenden Bewertungstag, spätestens aber innerhalb von drei Bankarbeitstagen in Luxemburg nach dem entsprechenden Bewertungstag bzw. spätestens innerhalb von sieben Kalendertagen nach Eingang des vollständigen Rücknahmeantrages bei der Verwaltungsgesellschaft, den Zahlstellen, den Vertriebsstellen oder der Depotbank.

2. Für alle Rücknahmeaufträge, die bei der Verwaltungsgesellschaft, den Zahlstellen, den Vertriebsstellen oder der Depotbank zwischen 9 und 16:30 Uhr an einem Bewertungstag eintreffen, gilt der am darauffolgenden Bewertungstag ermittelte Rücknahmepreis je Anteil. Für alle Rücknahmeaufträge, die bei der Verwaltungsgesellschaft, den Zahlstellen, den Vertriebsstellen oder der Depotbank nach 16:30 Uhr eintreffen, gilt der am übernächsten Bewertungstag ermittelte Rücknahmepreis.

3. Die Verwaltungsgesellschaft ist nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank berechtigt, erhebliche Rücknahmen erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds ohne Verzögerung verkauft wurden. Entsprechendes gilt für Anträge auf Umtausch von Anteilen. Die Verwaltungsgesellschaft achtet aber darauf, daß dem jeweiligen Netto-Teilfondsvermögen ausreichende flüssige Mittel zur Verfügung stehen, damit eine Rücknahme von Anteilen auf Antrag von Anteilinhabern unter normalen Umständen unverzüglich erfolgen kann.

4. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, die Rücknahme von Anteilen wegen einer Einstellung der Anteilwertberechnung gemäß Art. 8 des Allgemeinen Verwaltungsreglement zeitweilig einzustellen; entsprechendes gilt für den Umtausch von Anteilen.

5. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften oder andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände, die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

6. Die Verwaltungsgesellschaft kann Anteile einseitig gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Anteilinhaber oder zum Schutz der Verwaltungsgesellschaft oder des Fonds oder eines Teilfonds erforderlich erscheint.

7. Der Anteilinhaber kann seine Anteile ganz oder teilweise in Anteile eines anderen Teilfonds umtauschen. Der Umtausch sämtlicher Anteile oder eines Teils derselben erfolgt auf der Grundlage des jeweils gültigen Anteilwertes des betreffenden Teilfonds unter Berücksichtigung einer Umtauschprovision. Die maximale Umtauschprovision, die zugunsten der Vertriebsstelle erhoben werden kann, entspricht der Differenz zwischen dem Höchstbetrag des Ausgabeaufschlages, der im Zusammenhang mit der Ausgabe von Anteilen des Teilfonds erhoben werden kann, und dem Ausgabeaufschlag, der vom Anteilinhaber im Zusammenhang mit der Zeichnung der umzutauschenden Anteile gezahlt wurde, mindestens jedoch 0.5% vom Anteilwert der zu zeichnenden Anteile. Falls für einen Teilfonds keine Umtauschprovision erhoben wird, wird dies im jeweiligen Anhang zum Verkaufsprospekt erwähnt.

Sofern unterschiedliche Anteilklassen innerhalb eines Teilfonds angeboten werden, ist auch ein Umtausch von Anteilen einer Anteilkategorie in Anteile einer anderen Anteilkategorie innerhalb des Teilfonds möglich. In diesem Falle wird keine Umtauschprovision erhoben.

8. Für alle Umtauschaufträge, die bei der Verwaltungsgesellschaft, den Zahlstellen, den Vertriebsstellen oder der Depotbank zwischen 9 und 16:30 Uhr an einem Bewertungstag eintreffen, gilt der am darauffolgenden Bewertungstag ermittelte Anteilwert. Für alle Umtauschaufträge, die bei der Verwaltungsgesellschaft, den Zahlstellen, den Vertriebsstellen oder der Depotbank nach 16:30 Uhr eintreffen, gilt der am übernächsten Bewertungstag ermittelte Anteilwert.

9. Fondsanteile können bei der Verwaltungsgesellschaft, den Zahlstellen, den Vertriebsstellen oder der Depotbank zurückgegeben bzw. umgetauscht werden.

Artikel 10. - Rechnungsjahr - Abschlußprüfung

1. Das Rechnungsjahr des Fonds beginnt am 1. Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember. Das erste Rechnungsjahr beginnt mit Gründung des Fonds und endet am 31. Dezember 2003. Ein erster geprüfter Bericht wird zum 31. Dezember 2002 erstellt werden.

2. Die Jahresabschlüsse des Fonds werden von einem Wirtschaftsprüfer kontrolliert, der von der Verwaltungsgesellschaft ernannt wird.

Artikel 11. - Verwendung der Erträge

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann die in einem Teilfonds erwirtschafteten Erträge an die Anteilhaber dieses Teilfonds ausschütten oder diese Erträge in dem jeweiligen Teilfonds thesaurieren. Dies findet Erwähnung im Sonderreglement des entsprechenden Teilfonds sowie im jeweiligen Anhang zum Verkaufsprospekt.

2. Zur Ausschüttung können die ordentlichen Nettoerträge sowie realisierte Kursgewinne kommen. Ferner können die nicht realisierten Kursgewinne sowie sonstige Aktiva zur Ausschüttung gelangen, sofern das Netto-Teilfondsvermögen des Fonds insgesamt aufgrund der Ausschüttung nicht unter die Mindestgrenze gemäß Artikel 1 Nr. 4 des Allgemeinen Verwaltungsreglements sinkt.

3. Ausschüttungen werden auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Anteile ausgezahlt. Ausschüttungen können ganz oder teilweise in Form von Gratisanteilen vorgenommen werden. Eventuell verbleibende Bruchteile können bar ausbezahlt werden. Erträge, die fünf Jahre nach Veröffentlichung einer Ausschüttungserklärung nicht abgefordert wurden, verfallen zugunsten des jeweiligen Teilfonds.

4. Ausschüttungsberechtigt sind im Falle der Bildung von Anteilklassen gemäß Artikel 5 Nr. 3 des Allgemeinen Verwaltungsreglements ausschließlich die Anteile der Anteilklasse A des jeweiligen Teilfonds.

Artikel 12. - Kosten

Neben den im Sonderreglement des entsprechenden Teilfonds festgelegten Kosten trägt jeder Teilfonds folgende Kosten, soweit sie im Zusammenhang mit seinem Vermögen entstehen:

1. Für die Verwaltung des jeweiligen Teilfonds erhebt die Verwaltungsgesellschaft ein Entgelt, dessen maximale Höhe im jeweiligen Sonderreglement festgelegt ist und das 2,5% p.a. nicht übersteigt. Daneben erhält die Verwaltungsgesellschaft eine erfolgsabhängige Gebühr entsprechend den Bedingungen des jeweiligen Sonderreglements. Neben der Vergütung der Verwaltungsgesellschaft für die Verwaltung der Teilfonds wird dem jeweiligen Teilfondsvermögen eine Verwaltungsvergütung für die in ihm enthaltenen Zielfonds berechnet, die 2,5% p.a. nicht übersteigt. Erwirbt der jeweilige Teilfonds Anteile anderer OGAW und/oder sonstiger anderer OGA, die unmittelbar oder aufgrund einer Übertragung von der derselben Verwaltungsgesellschaft oder von einer Gesellschaft verwaltet werden, die mit der Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, so darf die Verwaltungsgesellschaft oder die andere Gesellschaft für die Zeichnung oder die Rücknahme von Anteilen dieser anderen OGAW und/oder OGA durch den jeweiligen Teilfonds keine Gebühren berechnen. Soweit ein Teilfonds jedoch in Zielfonds anlegt, die von anderen Gesellschaften aufgelegt und/oder verwaltet werden, sind gegebenenfalls der jeweilige Ausgabeaufschlag bzw. eventuelle Rücknahmegebühren zu berücksichtigen. Im übrigen ist zu berücksichtigen, daß zusätzlich zu den Kosten, die dem Teilfondsvermögen gemäß den Bestimmungen dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements, des Sonderreglements und des Verkaufsprospektes (nebst Anhängen) belastet werden, Kosten für das Management und die Verwaltung der Zielfonds, in welchen der Teilfonds anlegt sowie die Depotbankvergütung, die Kosten der Wirtschaftsprüfer, Steuern sowie sonstige Kosten und Gebühren, auf das Fondsvermögen dieser Zielfonds anfallen werden und somit eine Mehrfachbelastung mit gleichartigen Kosten entstehen kann.

2. Das Entgelt der Depotbank, dessen maximale Höhe im jeweiligen Sonderreglement für den betreffenden Teilfonds aufgeführt wird, sowie deren Bearbeitungsgebühren und banküblichen Spesen.

3. Das Entgelt der Zentralverwaltungsstelle, dessen maximale Höhe im jeweiligen Sonderreglement für den betreffenden Teilfonds aufgeführt wird.

4. Sämtliche Kosten werden zunächst dem laufenden Einkommen und den Kapitalgewinnen sowie zuletzt dem jeweiligen Teilfondsvermögen angerechnet.

5. Die Verwaltungsgesellschaft kann dem jeweiligen Teilfonds außerdem folgende Kosten belasten:

a) die im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Vermögensgegenständen anfallenden Kosten mit Ausnahme von Ausgabeaufschlägen und Rücknahmeabschlägen bei Anteilen von Zielfonds, die unmittelbar oder aufgrund einer Übertragung von der derselben Verwaltungsgesellschaft oder von einer Gesellschaft verwaltet werden, die mit der Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist. Diese Beschränkung ist ebenfalls in den Fällen anwendbar, in denen ein Teilfonds Anteile einer Investmentgesellschaft erwirbt, mit der er im Sinne des vorhergehenden Satzes verbunden ist.

b) Steuern, die auf das Teilfondsvermögen, dessen Einkommen und die Auslagen zu Lasten des jeweiligen Teilfonds erhoben werden

c) Kosten für Rechtsberatung, die der Verwaltungsgesellschaft oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Anteilhaber des jeweiligen Teilfonds handeln

d) Kosten des Wirtschaftsprüfers

e) Kosten der Vorbereitung und Erstellung sowie der Hinterlegung und Veröffentlichung dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements, des jeweiligen Sonderreglements sowie anderer Dokumente, die den jeweiligen Teilfonds betreffen, einschließlich Anmeldungen zur Registrierung, Verkaufsprospekte (nebst Anhängen) oder schriftliche Erläuterungen bei sämtlichen Aufsichtsbehörden und Börsen (einschließlich örtlichen Wertpapierhändlervereinigungen), die im Zusammenhang mit dem jeweiligen Teilfonds oder dem Anbieten der Anteile vorgenommen/erstellt werden müssen, die Druck- und Vertriebskosten der Jahres- und Halbjahresberichte für die Anteilhaber in allen notwendigen Sprachen

sowie Druck- und Vertriebskosten sämtlicher weiterer Berichte und Dokumente, die gemäß den anwendbaren Gesetzen oder Verordnungen der genannten Behörden notwendig sind, die Gebühren an die jeweiligen Repräsentanten im Ausland sowie sämtliche Verwaltungsgebühren

f) die banküblichen Gebühren gegebenenfalls einschließlich der banküblichen Kosten für die Verwahrung ausländischer Investmentanteile, Wertpapiere und Geldmarktinstrumente im Ausland

g) Kosten für die Werbung und solche, die unmittelbar im Zusammenhang mit dem Anbieten und dem Verkauf von Anteilen anfallen

h) Kosten der für die Anteilinhaber bestimmten Veröffentlichungen

i) Kosten für die Gründung des Fonds und die Erstausgabe von Anteilen.

Die Kosten für die Gründung des Fonds und die Erstausgabe von Anteilen werden auf maximal 100.000 Euro geschätzt und werden dem Fondsvermögen der bei der Gründung bestehenden Teilfonds belastet. Die Aufteilung der Gründungskosten sowie der o.g. Kosten, welche nicht ausschließlich im Zusammenhang mit dem Vermögen eines bestimmten Teilfonds stehen, erfolgt auf die jeweiligen Teilfondsvermögen pro rata durch die Verwaltungsgesellschaft. Kosten im Zusammenhang mit der Auflegung weiterer Teilfonds werden dem jeweiligen Teilfondsvermögen belastet, dem sie zuzurechnen sind.

Artikel 13. - Änderungen des Allgemeinen Verwaltungsreglements und der Sonderreglements

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Zustimmung der Depotbank das Allgemeine Verwaltungsreglement sowie jedes Sonderreglements jederzeit vollständig oder teilweise ändern.

2. Änderungen des Allgemeinen Verwaltungsreglements sowie der jeweiligen Sonderreglements werden beim Handelsregister des Bezirksgerichtes Luxemburg hinterlegt und im Mémorial veröffentlicht und treten, sofern nichts anderes bestimmt ist, am Tag der Unterzeichnung in Kraft.

Artikel 14. - Veröffentlichungen

1. Ausgabe- und Rücknahmepreise sowie alle sonstigen Informationen können bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, jeder Zahlstelle und jeder Vertriebsstelle erfragt werden. Sie werden außerdem in mindestens einer überregionalen Tageszeitung eines jeden Vertriebslandes veröffentlicht.

2. Die Verwaltungsgesellschaft erstellt für den Fonds einen geprüften Jahresbericht sowie einen Halbjahresbericht entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Großherzogtum Luxemburg.

3. Verkaufsprospekt (einschließlich Anhängen), Allgemeines Verwaltungsreglement, die Sonderreglements sowie Jahres- und Halbjahresbericht des Fonds sind für die Anteilinhaber am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, bei jeder Zahlstelle und jeder Vertriebsstelle erhältlich. Der jeweils gültige Depotbankvertrag, der Zentralverwaltungs-, Register- und Transferstellenvertrag sowie die Satzung der Verwaltungsgesellschaft können bei der Verwaltungsgesellschaft, bei den Zahlstellen und bei den Vertriebsstellen an deren jeweiligen Hauptsitz eingesehen werden.

Artikel 15. - Auflösung des Fonds

1. Der Fonds ist auf unbestimmte Zeit errichtet. Unbeschadet dieser Regelung können der Fonds bzw. ein oder mehrere Teilfonds jederzeit durch die Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden.

2. Die Auflösung des Fonds erfolgt zwingend in folgenden Fällen:

a) wenn die Depotbankbestellung gekündigt wird, ohne daß eine neue Depotbankbestellung innerhalb der gesetzlichen oder vertraglichen Fristen erfolgt

b) wenn über die Verwaltungsgesellschaft das Konkursverfahren eröffnet wird oder die Verwaltungsgesellschaft liquidiert wird

c) wenn das Fondsvermögen während mehr als sechs Monaten unter einem Viertel der Mindestgrenze gemäß Artikel 1 Nr. 4 des Allgemeinen Verwaltungsreglements bleibt

d) in anderen, im Gesetz vom 20. Dezember 2002 vorgesehenen Fällen.

3. Wenn ein Tatbestand eintritt, der zur vorzeitigen Auflösung des Fonds bzw. eines Teilfonds führt, werden die Ausgabe und der Rückkauf von Anteilen eingestellt. Die Depotbank wird den Liquidationserlös, abzüglich der Liquidationskosten und Honorare, auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder gegebenenfalls der von derselben oder von der Depotbank im Einvernehmen mit der Aufsichtsbehörde ernannten Liquidatoren unter den Anteilinhabern des jeweiligen Teilfonds nach deren Anspruch verteilen. Nettoliquidationserlöse, die nicht zum Abschluß des Liquidationsverfahrens von Anteilinhabern eingezogen worden sind, werden von der Depotbank nach Abschluß des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Anteilinhaber bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert werden.

4. Die Anteilinhaber, deren Erben, Gläubiger oder Rechtsnachfolger können weder die vorzeitige Auflösung noch die Teilung des Fonds oder eines Teilfonds beantragen.

5. Die Auflösung des Fonds oder eines Teilfonds gemäß Artikel 15 wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen von der Verwaltungsgesellschaft im Mémorial und in mindestens drei überregionalen Tageszeitungen, von denen eine eine Luxemburger Zeitung ist, veröffentlicht.

Artikel 16. - Verschmelzung von Fonds und von Teilfonds

Die Verwaltungsgesellschaft kann durch Beschluß des Verwaltungsrates gemäß nachfolgender Bedingungen beschließen, den Fonds oder einen Teilfonds in einen anderen Fonds, der von derselben Verwaltungsgesellschaft verwaltet wird oder der von einer anderen Verwaltungsgesellschaft verwaltet wird, einzubringen. Die Verschmelzung kann in folgenden Fällen beschlossen werden:

- Sofern das Netto-Vermögen des Fonds oder Teilfonds an einem Bewertungstag unter einen Betrag gefallen ist, welcher als Mindestbetrag erscheint, um den Fonds bzw. den Teilfonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise verwalten zu können. Die Verwaltungsgesellschaft hat diesen Mindestbetrag auf EUR 2 Mio. festgesetzt.

- Sofern es wegen einer wesentlichen Änderung im wirtschaftlichen oder politischen Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität nicht als wirtschaftlich sinnvoll erscheint, den Fonds oder Teilfonds zu verwalten.

Eine solche Verschmelzung ist nur insofern vollziehbar als die Anlagepolitik des einzubringenden Fonds oder Teilfonds nicht gegen die Anlagepolitik des aufnehmenden Fonds verstößt.

Die Durchführung der Verschmelzung vollzieht sich wie eine Auflösung des einzubringenden Fonds oder Teilfonds und eine gleichzeitige Übernahme sämtlicher Vermögensgegenstände durch den aufnehmenden Fonds.

Der Beschluß der Verwaltungsgesellschaft zur Verschmelzung von Fonds oder Teilfonds wird jeweils in einer von der Verwaltungsgesellschaft bestimmten Zeitung jener Länder, in denen die Anteile des einzubringenden Fonds oder Teilfonds vertrieben werden, veröffentlicht.

Die Anteilinhaber des einzubringenden Fonds oder Teilfonds haben während 1 Monats das Recht, ohne Kosten die Rücknahme aller oder eines Teils ihrer Anteile zum einschlägigen Anteilwert nach dem Verfahren, wie es in Artikel 9 des Allgemeinen Verwaltungsreglements beschrieben ist, zu verlangen. Die Anteile der Anteilinhaber, welche die Rücknahme ihrer Anteile nicht verlangt haben, werden auf der Grundlage der Anteilwerte an dem Tag des Inkrafttretens der Verschmelzung durch Anteile des aufnehmenden Fonds ersetzt. Gegebenenfalls erhalten die Anteilinhaber einen Spitzenausgleich.

Der Beschluß, einen Fonds oder einen Teilfonds mit einem ausländischen Fonds zu verschmelzen, obliegt der Versammlung der Anteilinhaber des einzubringenden Fonds oder Teilfonds. Die Einladung zu der Versammlung der Anteilinhaber des einzubringenden Fonds oder Teilfonds wird von der Verwaltungsgesellschaft zweimal in einem Abstand von mindestens acht Tagen und acht Tage vor der Versammlung in einer von der Verwaltungsgesellschaft bestimmten Zeitung jener Länder, in denen die Anteile des einzubringenden Fonds oder Teilfonds vertrieben werden, veröffentlicht. Der Beschluß zur Verschmelzung des Fonds mit einem ausländischen Fonds unterliegt einem Anwesenheitsquorum von 50% der im Umlauf befindlichen Anteilen und wird mit einer 2/3 Mehrheit der anwesenden oder der mittels einer Vollmacht vertretenen Anteile getroffen, wobei nur die Anteilinhaber an den Beschluß gebunden sind, die für die Verschmelzung gestimmt haben. Bei den Anteilhabern, die nicht an der Versammlung teilgenommen haben sowie bei allen Anteilhabern, die nicht für die Verschmelzung gestimmt haben, wird davon ausgegangen, daß sie ihre Anteile zum Rückkauf angeboten haben.

Die Verwaltungsgesellschaft kann gemäß vorstehender Bedingungen ebenfalls jederzeit beschließen, die Vermögenswerte eines Teilfonds einem anderen bestehenden Teilfonds des Fonds oder einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen oder einem anderen Teilfonds innerhalb eines solchen Organismus für gemeinsame Anlagen zuzuteilen und die Anteile als Anteile eines anderen Teilfonds (nach einer Aufteilung oder Konsolidierung, so erforderlich, und der Auszahlung der Anteilsbruchteile an die Anteilinhaber) neu zu bestimmen.

Artikel 17. - Verjährung

Forderungen der Anteilinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von 5 Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden; davon unberührt bleibt die in Artikel 15 Nr. 3 enthaltene Regelung.

Die Vorlegungsfrist für Ertragsscheine beträgt 5 Jahre ab Veröffentlichung der jeweiligen Ausschüttungserklärung. Ausschüttungsbeträge die nicht innerhalb dieser Frist geltend gemacht wurden verfallen zugunsten des Fonds.

Artikel 18. - Anwendbares Recht, Gerichtsstand und Vertragssprache

1. Das Allgemeine Verwaltungsreglement des Fonds sowie das jeweilige Sonderreglement des einzelnen Teilfonds unterliegt luxemburger Recht. Gleiches gilt für die Rechtsbeziehungen zwischen den Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank. Insbesondere gelten in Ergänzung zu den Regelungen des Allgemeinen Verwaltungsreglements die Vorschriften des Gesetzes vom 20. Dezember 2002. Das Allgemeine Verwaltungsreglement sowie die jeweiligen Sonderreglements sind bei dem Bezirksgericht in Luxemburg hinterlegt. Jeder Rechtsstreit zwischen Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegt der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Gerichtsbezirk Luxemburg im Großherzogtum Luxemburg. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und den Fonds der Gerichtsbarkeit und dem Recht jeden Vertriebslandes zu unterwerfen, soweit es sich um Ansprüche der Anleger handelt, die in dem betreffenden Land ansässig sind und im Hinblick auf Angelegenheiten, die sich auf den Fonds beziehen.

2. Der deutsche Wortlaut dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements ist maßgeblich. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können im Hinblick auf Anteile des Fonds, die an Anleger in dem jeweiligen Land verkauft wurden, für sich selbst und den Fonds Übersetzungen in Sprachen solcher Länder als verbindlich erklären, in welchen solche Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind.

Artikel 19. - Inkrafttreten

Das Allgemeine Verwaltungsreglement sowie jedes Sonderreglement treten am Tag der Unterzeichnung in Kraft, sofern nichts anderes bestimmt ist.

Luxemburg, den 18. Mai 2005.

SONDERREGLEMENT

GECAM ADVISER FUND - ABSOLUTE

Für den Teilfonds GECAM ADVISER FUND - ABSOLUTE (der «Teilfonds» oder «ABSOLUTE») gelten ergänzend bzw. abweichend zu dem Allgemeinen Verwaltungsreglement die Bestimmungen des nachstehenden Sonderreglements.

Artikel 1. - Anlagepolitik

Anlageziel des ABSOLUTE ist es, eine stetige positive Wertentwicklung vorwiegend durch die Anlage in internationalen Rentenfonds zu erreichen. Der ABSOLUTE darf vorübergehend auch in Geldmarktfonds investieren. Je nach Einschätzung der Marktlage kann das Teilfondsvermögen auch vollständig (maximal 100%) in einer dieser Fondskategorien angelegt werden. Darüber hinaus kann der Teilfonds sein Vermögen bis zu 10% in offene Grundstücks-, gemischte Wertpapier- und Grundstücks-Sondervermögen investieren; die Grenze von 10% des Teilfondsvermögens umfasst auch Investments in nicht notierte Wertpapiere und Geldmarktinstrumente. Die Verwaltungsgebühren der vom Teilfonds erworbenen Sondervermögen betragen maximal 2% p.a. Bei den erworbenen Fondsanteilen wird es sich ausschließlich um solche handeln, die unter dem Recht eines EU-Mitgliedstaates, der Schweiz, USA, Hongkong, Kanada, Japan und Norwegen aufgelegt wurden.

Ferner kann der Teilfonds sein Vermögen investieren in börsennotierte oder an einem anderen geregelten Markt, der regelmässig stattfindet, anerkannt und der Öffentlichkeit zugänglich ist, gehandelte Aktien, Aktienindex- und Aktienbasket-Zertifikate, Geldmarktinstrumente sowie in Anleihen aller Art von in- und ausländischen Ausstellern - inklusive Nullkuponanleihen und variabel verzinsliche Wertpapiere sowie Wandel- und Optionsanleihen, deren Optionsscheine auf Wertpapiere lauten. In geringerem Umfang sind auch Investitionen in Optionsscheine auf Wertpapiere möglich.

Innerhalb der gesetzlich zulässigen Grenzen kann der Teilfonds flüssige Mittel und Festgelder halten.

Im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen und Einschränkungen ist der Erwerb oder die Veräußerung von Optionen, Futures und der Abschluß sonstiger Termingeschäfte sowohl zur Absicherung gegen mögliche Kursrückgänge auf den Kapitalmärkten als auch zur Renditeoptimierung gestattet. Mit dem Einsatz von Derivaten können aufgrund der Hebelwirkung erhöhte Risiken verbunden sein.

Artikel 2. - Teilfondswährung

1. Die Teilfondswährung, in welcher für den Teilfonds der Inventarwert, der Ausgabepreis und der Rücknahmepreis berechnet werden, ist der Euro.

2. Gemäß Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements ist der Ausgabepreis der Anteilwert des entsprechenden Bewertungstages zuzüglich eines Ausgabeaufschlags von bis zu 5,5% davon.

3. Rücknahmepreis ist der Anteilwert gemäß Artikel 9 in Verbindung mit Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements.

Artikel 3. - Kosten

1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, aus dem Teilfondsvermögen ein Entgelt von 1,25% p.a. zu erhalten, das monatlich nachträglich auf das durchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Monats zu berechnen und auszuführen ist.

2. Die Depotbank und Zentralverwaltung erhält aus dem Vermögen des Teilfonds:

a) Ein Entgelt für die Tätigkeit als Depotbank und Zentralverwaltungsstelle von bis zu 0,19% p.a. des Netto-Teilfondsvermögens mit einer Grundgebühr von EUR 25.000 p.a. Die Vergütung der Depotbank- und Zentralverwaltung ist quartalsweise auf das durchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen zu berechnen und quartalsweise nachträglich auszuführen.

b) Eine Bearbeitungsgebühr für die Tätigkeit als Depotbank von bis zu EUR 100 pro Wertpapiertransaktion.

Artikel 4. - Ausschüttungspolitik

Es werden Anteile der Klasse B ausgegeben, die keine Ausschüttung vornehmen, sondern die Erträge thesaurieren.

Artikel 5. - Dauer des Teilfonds

Der Teilfonds ist auf unbestimmte Zeit aufgelegt.

Artikel 6. - Inkrafttreten

Das Sonderreglement des Teilfonds ist am 5. September 2002 in Kraft getreten und wurde am 28. September 2002 im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial»), dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg, veröffentlicht. Änderungen des Sonderreglements sind letztmals am 18. Mai 2005 in Kraft getreten und wurden am 2. Juni 2005 im Mémorial veröffentlicht.

Luxemburg, den 18. Mai 2005.

SONDERREGLEMENT

GECAM ADVISER FUND - GLOBAL BALANCED

Für den Teilfonds GECAM ADVISER FUND - GLOBAL BALANCED (der «Teilfonds» oder «GLOBAL BALANCED») gelten ergänzend bzw. abweichend zu dem Allgemeinen Verwaltungsreglement die Bestimmungen des nachstehenden Sonderreglements.

Artikel 1. - Anlagepolitik

Der GLOBAL BALANCED strebt als Anlageziel einen möglichst hohen Wertzuwachs in Euro an. Für den GLOBAL BALANCED werden Anteile an Aktien-, Rentenfonds erworben. Renditechancen der Aktienanlage werden mit dem moderaten Risiko der Rentenanlagen kombiniert. Kurzfristig dürfen auch Geldmarktfonds erworben werden. Je nach Einschätzung der Marktlage kann das Teilfondsvermögen auch vollständig (maximal 100%) in einer der vorgenannten Fondskategorien angelegt werden. Der Teilfonds kann sein Vermögen bis zu 10% in offene Grundstücks-, gemischte Wertpapier- und Grundstücks-Sondervermögen investieren; die Grenze von 10% des Teilfondsvermögens umfasst auch Investments in nicht notierte Wertpapiere und Geldmarktinstrumente. Die Verwaltungsgebühren der vom Teilfonds erworbenen Sondervermögen betragen maximal 2,5% p.a. Bei den erworbenen Fondsanteilen wird es sich ausschließlich

um solche handeln, die unter dem Recht eines EU-Mitgliedstaates, der Schweiz, USA, Hongkong, Kanada, Japan und Norwegen aufgelegt wurden.

Ferner kann der Teilfonds sein Vermögen investieren in börsennotierte oder an einem anderen geregelten Markt, der regelmässig stattfindet, anerkannt und der Öffentlichkeit zugänglich ist, gehandelte Aktien, Aktienindex- und Aktienbasket-Zertifikate, Geldmarktinstrumente sowie in Anleihen aller Art von in- und ausländischen Ausstellern - inklusive Nullkuponanleihen und variabel verzinsliche Wertpapiere sowie Wandel- und Optionsanleihen, deren Optionsscheine auf Wertpapiere lauten. In geringerem Umfang sind auch Investitionen in Optionsscheine auf Wertpapiere möglich.

Innerhalb der gesetzlich zulässigen Grenzen kann der Teilfonds flüssige Mittel und Festgelder halten.

Im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen und Einschränkungen ist der Erwerb oder die Veräußerung von Optionen, Futures und der Abschluß sonstiger Termingeschäfte sowohl zur Absicherung gegen mögliche Kursrückgänge auf den Kapitalmärkten als auch zur Renditeoptimierung gestattet. Mit dem Einsatz von Derivaten können aufgrund der Hebelwirkung erhöhte Risiken verbunden sein.

Artikel 2. - Teilfondswährung

1. Die Teilfondswährung, in welcher für den Teilfonds der Inventarwert, der Ausgabepreis und der Rücknahmepreis berechnet werden, ist der Euro.

2. Gemäß Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements ist der Ausgabepreis der Anteilwert des entsprechenden Bewertungstages zuzüglich eines Ausgabe-aufschlags von bis zu 5,5% davon.

3. Rücknahmepreis ist der Anteilwert gemäß Artikel 9 in Verbindung mit Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements.

Artikel 3. - Kosten

1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, aus dem Teilfondsvermögen ein Entgelt von 1,65% p.a. zu erhalten, das monatlich nachträglich auf das durchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Monats zu berechnen und auszahlen ist. Ferner erhält die Verwaltungsgesellschaft ein erfolgsabhängiges Entgelt von 5% p.a. des Wertzuwachses des Anteilwertes, das anteilig auf das durchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Geschäftsjahres zu berechnen und am Geschäftsjahresende auszahlen ist; etwaige Wertminderungen und Verluste in einem Geschäftsjahr werden auf das kommende Geschäftsjahr vorgetragen, und ein Erfolgshonorar fällt erst an, wenn diese vollständig ausgeglichen sind.

2. Die Depotbank und Zentralverwaltung erhält aus dem Vermögen des Teilfonds:

a) Ein Entgelt für die Tätigkeit als Depotbank und Zentralverwaltungsstelle von bis zu 0,19% p.a. des Netto-Teilfondsvermögens mit einer Grundgebühr von EUR 25.000 p.a. Die Vergütung der Depotbank- und Zentralverwaltung ist quartalsweise auf das durchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen zu berechnen und quartalsweise nachträglich auszahlen.

b) Eine Bearbeitungsgebühr für die Tätigkeit als Depotbank von bis zu EUR 100 pro Wertpapiertransaktion.

Artikel 4. - Ausschüttungspolitik

Es werden Anteile der Klasse B ausgegeben, die keine Ausschüttung vornehmen, sondern die Erträge thesaurieren.

Artikel 5. - Dauer des Teilfonds

Der Teilfonds ist auf unbestimmte Zeit aufgelegt.

Artikel 6 - Inkrafttreten

Das Sonderreglement des Teilfonds ist am 5. September 2002 in Kraft getreten und wurde am 28. September 2002 im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial»), dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg, veröffentlicht. Änderungen des Sonderreglements sind letztmals am 18. Mai 2005 in Kraft getreten und werden am 2. Juni 2005 im Mémorial veröffentlicht.

Luxemburg, den 18. Mai 2005.

SONDEREGLEMENT

GECAM ADVISER FUND - ABSOLUTE DYNAMIC

Für den Teilfonds GECAM ADVISER FUND - ABSOLUTE DYNAMIC (der «Teilfonds» oder «ABSOLUTE DYNAMIC») gelten ergänzend bzw. abweichend zu dem Allgemeinen Verwaltungsreglement die Bestimmungen des nachstehenden Sonderreglements.

Artikel 1. - Anlagepolitik

Der ABSOLUTE DYNAMIC strebt als Anlageziel einen möglichst hohen Wertzuwachs in Euro an. Der ABSOLUTE DYNAMIC investiert weltweit vorwiegend (in der Regel mindestens 51%) in Anteile von Fonds, die in festverzinslichen Wertpapieren einschl. sog. «High Yield Bonds» anlegen. Durch die internationale Streuung in verschiedene Währungen sollen die Renditechancen erhöht werden. Kurzfristig dürfen auch Geldmarktfonds erworben werden. Je nach Einschätzung der Marktlage kann das Teilfondsvermögen auch vorübergehend vollständig (maximal 100%) in einer der vorgenannten Fondskategorien angelegt werden. Darüber hinaus kann der Teilfonds sein Vermögen bis zu 10% in offene Grundstücks-, gemischte Wertpapier- und Grundstücks-Sondervermögen investieren; die Grenze von 10% des Teilfondsvermögens umfasst auch Investments in nicht notierte Wertpapiere und Geldmarktinstrumente. Die Verwaltungsgebühren der vom Teilfonds erworbenen Sondervermögen betragen maximal 2% p.a. Bei den erworbenen Fondsanteilen wird es sich ausschließlich um solche handeln, die unter dem Recht eines EU-Mitgliedstaates, der Schweiz, USA, Hongkong, Kanada, Japan und Norwegen aufgelegt wurden.

Ferner kann der Teilfonds sein Vermögen investieren in börsennotierte oder an einem anderen geregelten Markt, der regelmässig stattfindet, anerkannt und der Öffentlichkeit zugänglich ist, gehandelte Aktien, Aktienindex- und Akti-

enbasket-Zertifikate, Geldmarktinstrumente sowie in Anleihen aller Art von in- und ausländischen Ausstellern - inklusive Nullkuponanleihen und variabel verzinsliche Wertpapiere sowie Wandel- und Optionsanleihen, deren Optionsscheine auf Wertpapiere lauten. In geringerem Umfang sind auch Investitionen in Optionsscheine auf Wertpapiere möglich.

Innerhalb der gesetzlich zulässigen Grenzen kann der Teilfonds flüssige Mittel und Festgelder halten.

Im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen und Einschränkungen ist der Erwerb oder die Veräußerung von Optionen, Futures und der Abschluß sonstiger Termingeschäfte sowohl zur Absicherung gegen mögliche Kursrückgänge auf den Kapitalmärkten als auch zur Renditeoptimierung gestattet. Mit dem Einsatz von Derivaten können aufgrund der Hebelwirkung erhöhte Risiken verbunden sein.

Artikel 2. - Teilfondswährung

1. Die Teilfondswährung, in welcher für den Teilfonds der Inventarwert, der Ausgabepreis und der Rücknahmepreis berechnet werden, ist der Euro.

2. Gemäß Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements ist der Ausgabepreis der Anteilwert des entsprechenden Bewertungstages zuzüglich eines Ausgabe-aufschlags von bis zu 5,5% davon.

3. Rücknahmepreis ist der Anteilwert gemäß Artikel 9 in Verbindung mit Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements.

Artikel 3. - Kosten

1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, aus dem Teilfondsvermögen ein Entgelt von 1,65% p.a. zu erhalten, das monatlich nachträglich auf das durchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Monats zu berechnen und auszuzahlen ist. Ferner erhält die Verwaltungsgesellschaft ein erfolgsabhängiges Entgelt von 5% p.a. des Wertzuwachses des Anteilwertes, das anteilig auf das durchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Geschäftsjahres zu berechnen und am Geschäftsjahresende auszuzahlen ist; etwaige Wertminderungen und Verluste in einem Geschäftsjahr werden auf das kommende Geschäftsjahr vorgetragen, und ein Erfolgshonorar fällt erst an, wenn diese vollständig ausgeglichen sind.

2. Die Depotbank und Zentralverwaltung erhält aus dem Vermögen des Teilfonds:

a) Ein Entgelt für die Tätigkeit als Depotbank und Zentralverwaltungsstelle von bis zu 0,19% p.a. des Netto-Teilfondsvermögens mit einer Grundgebühr von EUR 25.000 p.a. Die Vergütung der Depotbank- und Zentralverwaltung ist quartalsweise auf das durchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen zu berechnen und quartalsweise nachträglich auszuzahlen.

b) Eine Bearbeitungsgebühr für die Tätigkeit als Depotbank von bis zu EUR 100 pro Wertpapiertransaktion.

Artikel 4. - Ausschüttungspolitik

Es werden Anteile der Klasse B ausgegeben, die keine Ausschüttung vornehmen, sondern die Erträge thesaurieren.

Artikel 5. - Dauer des Teilfonds

Der Teilfonds ist auf unbestimmte Zeit aufgelegt.

Artikel 6. - Inkrafttreten

Das Sonderreglement des Teilfonds ist am 5. September 2002 in Kraft getreten und wurde am 28. September 2002 im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial»), dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg, veröffentlicht. Änderungen des Sonderreglements sind letztmals am 18. Mai 2005 in Kraft getreten und werden am 2. Juni 2005 im Mémorial veröffentlicht.

Luxemburg, den 18. Mai 2005.

SONDERREGLEMENT

GECAM ADVISER FUND - GLOBAL VALUE

Für den Teilfonds GECAM ADVISER FUND - GLOBAL VALUE (der «Teilfonds» oder «GLOBAL VALUE») gelten ergänzend bzw. abweichend zu dem Allgemeinen Verwaltungsreglement die Bestimmungen des nachstehenden Sonderreglements.

Artikel 1. - Anlagepolitik

Der GLOBAL VALUE strebt als Anlageziel einen möglichst hohen Wertzuwachs in Euro an. Für den GLOBAL VALUE werden Anteile an Aktien-, und Rentenfonds erworben. Renditechancen der Aktienanlage werden mit dem moderaten Risiko der Rentenanlagen kombiniert. Kurzfristig dürfen auch Geldmarktfonds (bis zu maximal 100%) erworben werden. Je nach Einschätzung der Marktlage kann das Teilfondsvermögen bis zu maximal 70% in Aktienfonds und bis zu maximal 100% in Rentenfonds angelegt werden. Dabei kann der Teilfonds sein Vermögen bis zu 10% in offene Grundstücks-, gemischte Wertpapier- und Grundstücks-Sondervermögen investieren; die Grenze von 10% des Teilfondsvermögens umfasst auch Investments in nicht notierte Wertpapiere und Geldmarktinstrumente. Die Verwaltungsgebühren der vom Teilfonds erworbenen Sondervermögen betragen maximal 2,5% p.a. Bei den erworbenen Fondsanteilen wird es sich ausschließlich um solche handeln, die unter dem Recht eines EU-Mitgliedstaates, der Schweiz, USA, Hongkong, Kanada, Japan und Norwegen aufgelegt wurden.

Ferner kann der Teilfonds sein Vermögen investieren in börsennotierte oder an einem anderen geregelten Markt, der regelmässig stattfindet, anerkannt und der Öffentlichkeit zugänglich ist, gehandelte Aktien, Aktienindex- und Aktienbasket-Zertifikate, Geldmarktinstrumente sowie in Anleihen aller Art von in- und ausländischen Ausstellern - inklusive Nullkuponanleihen und variabel verzinsliche Wertpapiere sowie Wandel- und Optionsanleihen, deren Optionsscheine auf Wertpapiere lauten. In geringerem Umfang sind auch Investitionen in Optionsscheine auf Wertpapiere möglich.

Innerhalb der gesetzlich zulässigen Grenzen kann der Teilfonds flüssige Mittel und Festgelder halten.

Im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen und Einschränkungen ist der Erwerb oder die Veräußerung von Optionen, Futures und der Abschluß sonstiger Termingeschäfte sowohl zur Absicherung gegen mögliche Kursrückgänge auf den Kapitalmärkten als auch zur Renditeoptimierung gestattet. Mit dem Einsatz von Derivaten können aufgrund der Hebelwirkung erhöhte Risiken verbunden sein.

Artikel 2. - Teilfondswährung

1. Die Teilfondswährung, in welcher für den Teilfonds der Inventarwert, der Ausgabepreis und der Rücknahmepreis berechnet werden, ist der Euro.

2. Gemäß Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements ist der Ausgabepreis der Anteilwert des entsprechenden Bewertungstages zuzüglich eines Ausgabe-aufschlags von bis zu 5,5% davon.

3. Rücknahmepreis ist der Anteilwert gemäß Artikel 9 in Verbindung mit Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements.

Artikel 3. - Kosten

1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, aus dem Teilfondsvermögen ein Entgelt von 1,65% p.a. zu erhalten, das monatlich nachträglich auf das durchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Monats zu berechnen und auszuzahlen ist. Ferner erhält die Verwaltungsgesellschaft ein erfolgsabhängiges Entgelt von 5% p.a. des Wertzuwachses des Anteilwertes, das anteilig auf das durchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Geschäftsjahres zu berechnen und am Geschäftsjahresende auszuzahlen ist; etwaige Wertminderungen und Verluste in einem Geschäftsjahr werden auf das kommende Geschäftsjahr vorgetragen, und ein Erfolgshonorar fällt erst an, wenn diese vollständig ausgeglichen sind.

2. Die Depotbank und Zentralverwaltung erhält aus dem Vermögen des Teilfonds:

a) Ein Entgelt für die Tätigkeit als Depotbank und Zentralverwaltungsstelle von bis zu 0,19% p.a. des Netto-Teilfondsvermögens mit einer Grundgebühr von EUR 25.000 p.a. Die Vergütung der Depotbank- und Zentralverwaltung ist quartalsweise auf das durchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen zu berechnen und quartalsweise nachträglich auszuzahlen.

b) Eine Bearbeitungsgebühr für die Tätigkeit als Depotbank von bis zu EUR 100 pro Wertpapiertransaktion.

Artikel 4. - Ausschüttungspolitik

Es werden Anteile der Klasse B ausgegeben, die keine Ausschüttung vornehmen, sondern die Erträge thesaurieren.

Artikel 5. - Dauer des Teilfonds

Der Teilfonds ist auf unbestimmte Zeit aufgelegt.

Artikel 6. - Inkrafttreten

Das Sonderreglement des Teilfonds ist am 5. September 2002 in Kraft getreten und wurde am 28. September 2002 im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial»), dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg, veröffentlicht. Änderungen des Sonderreglements sind letztmals am 18. Mai 2005 in Kraft getreten und werden am 2. Juni 2005 im Mémorial veröffentlicht.

Luxemburg, den 18. Mai 2005.

SONDERREGLEMENT

GECAM ADVISER FUND - GLOBAL ALTERNATIVE

Für den Teilfonds GECAM ADVISER FUND - GLOBAL ALTERNATIVE (der «Teilfonds») oder «GLOBAL ALTERNATIVE») gelten ergänzend bzw. abweichend zu dem Allgemeinen Verwaltungsreglement die Bestimmungen des nachstehenden Sonderreglements.

Artikel 1. - Anlagepolitik

Der GLOBAL ALTERNATIVE strebt als Anlageziel ein möglichst hohes Kapitalwachstum in Euro an. Für den GLOBAL ALTERNATIVE sollen vorwiegend (in der Regel mindestens 51%) Anteile an international anlegenden Aktien-, Renten- und Spezialitätenfonds erworben werden. Kurzfristig dürfen auch Geldmarktfonds erworben werden. Je nach Einschätzung der Marktlage kann das Teilfondsvermögen auch vollständig (maximal 100%) in einer der vorgenannten Fondskategorien angelegt werden. Dabei kann der Teilfonds sein Vermögen bis zu 10% in offene Grundstücks-, gemischte Wertpapier- und Grundstücks-Sondervermögen investieren; die Grenze von 10% des Teilfondsvermögens umfasst auch Investments in nicht notierte Wertpapiere und Geldmarktinstrumente. Die Verwaltungsgebühren der vom Teilfonds erworbenen Sondervermögen betragen maximal 2,5% p.a. Bei den erworbenen Fondsanteilen wird es sich ausschließlich um solche handeln, die unter dem Recht eines EU-Mitgliedstaates, der Schweiz, USA, Hongkong, Kanada, Japan und Norwegen aufgelegt wurden.

Ferner kann der Teilfonds sein Vermögen investieren in börsennotierte oder an einem anderen geregelten Markt, der regelmässig stattfindet, anerkannt und der Öffentlichkeit zugänglich ist, gehandelte Aktien, Aktienindex- und Aktienbasket-Zertifikate, Geldmarktinstrumente sowie in Anleihen aller Art von in- und ausländischen Ausstellern - inklusive Nullkuponanleihen und variabel verzinsliche Wertpapiere sowie Wandel- und Optionsanleihen, deren Optionsscheine auf Wertpapiere lauten. In geringerem Umfang sind auch Investitionen in Optionsscheine auf Wertpapiere möglich.

Innerhalb der gesetzlich zulässigen Grenzen kann der Teilfonds flüssige Mittel und Festgelder halten.

Im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen und Einschränkungen ist der Erwerb oder die Veräußerung von Optionen, Futures und der Abschluß sonstiger Termingeschäfte sowohl zur Absicherung gegen mögliche Kursrückgänge auf den Kapitalmärkten als auch zur Renditeoptimierung gestattet. Mit dem Einsatz von Derivaten können aufgrund der Hebelwirkung erhöhte Risiken verbunden sein.

Artikel 2. - Teilfondswährung

1. Die Teilfondswährung, in welcher für den Teilfonds der Inventarwert, der Ausgabepreis und der Rücknahmepreis berechnet werden, ist der Euro.

2. Gemäß Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements ist der Ausgabepreis der Anteilwert des entsprechenden Bewertungstages zuzüglich eines Ausgabeaufschlags von bis zu 5,5% davon.

3. Rücknahmepreis ist der Anteilwert gemäß Artikel 9 in Verbindung mit Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements.

Artikel 3. - Kosten

1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, aus dem Teilfondsvermögen ein Entgelt von 1,65% p.a. zu erhalten, das monatlich nachträglich auf das durchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Monats zu berechnen und auszuzahlen ist. Ferner erhält die Verwaltungsgesellschaft ein erfolgsabhängiges Entgelt von 5% p.a. des Wertzuwachses des Anteilwertes, das anteilig auf das durchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Geschäftsjahres zu berechnen und am Geschäftsjahresende auszuzahlen ist; etwaige Wertminderungen und Verluste in einem Geschäftsjahr werden auf das kommende Geschäftsjahr vorgetragen, und ein Erfolgshonorar fällt erst an, wenn diese vollständig ausgeglichen sind.

2. Die Depotbank und Zentralverwaltung erhält aus dem Vermögen des Teilfonds:

a) Ein Entgelt für die Tätigkeit als Depotbank und Zentralverwaltungsstelle von bis zu 0,19% p.a. des Netto-Teilfondsvermögens mit einer Grundgebühr von EUR 25.000 p.a. Die Vergütung der Depotbank- und Zentralverwaltung ist quartalsweise auf das durchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen zu berechnen und quartalsweise nachträglich auszuzahlen.

b) Eine Bearbeitungsgebühr für die Tätigkeit als Depotbank von bis zu EUR 100 pro Wertpapiertransaktion.

Artikel 4. - Ausschüttungspolitik

Es werden Anteile der Klasse B ausgegeben, die keine Ausschüttung vornehmen, sondern die Erträge thesaurieren.

Artikel 5. - Dauer des Teilfonds

Der Teilfonds ist auf unbestimmte Zeit aufgelegt.

Artikel 6. - Inkrafttreten

Das Sonderreglement des Teilfonds ist am 5. September 2002 in Kraft getreten und wurde am 28. September 2002 im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial»), dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg, veröffentlicht. Änderungen des Sonderreglements sind letztmals am 18. Mai 2005 in Kraft getreten und werden am 2. Juni 2005 im Mémorial veröffentlicht.

Luxemburg, den 18. Mai 2005.

SONDERREGLEMENT

GECAM ADVISER FUND - AMERIKA AKTIEN

Für den Teilfonds GECAM ADVISER FUND - AMERIKA AKTIEN (der «Teilfonds» oder «AMERIKA AKTIEN») gelten ergänzend bzw. abweichend zu dem Allgemeinen Verwaltungsreglement die Bestimmungen des nachstehenden Sonderreglements.

Artikel 1. - Anlagepolitik

Der AMERIKA AKTIEN strebt als Anlageziel ein möglichst hohes Kapitalwachstum in Euro an. Für den AMERIKA AKTIEN sollen vorwiegend (in der Regel mindestens 51%) Anteile an Aktienfonds erworben werden, die in Unternehmen mit Sitz in den USA oder Kanada investieren. Bei den Fonds handelt es sich sowohl um Branchenfonds als auch um breit diversifizierte Fonds, die in hochkapitalisierte Werte als auch in mittlere und kleinere Unternehmen (sog. «Mid- und Small-Caps») investieren. Kurzfristig dürfen auch Geldmarktfonds erworben werden. Je nach Einschätzung der Marktlage kann das Teilfondsvermögen auch vollständig (maximal 100%) in einer der vorgenannten Fondskategorien angelegt werden. Dabei kann der Teilfonds sein Vermögen bis zu 10% in offene Grundstücks-, gemischte Wertpapier- und Grundstücks-Sondervermögen investieren; die Grenze von 10% des Teilfondsvermögens umfasst auch Investments in nicht notierte Wertpapiere und Geldmarktinstrumente. Die Verwaltungsgebühren der vom Teilfonds erworbenen Sondervermögen betragen maximal 2,5% p.a. Bei den erworbenen Fondsanteilen wird es sich ausschließlich um solche handeln, die unter dem Recht eines EU-Mitgliedstaates, der Schweiz, USA, Hongkong, Kanada, Japan und Norwegen aufgelegt wurden.

Ferner kann der Teilfonds sein Vermögen investieren in börsennotierte oder an einem anderen geregelten Markt, der regelmässig stattfindet, anerkannt und der Öffentlichkeit zugänglich ist, gehandelte Aktien, Aktienindex- und Aktienbasket-Zertifikate, Geldmarktinstrumente sowie in Anleihen aller Art von in- und ausländischen Ausstellern - inklusive Nullkuponanleihen und variabel verzinsliche Wertpapiere sowie Wandel- und Optionsanleihen, deren Optionsscheine auf Wertpapiere lauten. In geringerem Umfang sind auch Investitionen in Optionsscheine auf Wertpapiere möglich.

Innerhalb der gesetzlich zulässigen Grenzen kann der Teilfonds flüssige Mittel und Festgelder halten.

Im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen und Einschränkungen ist der Erwerb oder die Veräußerung von Optionen, Futures und der Abschluß sonstiger Termingeschäfte sowohl zur Absicherung gegen mögliche Kursrückgänge auf den Kapitalmärkten als auch zur Renditeoptimierung gestattet. Mit dem Einsatz von Derivaten können aufgrund der Hebelwirkung erhöhte Risiken verbunden sein.

Artikel 2. - Teilfondswährung

1. Die Teilfondswährung, in welcher für den Teilfonds der Inventarwert, der Ausgabepreis und der Rücknahmepreis berechnet werden, ist der Euro.
2. Gemäß Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements ist der Ausgabepreis der Anteilwert des entsprechenden Bewertungstages zuzüglich eines Ausgabeaufschlags von bis zu 5,5% davon.
3. Rücknahmepreis ist der Anteilwert gemäß Artikel 9 in Verbindung mit Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements.

Artikel 3. - Kosten

1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, aus dem Teilfondsvermögen ein Entgelt von 1,65% p.a. zu erhalten, das monatlich nachträglich auf das durchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Monats zu berechnen und auszuführen ist. Ferner erhält die Verwaltungsgesellschaft ein erfolgsabhängiges Entgelt von 5% p.a. des Wertzuwachses des Anteilwertes, das anteilig auf das durchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Geschäftsjahres zu berechnen und am Geschäftsjahresende auszuführen ist; etwaige Wertminderungen und Verluste in einem Geschäftsjahr werden auf das kommende Geschäftsjahr vorgetragen, und ein Erfolgshonorar fällt erst an, wenn diese vollständig ausgeglichen sind.

2. Die Depotbank und Zentralverwaltung erhält aus dem Vermögen des Teilfonds:

- a) Ein Entgelt für die Tätigkeit als Depotbank und Zentralverwaltungsstelle von bis zu 0,19% p.a. des Netto-Teilfondsvermögens mit einer Grundgebühr von EUR 25.000 p.a. Die Vergütung der Depotbank- und Zentralverwaltung ist quartalsweise auf das durchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen zu berechnen und quartalsweise nachträglich auszuführen.
- b) Eine Bearbeitungsgebühr für die Tätigkeit als Depotbank von bis zu EUR 100 pro Wertpapiertransaktion.

Artikel 4. - Ausschüttungspolitik

Es werden Anteile der Klasse B ausgegeben, die keine Ausschüttung vornehmen, sondern die Erträge thesaurieren.

Artikel 5. - Dauer des Teilfonds

Der Teilfonds ist auf unbestimmte Zeit aufgelegt.

Artikel 6. - Inkrafttreten

Das Sonderreglement des Teilfonds ist am 5. September 2002 in Kraft getreten und wurde am 28. September 2002 im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial»), dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg, veröffentlicht. Änderungen des Sonderreglements sind letztmals am 18. Mai 2005 in Kraft getreten und werden am 2. Juni 2005 im Mémorial veröffentlicht.

Luxemburg, den 18. Mai 2005.

SONDERREGLEMENT

GECAM ADVISER FUND - INTERNATIONAL AKTIEN

Für den Teilfonds GECAM ADVISER FUND - INTERNATIONAL AKTIEN (der «Teilfonds» oder «INTERNATIONAL AKTIEN») gelten ergänzend bzw. abweichend zu dem Allgemeinen Verwaltungsreglement die Bestimmungen des nachstehenden Sonderreglements.

Artikel 1. - Anlagepolitik

Der INTERNATIONAL AKTIEN strebt als Anlageziel ein möglichst hohes Kapitalwachstum in Euro an. Für den INTERNATIONAL AKTIEN sollen vorwiegend (in der Regel mindestens 51%) Anteile an international anlegenden Aktienfonds erworben werden. Bei den Fonds handelt es sich sowohl um Branchenfonds als auch um breit diversifizierte Fonds, die in Standardaktien als auch in Wachstumswerte (sog. «Mid- und Small-Caps») investieren. Kurzfristig dürfen auch Geldmarktfonds erworben werden. Je nach Einschätzung der Marktlage kann das Teilfondsvermögen auch vollständig (maximal 100%) in einem der vorgenannten Anlagesegmente bzw. einer Fondskategorie angelegt werden. Dabei kann der Teilfonds sein Vermögen bis zu 10% in offene Grundstücks-, gemischte Wertpapier- und Grundstücks-Sondervermögen investieren; die Grenze von 10% des Teilfondsvermögens umfasst auch Investments in nicht notierte Wertpapiere und Geldmarktinstrumente. Die Verwaltungsgebühren der vom Teilfonds erworbenen Sondervermögen betragen maximal 2,5% p.a. Bei den erworbenen Fondsanteilen wird es sich ausschließlich um solche handeln, die unter dem Recht eines EU-Mitgliedstaates, der Schweiz, USA, Hongkong, Kanada, Japan und Norwegen aufgelegt wurden.

Ferner kann der Teilfonds sein Vermögen investieren in börsennotierte oder an einem anderen geregelten Markt, der regelmässig stattfindet, anerkannt und der Öffentlichkeit zugänglich ist, gehandelte Aktien, Aktienindex- und Aktienbasket-Zertifikate, Geldmarktinstrumente sowie in Anleihen aller Art von in- und ausländischen Ausstellern - inklusive Nullkuponanleihen und variabel verzinsliche Wertpapiere sowie Wandel- und Optionsanleihen, deren Optionsscheine auf Wertpapiere lauten. In geringerem Umfang sind auch Investitionen in Optionsscheine auf Wertpapiere möglich.

Innerhalb der gesetzlich zulässigen Grenzen kann der Teilfonds flüssige Mittel und Festgelder halten.

Im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen und Einschränkungen ist der Erwerb oder die Veräußerung von Optionen, Futures und der Abschluß sonstiger Termingeschäfte sowohl zur Absicherung gegen mögliche Kursrückgänge auf den Kapitalmärkten als auch zur Renditeoptimierung gestattet. Mit dem Einsatz von Derivaten können aufgrund der Hebelwirkung erhöhte Risiken verbunden sein.

Artikel 2. - Teilfondswährung

1. Die Teilfondswährung, in welcher für den Teilfonds der Inventarwert, der Ausgabepreis und der Rücknahmepreis berechnet werden, ist der Euro.

2. Gemäß Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements ist der Ausgabepreis der Anteilwert des entsprechenden Bewertungstages zuzüglich eines Ausgabe-aufschlags von bis zu 5,5% davon.

3. Rücknahmepreis ist der Anteilwert gemäß Artikel 9 in Verbindung mit Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements.

Artikel 3. - Kosten

1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, aus dem Teilfondsvermögen ein Entgelt von 1,65% p.a. zu erhalten, das monatlich nachträglich auf das durchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Monats zu berechnen und auszuzahlen ist. Ferner erhält die Verwaltungsgesellschaft ein erfolgsabhängiges Entgelt von 5% p.a. des Wertzuwachses des Anteilwertes, das anteilig auf das durchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Geschäftsjahres zu berechnen und am Geschäftsjahresende auszuzahlen ist; etwaige Wertminderungen und Verluste in einem Geschäftsjahr werden auf das kommende Geschäftsjahr vorgetragen, und ein Erfolgshonorar fällt erst an, wenn diese vollständig ausgeglichen sind.

2. Die Depotbank und Zentralverwaltung erhält aus dem Vermögen des Teilfonds:

a) Ein Entgelt für die Tätigkeit als Depotbank und Zentralverwaltungsstelle von bis zu 0,19% p.a. des Netto-Teilfondsvermögens mit einer Grundgebühr von EUR 25.000 p.a. Die Vergütung der Depotbank- und Zentralverwaltung ist quartalsweise auf das durchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen zu berechnen und quartalsweise nachträglich auszuzahlen.

b) Eine Bearbeitungsgebühr für die Tätigkeit als Depotbank von bis zu EUR 100 pro Wertpapiertransaktion.

Artikel 4. - Ausschüttungspolitik

Es werden Anteile der Klasse B ausgegeben, die keine Ausschüttung vornehmen, sondern die Erträge thesaurieren.

Artikel 5. - Dauer des Teilfonds

Der Teilfonds ist auf unbestimmte Zeit aufgelegt.

Artikel 6. - Inkrafttreten

Das Sonderreglement des Teilfonds ist am 5. September 2002 in Kraft getreten und wurde am 28. September 2002 im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial»), dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg, veröffentlicht. Änderungen des Sonderreglements sind letztmals am 18. Mai 2005 in Kraft getreten und werden am 2. Juni 2005 im Mémorial veröffentlicht.

Luxemburg, den 18. Mai 2005.

SONDERREGLEMENT

GECAM ADVISER FUND - GREATER EMERGING MARKETS

Für den Teilfonds GECAM ADVISER FUND - GREATER EMERGING MARKETS (der «Teilfonds») oder «GREATER EMERGING MARKETS») gelten ergänzend bzw. abweichend zu dem Allgemeinen Verwaltungsreglement die Bestimmungen des nachstehenden Sonderreglements.

Artikel 1. - Anlagepolitik

Der GREATER EMERGING MARKETS strebt als Anlageziel ein möglichst hohes Kapitalwachstum in Euro an. Für den GREATER EMERGING MARKETS sollen vorwiegend (in der Regel mindestens 51%) Anteile an Aktienfonds erworben werden, die in Unternehmen mit Sitz in Schwellenländern (sog. «Emerging Markets») investieren. Das Anlagespektrum der Fonds umfasst dabei Mittel- und Südamerika, Asien einschl. Hongkong und China, Osteuropa, sowie den Nahen- und Mittleren Osten. Kurzfristig dürfen auch Geldmarktfonds erworben werden. Je nach Einschätzung der Marktlage kann das Teilfondsvermögen auch vollständig (maximal 100%) in einem der vorgenannten Anlagesegmente bzw. einer Fondskategorie angelegt werden. Dabei kann der Teilfonds sein Vermögen bis zu 10% in offene Grundstücks-, gemischte Wertpapier- und Grundstücks-Sondervermögen investieren; die Grenze von 10% des Teilfondsvermögens umfasst auch Investments in nicht notierte Wertpapiere und Geldmarktinstrumente. Die Verwaltungsgebühren der vom Teilfonds erworbenen Sondervermögen betragen maximal 2,5% p.a. Bei den erworbenen Fondsanteilen wird es sich ausschließlich um solche handeln, die unter dem Recht eines EU-Mitgliedstaates, der Schweiz, USA, Hongkong, Kanada, Japan und Norwegen aufgelegt wurden.

Ferner kann der Teilfonds sein Vermögen investieren in börsennotierte oder an einem anderen geregelten Markt, der regelmässig stattfindet, anerkannt und der Öffentlichkeit zugänglich ist, gehandelte Aktien, Aktienindex- und Aktienbasket-Zertifikate, Geldmarktinstrumente sowie in Anleihen aller Art von in- und ausländischen Ausstellern - inklusive Nullkuponanleihen und variabel verzinsliche Wertpapiere sowie Wandel- und Optionsanleihen, deren Optionsscheine auf Wertpapiere lauten. In geringerem Umfang sind auch Investitionen in Optionsscheine auf Wertpapiere möglich.

Innerhalb der gesetzlich zulässigen Grenzen kann der Teilfonds flüssige Mittel und Festgelder halten.

Im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen und Einschränkungen ist der Erwerb oder die Veräußerung von Optionen, Futures und der Abschluß sonstiger Termingeschäfte sowohl zur Absicherung gegen mögliche Kursrückgänge auf den Kapitalmärkten als auch zur Renditeoptimierung gestattet. Mit dem Einsatz von Derivaten können aufgrund der Hebelwirkung erhöhte Risiken verbunden sein.

Mit der Anlage in Emerging Markets (aufstrebende Länder/Schwellenländer) sind im Vergleich zu Anlagen in entwickelten Ländern zusätzliche Chancen und Risiken verbunden. Emerging Markets sind Länder, die nach Definition der Weltbank derzeit über ein niedriges oder mittleres Pro-Kopf-Einkommen verfügen. Die Anlage in solchen Ländern eröffnet den Anteilinhabern die Chance, langfristig am überdurchschnittlichen Wachstums- sowie entsprechendem Kurssteigerungspotential dieser Länder zu partizipieren.

Die Konzentration auf Anlagen in Emerging Markets beinhaltet aber auch besondere Risiken, beispielsweise aus politischen Veränderungen, Wechselkursänderungen, fehlenden Börsenkontrollen, Steuern, Beschränkungen ausländischer Kapitalanlagen und -rückflüsse (Transferrisiko) sowie aus Kapitalmärkten, die im internationalen Vergleich eine geringere Marktkapitalisierung aufweisen und eher schwankungsintensiv und illiquide sein können.

Ferner ist zu berücksichtigen, dass die Unternehmen in diesen Ländern einer geringeren öffentlichen Kontrolle und einer weniger strukturierten Gesetzgebung unterliegen und Rechnungswesen sowie Abschlussprüfung nicht immer mit dem in Industrieländern herrschenden Standard vergleichbar sind. Die Abwicklung der Wertpapiergeschäfte und Geld-dispositionen erfolgt nach den Usancen der jeweiligen Anlagemärkte, die nicht immer die Zug-um-Zug-Erfüllung vorsehen. Hierdurch können zusätzliche Zins- und Ausfallrisiken entstehen.

Artikel 2. - Teilfondswährung

1. Die Teilfondswährung, in welcher für den Teilfonds der Inventarwert, der Ausgabepreis und der Rücknahmepreis berechnet werden, ist der Euro.

2. Gemäß Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements ist der Ausgabepreis der Anteilwert des entsprechenden Bewertungstages zuzüglich eines Ausgabe-aufschlags von bis zu 5,5% davon.

3. Rücknahmepreis ist der Anteilwert gemäß Artikel 9 in Verbindung mit Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements.

Artikel 3. - Kosten

1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, aus dem Teilfondsvermögen ein Entgelt von 1,65% p.a. zu erhalten, das monatlich nachträglich auf das durchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Monats zu berechnen und auszuzahlen ist. Ferner erhält die Verwaltungsgesellschaft ein erfolgsabhängiges Entgelt von 5% p.a. des Wertzuwachses des Anteilwertes, das anteilig auf das durchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Geschäftsjahres zu berechnen und am Geschäftsjahresende auszuzahlen ist; etwaige Wertminderungen und Verluste in einem Geschäftsjahr werden auf das kommende Geschäftsjahr vorgetragen, und ein Erfolgshonorar fällt erst an, wenn diese vollständig ausgeglichen sind.

2. Die Depotbank und Zentralverwaltung erhält aus dem Vermögen des Teilfonds:

a) Ein Entgelt für die Tätigkeit als Depotbank und Zentralverwaltungsstelle von bis zu 0,19% p.a. des Netto-Teilfondsvermögens mit einer Grundgebühr von EUR 25.000 p.a. Die Vergütung der Depotbank- und Zentralverwaltung ist quartalsweise auf das durchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen zu berechnen und quartalsweise nachträglich auszuzahlen.

b) Eine Bearbeitungsgebühr für die Tätigkeit als Depotbank von bis zu EUR 100 pro Wertpapiertransaktion.

Artikel 4. - Ausschüttungspolitik

Es werden Anteile der Klasse B ausgegeben, die keine Ausschüttung vornehmen, sondern die Erträge thesaurieren.

Artikel 5. - Dauer des Teilfonds

Der Teilfonds ist auf unbestimmte Zeit aufgelegt.

Artikel 6. - Inkrafttreten

Das Sonderreglement des Teilfonds ist am 5. September 2002 in Kraft getreten und wurde am 28. September 2002 im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial»), dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg, veröffentlicht. Änderungen des Sonderreglements sind letztmals am 18. Mai 2005 in Kraft getreten und werden am 2. Juni 2005 im Mémorial veröffentlicht.

Luxemburg, den 18. Mai 2005.

SONDERREGLEMENT

GECAM ADVISER FUND - GLOBAL CHANCE

Für den Teilfonds GECAM ADVISER FUND - GLOBAL CHANCE (der «Teilfonds» oder «GLOBAL CHANCE») gelten ergänzend bzw. abweichend zu dem Allgemeinen Verwaltungsreglement die Bestimmungen des nachstehenden Sonderreglements.

Artikel 1. - Anlagepolitik

Der GLOBAL CHANCE strebt als Anlageziel einen möglichst hohen Wertzuwachs in Euro an. Für den GLOBAL CHANCE werden Anteile an Aktien- und Rentenfonds erworben. Bei den Aktienfonds wird neben Standardaktienfonds und sog. «Mid- und Small-Cap-Funds» auch in Branchen- und Themenfonds investiert. Rentenfonds dürfen in festverzinslichen Wertpapieren einschl. sog. «High Yield Bonds» anlegen. Kurzfristig dürfen auch Geldmarktfonds erworben werden. Der Teilfonds kann sein Vermögen bis zu 10% in offene Grundstücks-, gemischte Wertpapier- und Grundstücks-Sondervermögen investieren; die Grenze von 10% des Teilfondsvermögens umfasst auch Investments in nicht notierte Wertpapiere und Geldmarktinstrumente. Je nach Einschätzung der Marktlage kann das Teilfondsvermögen auch vollständig (maximal 100%) in einem der vorgenannten Anlagesegmente bzw. einer Fondskategorie angelegt werden. Die Verwaltungsgebühren der vom Teilfonds erworbenen Sondervermögen betragen maximal 2,5% p.a. Bei den erworbenen Fondsanteilen wird es sich ausschließlich um solche handeln, die unter dem Recht eines EU-Mitgliedstaates, der Schweiz, USA, Hongkong, Kanada, Japan und Norwegen aufgelegt wurden.

Ferner kann der Teilfonds sein Vermögen investieren in börsennotierte oder an einem anderen geregelten Markt, der regelmässig stattfindet, anerkannt und der Öffentlichkeit zugänglich ist, gehandelte Aktien, Aktienindex- und Aktienbasket-Zertifikate, Geldmarktinstrumente sowie in Anleihen aller Art von in- und ausländischen Ausstellern - inklusive Nullkuponanleihen und variabel verzinsliche Wertpapiere sowie Wandel- und Optionsanleihen, deren Optionscheine auf Wertpapiere lauten. In geringerem Umfang sind auch Investitionen in Optionsscheine auf Wertpapiere möglich.

Innerhalb der gesetzlich zulässigen Grenzen kann der Teilfonds flüssige Mittel und Festgelder halten.

Im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen und Einschränkungen ist der Erwerb oder die Veräußerung von Optionen, Futures und der Abschluß sonstiger Termingeschäfte sowohl zur Absicherung gegen mögliche Kursrückgänge auf den Kapitalmärkten als auch zur Renditeoptimierung gestattet. Mit dem Einsatz von Derivaten können aufgrund der Hebelwirkung erhöhte Risiken verbunden sein.

Aktien von mittleren und kleineren Werten (sog. «Mid- und Small-Caps») enthalten neben den Chancen auf Kurssteigerungen auch besondere Risiken; sie unterliegen dem nicht vorhersehbaren Einfluß der Entwicklung der Kapitalmärkte und den besonderen Entwicklungen der jeweiligen Emittenten sowie ihrer vergleichsweise geringen Marktkapitalisierung. Die Wertentwicklung branchenbezogener Aktien kann auch abweichend vom allgemeinen Börsentrend sein, die z.B. durch breite Marktindices dargestellt wird; durch die Investition in Fonds, die eine Branche oder ein Thema zum Gegenstand haben, kann der Anteilwert im Vergleich zu breit diversifizierten Fonds überproportional schwanken.

Artikel 2. - Teilfondswährung

1. Die Teilfondswährung, in welcher für den Teilfonds der Inventarwert, der Ausgabepreis und der Rücknahmepreis berechnet werden, ist der Euro.

2. Gemäß Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements ist der Ausgabepreis der Anteilwert des entsprechenden Bewertungstages zuzüglich eines Ausgabeaufschlags von bis zu 5,5% davon.

3. Rücknahmepreis ist der Anteilwert gemäß Artikel 9 in Verbindung mit Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements.

Artikel 3. - Kosten

1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, aus dem Teilfondsvermögen ein Entgelt von 1,65% p.a. zu erhalten, das monatlich nachträglich auf das durchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Monats zu berechnen und auszuzahlen ist. Ferner erhält die Verwaltungsgesellschaft ein erfolgsabhängiges Entgelt von 5% p.a. des Wertzuwachses des Anteilwertes, das anteilig auf das durchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Geschäftsjahres zu berechnen und am Geschäftsjahresende auszuzahlen ist; etwaige Wertminderungen und Verluste in einem Geschäftsjahr werden auf das kommende Geschäftsjahr vorgetragen, und ein Erfolgshonorar fällt erst an, wenn diese vollständig ausgeglichen sind.

2. Die Depotbank und Zentralverwaltung erhält aus dem Vermögen des Teilfonds:

a) Ein Entgelt für die Tätigkeit als Depotbank und Zentralverwaltungsstelle von bis zu 0,19% p.a. des Netto-Teilfondsvermögens mit einer Grundgebühr von EUR 25.000 p.a. Die Vergütung der Depotbank- und Zentralverwaltung ist quartalsweise auf das durchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen zu berechnen und quartalsweise nachträglich auszuzahlen.

b) Eine Bearbeitungsgebühr für die Tätigkeit als Depotbank von bis zu EUR 100 pro Wertpapiertransaktion.

Artikel 4. - Ausschüttungspolitik

Es werden Anteile der Klasse B ausgegeben, die keine Ausschüttung vornehmen, sondern die Erträge thesaurieren.

Artikel 5. - Dauer des Teilfonds

Der Teilfonds ist auf unbestimmte Zeit aufgelegt.

Artikel 6. - Inkrafttreten

Das Sonderreglement des Teilfonds ist am 5. September 2002 in Kraft getreten und wurde am 28. September 2002 im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial»), dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg, veröffentlicht. Änderungen des Sonderreglements sind letztmals am 18. Mai 2005 in Kraft getreten und wurden am 2. Juni 2005 im Mémorial veröffentlicht.

Luxemburg, den 18. Mai 2005.

AXXION S.A / BANQUE DE LUXEMBOURG
Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 19 mai 2005, réf. LSO-BE03958. – Reçu 88 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(040236.2//1376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2005.

I.05 RECKANGE, Société à responsabilité limitée, (anc. I.05 SOLEUVRE ET ROLLINGER COLMAR).

Siège social: L-3980 Wickrange, 4-6, rue des Trois Cantons.
R. C. Luxembourg B 67.966.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 4 février 2005, réf. LSO-BB01376, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour I.05 RECKANGE, S.à r.l.

(012833.3/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2005.

EURO-VL LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 90.050.

L'an deux mille cinq, le six avril.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de son collègue dûment empêché Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch (Luxembourg), ce dernier restant dépositaire de la présente minute.

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société EURO-VL LUXEMBOURG S.A., une société anonyme, ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 90.050), constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, en date du 29 novembre 2002, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations numéro 1821 du 30 décembre 2002. Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte notarié en date du 10 juillet 2003, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations numéro 871 du 26 août 2003.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Michel Becker, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg, qui assume la présidence pro tempore en l'absence du Président du Conseil d'Administration,

qui désigne comme secrétaire Madame Marie Magonet, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Madame Fabienne Moreau, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. - Que toutes les actions étant nominatives, la présente assemblée générale extraordinaire a été convoquée par des avis de convocation contenant l'ordre du jour envoyés aux actionnaires par lettre recommandée en date du 30 mars 2005.

II. - Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

III. - Qu'il appert de cette liste de présence que les 1.660 (mille six cent soixante) actions représentant l'intégralité du capital social, sont présentes ou représentées à l'assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut valablement délibérer sur son ordre du jour.

IV. - Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour ordre du jour:

1. - Modification de l'objet social et modification en conséquence de l'Article 3 des statuts du 10 juillet 2003 dans le cadre de la mise en conformité de la Société avec la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

2. - Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de modifier l'objet social et de modifier en conséquence l'article 3 des statuts dans le cadre de la mise en conformité de la Société avec la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier comme suit:

«**Art. 3. Objet.** La Société a pour objet la prestation directe ou indirecte, principalement à des organismes de placement collectif et fonds de pension, mais aussi à d'autres personnes morales et physiques, des services suivants:

* Fournir des services administratifs, comprenant entre autres la tenue de comptes, le calcul de la valeur nette d'inventaire, la tenue des livres et de la comptabilité, la rédaction et l'envoi des prospectus, rapports financiers et autres documents destinés aux investisseurs et la prestation de toutes sortes de services aux investisseurs dans le sens de l'article 29-2 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

* Réceptionner et exécuter des ordres portant sur des parts de fonds d'investissement, tenir le registre des porteurs de titres (activité d'agent de transfert et de registre), au sens de l'article 24 G de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

* Effectuer des travaux de tout genre liés à l'objet de la société;

* L'ingénierie financière, la conception de produits d'investissement et de tout autre produit d'épargne ainsi que la gestion de sociétés dans le sens de l'article 29-4 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

* La distribution d'informations financières, pour son propre compte ou pour le compte d'autrui;

* La domiciliation d'OPC, sous forme statutaire et de sociétés de gestion d'OPC sous forme contractuelle, ainsi que celle de toutes sociétés utiles ou nécessaires dans le contexte de la gestion d'OPC dans le sens de l'article 29 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

En général, la Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières, de biens meubles et d'immeubles, et peut prendre toutes participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères qu'elle jugera utiles à l'accomplissement de son objet.»

Deuxième résolution

L'Assemblée donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes résolutions pour faire tous dépôts et publications prescrits par la loi.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. Becker, M. Magonet, F. Moreau, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 15 avril 2005, vol. 431, fol. 28, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 2 mai 2005.

H. Hellinckx.

(039085.3/242/72) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2005.

EURO-VL LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 90.050.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 2 mai 2005.

H. Hellinckx.

(039088.3/242/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2005.

INTERNATIONAL FUND MANAGEMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1912 Luxembourg, 3, rue des Labours.

R. C. Luxembourg B 8.558.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, réf. LSO-BE06422, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 avril 2005.

H. Hildebrandt, C. Wagner.

(042556.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2005.

DEKA INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1912 Luxembourg, 5, rue des Labours.

R. C. Luxembourg B 28.599.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, réf. LSO-BE06420, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 avril 2005.

H. Hildebrandt, C. Wagner.

(042559.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2005.

ATC MANAGEMENT (LUXEMBOURG), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon.

R. C. Luxembourg B 103.336.

Décision de l'Assemblée Extraordinaire des Actionnaires tenue le 31 janvier 2005

L'Assemblée des Actionnaires décide d'accepter la démission de Mr. Thomas Wittlin avec effet au 31 janvier 2005 en tant qu'Administrateur de la Société et lui octroie pleine décharge pour l'exercice de son mandat.

La nouvelle liste de signatures autorisées de la Société se compose comme suit:

Administrateurs:

* Richard Brekelmans - Administrateur;

* André Nagelmaker - Administrateur;

* Robert Govaerts - Administrateur;

* Johan Lont - Administrateur.

Luxembourg, le 1^{er} février 2005.

ATC MANAGEMENT (LUXEMBOURG), S.à r.l.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 4 février 2005, réf. LSO-BB01433. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(012775.3/000/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2005.

JC RACING AND AUTOPARTS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9655 Harlange, 14, rue Mgr. Fallize.
R. C. Luxembourg B 105.659.

—
Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Diekirch, le 31 janvier 2005, réf. DSO-BA00293, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 31 janvier 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 31 janvier 2005.

FIDUCIAIRE INTERREGIONALE S.A.

Signature

(900490.3/823/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 31 janvier 2005.

TODAY'S INK, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8523 Beckerich, 13, Dikrecherstrooss.
R. C. Luxembourg B 100.632.

—
Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Diekirch, le 31 janvier 2005, réf. DSO-BA00291, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 31 janvier 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 31 janvier 2005.

FIDUCIAIRE INTERREGIONALE S.A.

Signature

(900491.3/823/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 31 janvier 2005.

NORD-PNEUS AUTORADIO SERVICES, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9964 Huldange/Forge, 3, op de Schmëtt.
R. C. Luxembourg B 99.459.

—
Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Diekirch, le 31 janvier 2005, réf. DSO-BA00290, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 31 janvier 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 31 janvier 2005.

Signature.

(900492.3/823/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 31 janvier 2005.

CENTRAL-FUEL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8561 Schwebach, Schwebach 4.
R. C. Luxembourg B 101.770

—
Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Diekirch, le 31 janvier 2005, réf. DSO-BA00288, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 31 janvier 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 31 janvier 2005.

FIDUCIAIRE INTERREGIONALE S.A.

Signature

(900493.3/823/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 31 janvier 2005.

GARAGE KAUTEN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8523 Beckerich, 37, Dikrecherstrooss.
R. C. Luxembourg B 105.404.

—
Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Diekirch, le 21 décembre 2004, réf. DSO-AX00190, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 31 janvier 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 31 janvier 2005.

FIDUCIAIRE INTERREGIONALE S.A.

Signature

(900494.3/823/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 31 janvier 2005.

ENERGIEPARK-REIDEN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8523 Beckerich, 13, Dikrecherstrooss.
R. C. Luxembourg B 91.708.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Diekirch, le 24 janvier 2005, réf. DSO-BA00229, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 31 janvier 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 31 janvier 2005.

FIDUCIAIRE INTERREGIONALE S.A.

Signature

(900495.3/823/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 31 janvier 2005.

FIDUCIAIRE INTERREGIONALE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8720 Rippweiler, 14, Haaptstrooss.
R. C. Luxembourg B 103.629.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Diekirch, le 31 janvier 2005, réf. DSO-BA00292, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 31 janvier 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 31 janvier 2005.

FIDUCIAIRE INTERREGIONALE S.A.

Signature

(900496.3/823/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 31 janvier 2005.

FIDUCIAIRE INTERREGIONALE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8720 Rippweiler, 14, Haaptstrooss.
R. C. Luxembourg B 103.629.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Diekirch, le 31 janvier 2005, réf. DSO-BA00289, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 31 janvier 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 31 janvier 2005.

FIDUCIAIRE INTERREGIONALE S.A.

Signature

(900497.3/823/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 31 janvier 2005.

NORDPNEUS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9964 Huldange/Schmëtt, 3, op der Schmëtt.
R. C. Luxembourg B 92.106.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Diekirch, le 31 janvier 2005, réf. DSO-BA00284, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 31 janvier 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 31 janvier 2005.

FIDUCIAIRE INTERREGIONALE S.A.

Signature

(900498.3/823/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 31 janvier 2005.

NORDPNEUS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9964 Huldange/Forge, 3, op der Schmëtt.
R. C. Diekirch B 92.106.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Diekirch, le 31 janvier 2005, réf. DSO-BA00286, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 31 janvier 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 31 janvier 2005.

FIDUCIAIRE INTERREGIONALE S.A.

Signature

(900499.3/823/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 31 janvier 2005.

GIGLIO INVESTMENTS, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,-.**

Siège social: L-2422 Luxembourg, 3, rue Rénert.

R. C. Luxembourg B 102.154.

—
Extrait de la résolution circulaire des gérants de la Société du 10 janvier 2005

En date du 10 janvier 2005, les gérants de la Société ont décidé de transférer le siège social de la Société vers l'adresse suivante: 3, rue Rénert, L-2422 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet au 1^{er} janvier 2005.

Pour mention au fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 février 2005.

GIGLIO INVESTMENTS

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 3 février 2005, réf. LSO-BB01172. – Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): D. Hartmann.

(012732.3/250/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2005.

GIGLIO INVESTMENTS GENOA, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,-.**

Siège social: L-2422 Luxembourg, 3, rue Rénert.

R. C. Luxembourg B 103.653.

—
Extrait de la résolution du gérant unique de la Société du 10 janvier 2005

En date du 10 janvier 2005, le gérant unique de la Société a décidé de transférer le siège social de la Société vers l'adresse suivante: 3, rue Rénert, L-2422 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet au 1^{er} janvier 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 février 2005.

GIGLIO INVESTMENTS GENOA

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 3 février 2005, réf. LSO-BB01173. – Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): D. Hartmann.

(012735.3/250/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2005.

I.09 BONNEVOIE, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3980 Wickrange, 4-6, rue des Trois Cantons.

R. C. Luxembourg B 72.938.

—
Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 4 février 2005, réf. LSO-BB01382, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour I.09 BONNEVOIE, S.à r.l.

Signature

(012838.3/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2005.

ASTON OFFICE PLATFORM S.A., Société Anonyme.

Siège social: Mersch.

R. C. Luxembourg B 80.289.

—
Les documents de clôture de l'année 2003, enregistrés à Luxembourg, le 3 février 2005, réf. LSO-BB00765, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le mois de janvier 2005.

Pour ASTON OFFICE PLATFORM S.A.

FIDUCIAIRE N. AREND & CIE, S.à r.l.

Signature

(012854.3/000/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2005.

VALCOR CORPORATE INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.
R. C. Luxembourg B 83.382.

Extrait des résolutions du Conseil d'Administration qui s'est tenu le 31 janvier 2005

Au Conseil d'Administration de VALCOR CORPORATE INTERNATIONAL S.A. («la société»), il a été décidé comme suit:

- de transférer le siège social de la société du 21, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg au, 9, rue Schiller, L-2519 Luxembourg et ce avec effet au 1^{er} janvier 2005.

Luxembourg, le 31 janvier 2005.

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A.

Administrateur

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 3 février 2005, réf. LSO-BB00875. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(012739.3/710/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2005.

ATC-RCS CORPORATE SERVICES (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 103.123.

Décision de l'Assemblée Extraordinaire des Actionnaires tenue le 31 janvier 2005

L'Assemblée des Actionnaires décide d'accepter la démission de M. Thomas Wittlin avec effet au 31 janvier 2005 en tant qu'Administrateur de la Société et lui octroie pleine décharge pour l'exercice de son mandat.

L'Assemblée des Actionnaires décide de nommer en tant qu'Administrateur de la Société, Monsieur André Nagelmaker, avec effet au 31 janvier 2005 jusqu'à la prochaine Assemblée Générale.

La nouvelle liste de signatures autorisées de la Société se compose comme suit:

Administrateurs:

- Richard Brekelmans - Administrateur;
- André Nagelmaker - Administrateur;
- Robert Govaerts - Administrateur;
- Hans Sluysen - Administrateur;
- Johan Lont - Administrateur.

Luxembourg, le 1^{er} février 2005.

ATC-RCS CORPORATE SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 4 février 2005, réf. LSO-BB01426. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(012771.3/000/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2005.

RCS MANAGEMENT (LUXEMBOURG), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 103.337.

Décision de l'Assemblée Extraordinaire des Actionnaires tenue le 31 janvier 2005

L'Assemblée des Actionnaires décide d'accepter la démission de Mr. Thomas Wittlin avec effet au 31 janvier 2005 en tant qu'Administrateur de la Société et lui octroie pleine décharge pour l'exercice de son mandat.

La nouvelle liste de signatures autorisées de la Société se compose comme suit:

Administrateurs:

- Richard Brekelmans - Administrateur;
- André Nagelmaker - Administrateur;
- Robert Govaerts - Administrateur;
- Johan Lont - Administrateur.

Luxembourg, le 1^{er} février 2005.

RCS MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.à r.l.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 4 février 2005, réf. LSO-BB01429. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(012778.3/000/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2005.

EURAZEO REAL ESTATE LUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 94.709.

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique le 3 février 2005:

- Que Madame F. Marie Brisdet, née à Chalon-sur-Saône, France, le 10 décembre 1975, avec adresse professionnelle au 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, a démissionné de ses fonctions de gérant avec effet immédiat le 31 janvier 2005;

- Que Madame Polyxéni Kotoula, directeur de société, née à Athènes, Grèce, le 30 novembre 1973, ayant son adresse professionnelle au 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, a été nommée gérant en remplacement du gérant démissionnaire avec effet immédiat le 3 février 2005;

- Et que le mandat de Madame Polyxéni Kotoula expirera lors de l'approbation par l'associé unique des comptes annuels de la société clos au 31 décembre 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 février 2005.

Pour la société

H. Neuman

Un gérant

Enregistré à Luxembourg, le 8 février 2005, réf. LSO-BB01648. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(012999.3/805/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2005.

EURAZEO SERVICES LUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 3.139.

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue le 4 février 2005:

* Que Madame F. Marie Brisdet, née à Chalon-sur-Saône, France, le 10 décembre 1975, avec adresse professionnelle au 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, a démissionné de ses fonctions d'administrateur avec effet immédiat le 4 février 2005;

* Que Madame Polyxéni Kotoula, directeur de société, née à Athènes, Grèce, le 30 novembre 1973, ayant son adresse professionnelle au 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, a été cooptée administrateur en remplacement de l'administrateur démissionnaire avec effet immédiat le 4 février 2005;

* Que le mandat de Madame Polyxéni Kotoula expirera lors de la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires qui statuera en 2005 sur l'exercice social clos le 31 décembre 2004;

* Et que la cooptation de Madame Polyxéni Kotoula sera soumise aux actionnaires pour approbation et ratification lors de la prochaine assemblée générale.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 février 2005.

Pour la société

H. Neuman

Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 8 février 2005, réf. LSO-BB01646. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(013001.3/805/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2005.

STUDIO 11, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4621 Differdange, 35, avenue de la Liberté.

R. C. Luxembourg B 63.803.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue à Differdange le 12 janvier 2005

Il résulte dudit procès-verbal que la décision de transférer le siège social vers 35, avenue de la Liberté à L-4601 Differdange avec effet immédiat a été acceptée.

Pétange, le 12 janvier 2005.

P. Neuner

La gérante

Enregistré à Luxembourg, le 4 février 2005, réf. LSO-BB01315. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(012875.3/000/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2005.

SYRINGA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 73.345.

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 4 février 2005 que:

* TMF SECRETARIAL SERVICES S.A., B 94.029, 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, a démissionné en tant qu'administrateur avec effet immédiat le 7 février 2005;

* M. Patrick Von Felten, directeur de société, né le 19 mai 1965, à Winznau SO, Suisse, demeurant professionnellement au 16, rue de Hesse, 1204 Genève, Suisse, a été coopté nouvel administrateur avec effet immédiat le 7 février 2005 jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2005;

* La cooptation du nouvel administrateur sera soumise aux actionnaires pour approbation et ratification lors de la prochaine assemblée générale.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 février 2005.

Pour la société

Un administrateur

TMF CORPORATE SERVICES S.A.

P. Kotoula / S. Mellinger

Administrateur / Fondée de pouvoirs

Enregistré à Luxembourg, le 8 février 2005, réf. LSO-BB01645. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(013003.3/805/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2005.

T-LINE INVESTMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 73.090.

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 4 février 2005 que:

* TMF SECRETARIAL SERVICES S.A., B 94.029, 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, a démissionné en tant qu'administrateur avec effet immédiat le 7 février 2005;

* M. Patrick Von Felten, directeur de société, né le 19 mai 1965, à Winznau SO, Suisse, demeurant professionnellement au 16, rue de Hesse, 1204 Genève, Suisse, a été coopté nouvel administrateur avec effet immédiat le 7 février 2005 jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2006;

* La cooptation du nouvel administrateur sera soumise aux actionnaires pour approbation et ratification lors de la prochaine assemblée générale.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 février 2005.

Pour la société

Un administrateur

TMF CORPORATE SERVICES S.A.

P. Kotoula / S. Mellinger

Administrateur / Fondée de pouvoirs

Enregistré à Luxembourg, le 8 février 2005, réf. LSO-BB01642. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(013026.3/805/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2005.

PERSIA, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3378 Livange, Zone Industrielle, rue de Bettembourg.
R. C. Luxembourg B 55.127.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 7 février 2005, réf. LSO-BB01560, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 8 février 2005.

Pour la société

FIDUCIAIRE WEBER ET BONTEMPS

Réviseurs d'entreprises

Signature

(012981.3/592/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2005.

LUX TILES, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.
Capital social: EUR 26.097.525,00.
 Siège social: L-1724 Luxembourg, 11, boulevard du Prince Henri.
 R. C. Luxembourg B 96.456.

Il résulte des résolutions prises par les associés le 3 février 2005:

* Que Madame F. Marie Brisdet, née à Chalon-sur-Saône, France, le 10 décembre 1975, avec adresse professionnelle au 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, a démissionné de ses fonctions de gérant avec effet immédiat le 31 janvier 2005;

* Que Madame Polyxéni Kotoula, directeur de société, née à Athènes, Grèce, le 30 novembre 1973, ayant son adresse professionnelle au 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, a été nommée gérant en remplacement du gérant démissionnaire avec effet immédiat le 3 février 2005;

* Et que le mandat de Madame Polyxéni Kotoula expirera lors de l'assemblée générale des associés statuant sur les comptes annuels de la société clos au 31 décembre 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 février 2005.

Pour la société

H. Neuman

Un gérant

Enregistré à Luxembourg, le 8 février 2005, réf. LSO-BB01652. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(013030.3/805/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2005.

ACHATS ACTIONS BENELUX INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 88, rue Dicks.
 R. C. Luxembourg B 65.340.

EXTRAIT

Il résulte d'une résolution du Conseil d'administration tenu en date du 27 janvier 2005 que le siège social de la société a été transféré du 21-25, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg au 8, rue Dicks, L-1417 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 février 2005.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 4 février 2005, réf. LSO-BB01439. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(013042.3/000/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2005.

HALUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-3333 Hellange, 71, rue de Bettembourg.
 R. C. Luxembourg B 105.929.

STATUTS

L'an deux mille cinq, le vingt-six janvier.

Par devant Maître Aloyse Biel, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A comparu:

Monsieur Jean Hardt, commerçant, demeurant à L-2121 Luxembourg, 19, Val des Bons Malades.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle qu'il constitue par les présentes.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée unipersonnelle qui sera régie par les lois y relatives ainsi que par les présents statuts.

A tout moment, l'associé peut s'adjoindre un ou plusieurs coassociés et, de même, les futurs associés peuvent prendre les mesures appropriées tendant à rétablir le caractère unipersonnel de la société.

Art. 2. La société a pour objet l'achat et la vente comportant l'importation et l'exportation d'articles de tout genre se rattachant directement ou indirectement à l'habitat ainsi que la mise à disposition de ces articles dans les rayons et toutes autres prestations de services en relation avec la mise à disposition desdits articles.

En outre elle aura pour objet l'exploitation d'une friterie avec débit de boissons alcooliques et non alcooliques, comportant l'achat et la vente des articles de la branche.

Elle peut s'intéresser par voie d'apport, de souscription, de fusion ou de toute autre manière dans toutes affaires, entreprises, ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe au sien ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise, à lui procurer des matières premières ou à faciliter l'écoulement de ses produits.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La société prend la dénomination de HALUX, S.à r.l.

Art. 5. Le siège social est établi à Hellange.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'associé unique.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille quatre cents euros (EUR 12.400,-) divisé en cent parts sociales (100) de cent vingt-quatre euros (EUR 124,-) chacune et se trouve maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné qui le constate expressément.

Art. 7. Les cent parts sociales (100) parts sociales sont souscrites en espèces par l'associé unique.

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées en espèces de sorte que la somme de douze mille quatre cents euros (EUR 12.400) est dès à présent à la libre disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le constate expressément.

Art. 8. Toutes cessions entre vifs de parts sociales détenues par l'associé unique comme leur transmission par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux, sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne sont cessibles dans ce même cas à des non-associés qu'avec le consentement préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales ne peuvent être dans le même cas transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

En cas de cession, la valeur d'une part est évaluée sur base des trois derniers bilans de la société.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé ne mettent pas fin à la société.

Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer d'aucune manière dans les actes de son administration. Pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans le dernier bilan et inventaire de la société.

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associé ou non, nommés et révocables à tout moment par l'associé unique qui en fixe les pouvoirs et les rémunérations.

Art. 11. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 12. Chaque année le trente et un décembre les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Le produits de la société, constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissement et charges constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la libre disposition de l'associé unique.

Art. 13. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, l'associé se réfère aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice commence aujourd'hui et finit le trente et un décembre 2005.

Frais

L'associé a évalué le montant des frais, dépenses, rémunération et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution à environ huit cents soixante-dix euros (EUR 870,-) .

Les frais et honoraires des présentes sont à charge de la société. Elle s'engage solidairement ensemble avec les comparants au paiement desdits frais.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare aussi avoir informé les comparants au sujet des formalités d'ordre administratif nécessaires en vue de l'obtention d'une autorisation d'établissement préalable à l'exercice de toute activité.

Décisions

Et l'associé a pris les résolutions suivantes:

1.- Est nommé gérant pour une durée indéterminée:

Monsieur Fernand Ahles, administrateur de sociétés, demeurant à L-3258 Bettembourg, 6, rue Fernand Mertens .

2.- La société est valablement engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes du gérant unique et de l'associé Monsieur Jean Hardt, préqualifié.

3.- Le siège social est établi à L-3333 Hellange, 71 rue de Bettembourg.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude du notaire instrumentant date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J. Hardt, A. Biel.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 27 janvier 2005, vol. 904, fol. 61, case 12. – Reçu 124 euros.

Le Releveur (signé): M Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux parties sur demande pour servir aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 7 février 2005.

A. Biel.

(013252.3/203/87) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2005.

**I.08 HAMM, Société à responsabilité limitée,
(anc. Senningerberg).**

Siège social: L-3980 Wickrange, 4-6, rue des Trois Cantons.
R. C. Luxembourg B 72.937.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 4 février 2005, réf. LSO-BB01379, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour I.08 HAMM, S.à r.l.

Signature

(012840.3/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2005.

I.10 WEILER-SCHLAMMESTEE, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3980 Wickrange, 4-6, rue des Trois Cantons.
R. C. Luxembourg B 72.939.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 4 février 2005, réf. LSO-BB01385, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour I.10 WEILER-SCHLAMMESTEE, S.à r.l.

Signature

(012841.3/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2005.

ASTON OFFICE PARC S.A., Société Anonyme.

Siège social: Mersch.
R. C. Luxembourg B 80.288.

Les documents de clôture de l'année 2003, enregistrés à Luxembourg, le 3 février 2005, réf. LSO-BB00762, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le mois de janvier 2005.

Pour ASTON OFFICE PARC S.A.

FIDUCIAIRE N. AREND & CIE, S.à r.l.

Signature

(012855.3/000/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2005.
